ALTERNATIVE
libertaire

Belgique-Belgïë
P.P.
1050 Bruxelles 5
1/7656

LE RÉSIGNATION EST UN SUICIDE QUOTIDIEN 20Ff - 100Fb • MENSUEL N°211 • NOVEMRE 1998

Bureau de dépôt Bruxelles 5

CRIME D'ÉTAT - SÉMIRA ADAMU...

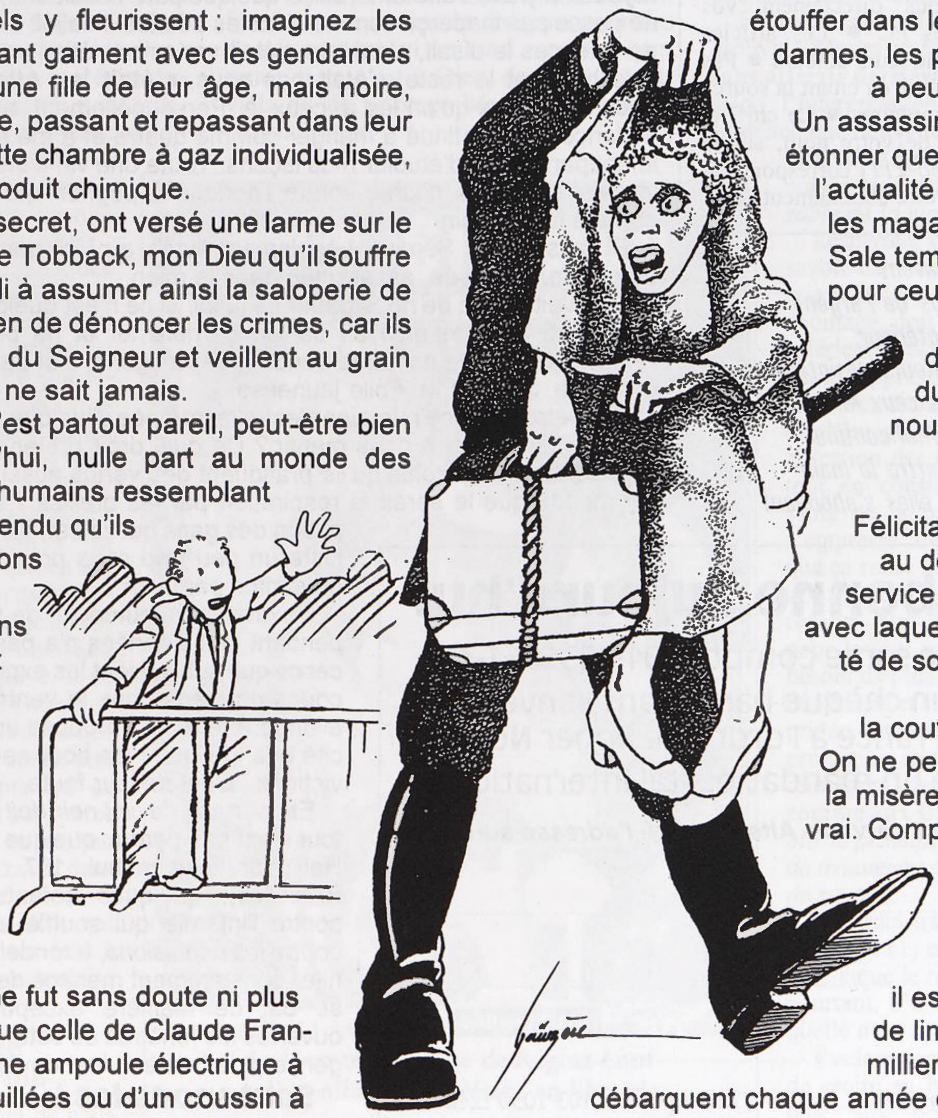
20 ans pour toujours

Ce pays est odieux, et nous y sommes nés. Un trou noir de bêtise, l'*anus mundi* de la pensée...

Les scénarii surréels y fleurissent : imaginez les hôtesses de l'air copinant gaiment avec les gendarmes en train d'assassiner une fille de leur âge, mais noire, hein, pas tout confondre, passant et repassant dans leur tutu à la con devant cette chambre à gaz individualisée, rembourrée et sans produit chimique.

J'en connais, qui en secret, ont versé une larme sur le déchirement du ministre Tobback, mon Dieu qu'il souffre et comme il s'est grandi à assumer ainsi la saloperie de ceux dont il ne sert à rien de dénoncer les crimes, car ils sont à l'extrême-droite du Seigneur et veillent au grain des fois que l'ivraie on ne sait jamais.

Peut-être bien que c'est partout pareil, peut-être bien qu'il n'existe, aujourd'hui, nulle part au monde des communautés d'êtres humains ressemblant à ce qu'on nous a prétendu qu'ils étaient quand nous étions petits, peut-être bien que partout, les sauriens pensants se dandinent sur leurs pattes arrières en attendant, les yeux mi-clos, de happer la première bestiole qui passe.



Ouvrez les fenêtres, on étouffe !

La mort de Sémira ne fut sans doute ni plus ni moins préméditée que celle de Claude François : qu'il s'agisse d'une ampoule électrique à revisser les mains mouillées ou d'un coussin à étouffer dans les mains de gendarmes, les perspectives sont à peu près identiques. Un assassinat qui ne devrait étonner que ceux qui suivent l'actualité à la télé ou dans les magazines à colorier. Sale temps, évidemment, pour ceux qui s'emploient à nous préserver de toute la misère du monde afin que nous goûtions mieux celle qu'ils nous réservent. Félicitations en passant au démissionnaire de service pour la diligence avec laquelle il s'est acquitté de son rôle de fusible, le petit doigt sur la couture du pantalon. On ne peut accueillir toute la misère du monde, c'est vrai. Compte tenu des principes directeurs sur lesquels s'appuient nos guides éclairés, il est plus que temps de limiter l'arrivée des milliers de réfugiés qui débarquent chaque année du ventre de leur

ALTERNATIVE
libertaire
est un mensuel belgo-français
BP 103, 1050 Ixelles 1
TÉL 02/647.98.01
FAX 02/649.40.46
mail roger.noel@skynet.be

Tarif des abonnements

- **Belgique :** ordinaire 700 fb - soutien 1000 fb ou plus - spécial fauché(e) ou taulard(e) 400 fb à verser sur le compte de **22-Mars Éditions 001-0536851-32.**
- **France et autres pays :** 200 ff ou 1.200 fb par mandat postal international ou **pour la France par chèque bancaire à l'ordre de Roger Noël.**

• Éditeur responsable: Noël Roger / Babar, Boite postale 103, 1050 Ixelles 1 • Ce numéro a été tapé, monté, imprimé, envoyé et distribué par Anne-Marie, Renée, Flip-Flap, Chiquet, Gun, François, Juju, Claudio, Manon, Laurent, Roger, Babar et les autres (merci à eux !) • Aidez-nous à travailler moins : envoyez-nous directement vos textes sur disquettes PC • Les articles signés n'engagent que leurs auteurs • Pas de ©, reproduction libre en citant la source • Tirage 5.000 exemplaires • Le chiffre, en haut et à droite de votre nom, sur la bande adresse (*finabo 211*) correspond au dernier numéro de votre abonnement.

Celles et ceux qui savent
que nous ne recevons de l'argent
ni du Ministre de l'Intérieur,
ni de généreux donateurs désintéressés,
toutes celles et tous ceux là, savent
que pour que ce journal continue
à paraître, il faut mettre la main
à la poche... et ils / elles s'abonnent !

mère chômeuse, minimexée ou pire. Plus que temps d'entraver une fois pour toutes l'agitation *"anarchique"* de soi-disants citoyens pas foutus de se caser quelque part dans l'immense et bourdonnante tapisserie drapant notre industrieuse petite planète...

Mais finalement, la démission de Tobback, c'est très emmerdant. Parce qu'à force, le personnel s'éclaircit, si ça continue, va falloir refaire un appel public, et comment vont réagir les gens ? Vous en faites pas, mandataires en sommeil, les gens feront comme d'habitude et si jamais vous étiez dans l'équipe perdante, z'avez qu'à demander un transfert, ça se fait beaucoup, ces derniers temps.

Souvenirs... souvenirs !

Ce n'est pas la mort de Sémira qui met KO les gens dans mon genre, ce sont ceux qui nous assènent tranquillement qu'il s'agissait là de l'application correcte de la procédure autorisée.

En les entendant diffuser leur *dura lex*, les mâchoires serrées et le menton en avant, l'échelle de mon temps personnel s'est disloquée et je me suis retrouvée barbotant dans l'enfance, le coup de la madeleine proustienne : troisième année préparatoire. La classe de Madame Gillon, entre le couloir qui mène au gymnase et la cour de récréation sous les tilleuls. Après-midi pensive : l'heure de *sciences naturelles*. Nous avions un beau livre illustré, ouvert sur le banc (en ce temps-là, l'enseignement n'était pas paralysé par la trouille des livres). Nous étions tombés en arrêt sur un texte traitant de l'être humain. Illustration : une tête parfaite, enroulée d'un trait pur, l'Européen grand teint. Pour la première fois, on découvrait l'idée d'Evolution. Il était dit, en effet, que la Vie se manifestait sous les formes les plus variées et merveilleusement complexes et qu'au sommet de la miraculeuse pyramide trônait l'Homme, chef d'œuvre de la Création et, du reste, son Roi, juste avant le Lion. Les enfants sont des maîtres-philosophes : nous étions entièrement absorbés par la contemplation de cette nouveauté. Absorbés, mais perplexes. Le roi de la création, c'était vite dit : en ville, la foire battait son plein et pour cinquante centimes, on pouvait voir défiler dans la boîte magique vingt-cinq clichés des charniers de Buchenwald et d'Auschwitz. Nous étions en 46, ça venait de sortir. À ce que nous savions, ni les loups, ni les lions, ni les crapauds, ni les crocos n'avaient jamais fait mieux. Ce n'était pas là notre idée du chef d'œuvre, ni de la royauté. Il y avait une embrouille quelque part. À huit ans, des trucs comme ça, ça ne passe pas inaperçu comme chez les adultes. Il fallait s'en sortir. Puisque le livre de sciences le disait, c'est que c'était vrai : nous étions de royaux chefs d'œuvre. Auschwitz et le reste, c'était pas nous, **c'était les Allemands**. Sales Boches, encore heureux qu'on les a, ceux-là. Personnellement, au lieu de faire autiste ou mélanco, j'ai continué à manger comme quatre et à me sauver dans la rue après le souper au lieu d'étudier mes leçons. Toute une vie d'insouciance, lancée à fond la caisse dans la course contre l'horloge à pognon qui décompte nos droits et compte nos devoirs.

Et puis, voilà. Sémira. Légalement livrée au viol dans son pays, légalement enfermée, tabassée, assassinée dans le mien.

On avait oublié de nous parler de la loi, si ce n'est quelques considérations d'un dénommé Socrate qu'avait sa vie derrière lui et ne pensait qu'à sa gloire et l'entêtement d'une noiraude dénommée Antigone. J'ai pas trop fait attention, je le confesse. J'ai eu tort. Folle jeunesse.

Peut-être l'espèce humaine s'est-elle trompée d'histoire... Peut-être, mais de quel droit continue-t-on à nous mentir ? De quel droit prétend-on obtenir des enfants alignés dans les écoles qu'ils pratiquent des vertus aussi improbables dans notre joli monde que le serait la respiration par les oreilles ? De quel droit met-on en prison des gens qui volent, violent, assassinent et sont juste un peu trop cons pour le faire dans les formes prescrites par la loi ?

L'extravagant aumônier de service à Zaventem - qui pendant tant d'années n'a pas eu un mot pour dénoncer ce que subissaient les expulsés (tout de même, des coups de pieds dans le ventre à un homme ligoté et allongé à terre (!) - propose une réponse d'une simplicité évangélique : les bourreaux sont les victimes, les victimes, c'est de leur faute.

Et pourtant, *ce ciel noir doit redevenir ciel bleu*, non, tout n'est pas perdu : quelque part, près de la porte de Hal (ndlr : aujourd'hui, 167 rue de la Victoire, 1060 Bruxelles), quelques enfants en exil s'arc-boutent contre l'infamie qui souffle en tempête. Le *Collectif contre les expulsions*, hirondelle annonciatrice d'humanité, constamment menacé de normalisation musclée, se bat de manière exceptionnelle pour maintenir ouvertes les fenêtres de cette chambre à gazer l'intelligence et la bonté qu'est devenu notre pays.

Soutenons-les !

★ **Chiquet Mawet**

Je m'abonne aujourd'hui

O Je verse sur le compte 001-0536851-32
O Je joins un chèque barré dans l'enveloppe (pour la France à l'ordre de Roger Noël)
O J'envoie un mandat postal international

Veuillez me faire parvenir Alternative à l'adresse suivante

.....

.....

.....

à renvoyer à *Alternative Libertaire*, Boite postale 103 1050 Ixelles 1

Appel à l'action

On ne peut pas croire des horreurs pareilles...

En perdition dans la tempête médiatique

Vous avez sans doute lu la compilation des articles du *Morgen* préfacée par Marc Reisinger et diffusée dans le numéro d'*Alternative Libertaire* du mois passé.

En ce qui me concerne, je n'avais sur la question aucun avis. Non pas que l'évolution des faits relatifs aux enquêtes, menées ou truquées, sur la disparition des enfants ne m'intéresse pas... Simplement, j'en étais venue à penser que dans cette histoire comme dans des dizaines d'autres, nous sommes condamnés à ne rien savoir, parce que la vérité ferait apparaître un ordre des choses tellement insupportable et immoral qu'il se pourrait bien que les moutons deviennent enragés et cessent de se soumettre aux lois que ne respectent pas ceux qui les édictent.

Devant l'impossibilité de savoir, je me résignais.

Comme vous, j'ai entendu dire que Régina Louf délirait, mentait, fantasmait... Je me suis dit que c'était possible. Aujourd'hui, si je continue à penser que c'est possible, il me paraît évident 1) que même si Régina recompose la réalité à sa manière, il est indéniable qu'elle a vécu quelque chose qui doit être retrouvé, vérifié et sanctionné, 2) que - et particulièrement depuis les dernières révélations sur les dissensions au sein de la gendarmerie - les mensonges et les manipulations apparaissent clairement dans le camp de ceux qui refusent de reconnaître l'intérêt qu'il y a à explorer les recoupements possibles entre son témoignage et les traces attestées (pas encore effacées mais avec le temps on y arrivera) des événements relatés.

Manifestement, les partisans d'une Régina Louf mythomane ont le bras long. Ils peuvent imposer silence aux médias, en tout cas aux médias francophones. Une opération joliment définie par la consigne *Comment discréditer les témoignages X.* Il ne faut plus espérer un débat impartial.

Cependant, si le dixième de ce que rapporte la jeune femme devait être vrai, on ne peut pas accepter que ça passe au bleu. On ne peut pas, parce que si on avale ça, alors on est bon pour l'utilisation des coussins dans les crèches. Ou pour l'enfermement psychiatrique des Joseph Hick qui osent défendre leur honneur face à l'Église catholique et son entreprise de drill éducatif.

Le mythe est devenu la norme

Bien entendu, en chacun de nous se mobilisent les réserves du *bon sens* : une réalité aussi maléfique ne peut que relever du mythe.

C'est vrai : quand on entend les hommes politiques interpréter leur rôle de saints innocents, on n'arrive littéralement pas à réaliser qu'ils puissent être doubles au point de connaître l'épouvantable réalité et de vouloir, en prévision des prochaines coliques électorales, la faire glisser comme un suppositoire dans les orifices adéquats.

Pincez-vous un méchant coup : **le mythe est devenu notre pain quotidien**.

Le mythe, c'est refuser d'accepter la matérialité des faits et de leur préférer une représentation virtuelle escamotable à volonté. En Belgique, c'est quand un ministre de l'Intérieur démissionne parce que des flics de terrain ont été trop cons pour ne pas laisser s'échapper Dutroux. Comme s'il n'était responsable **que** de dispositions locales évidemment incontrôlables **et pas** des orientations globales qui organisent le pays en démocratie policière.

Le mythe, c'est une hiérarchie ecclésiale, forcément au courant des fringales sexuelles de ses agents, qui ne rend compte à personne si ce n'est à Dieu, des centaines de viols ou de pelotage bénis, subis par les catéchumènes.

Le mythe, c'est le professeur Joseph Hick, diffamé par des parents et aussitôt chassé par le pouvoir organisateur catholique de son école, et qui après des années de combat et cinq grèves de la faim et de la soif, après avoir tout perdu, y compris le CPAS, vient d'être débouté par la Cour du Tribunal du Travail de Liège. Motif : en dénonçant l'*omuerta,* et en révélant à quel déni de justice il était abandonné, Hick a *rompu le rapport de confiance entre lui et l'institution.* Il a eu tort de se battre pour être lavé d'accusations mensongères et pour être réintégré dans son école. Tort de se réjouir que la Justice ait reconnu, dans un hoquet imprévu, la méchanceté mensongère des accusations portées contre lui (le malheureux avait répondu aux questions de ses élèves sur la sexualité...en région germanophone, un truc qui ne pardonne pas).

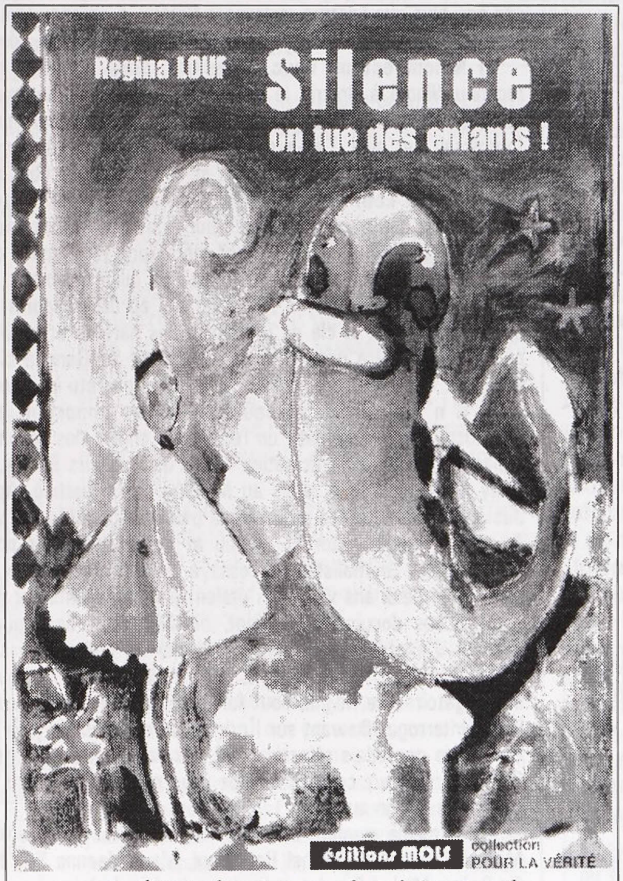
En fin de parcours, comme il est convenable, **la vérité vient d'être déclarée coupable** par la seule juridiction qui, en son nom, pouvait rendre à un homme tout ce que le mythe lui avait volé.

Le mythe, ce sont les gendarmes qui ont asphyxié Sémira en se racontant la dernière **sans atterrir derrière les verrous,** puisque selon l'interprétation officielle autorisée, soutenue une nouvelle fois par un représentant de l'Église, c'est le *Collectif contre les expulsions* qui est *responsable de la violence.*

Le mythe, c'est l'OCDE qui fait savoir dans un rapport confidentiel que la Belgique pour lutter contre le chômage, doit prescrire des salaires inférieurs aux salaires minima garantis, la suppression de l'indexation, la réduction du montant des allocations de chômage et de leur durée, l'intensification des exclusions. C'est que tout en constatant le bon état de santé de la population belge, elle s'empresse de recommander pour que ça roule mieux encore la réduction des coûts soins de santé par le recours aux traitements *standard* pour le tout venant. Si le malade a besoin de plus pointu, il n'aura qu'à être friqué et souscrire une assurance privée. Au nom de la *rentabilité,* la protection sanitaire des Belges doit réintégrer fissa le grand marché, **comme aux USA**, *au risque d'affaiblir le principe d'équité ou d'égalité de traitement dans le système public de santé.*

Le train-train de l'actualité en Belgique (1) est aussi peu vraisemblable que le récit des témoins X, et pourtant, c'est la seule réalité à laquelle nous ayons droit.

Évidemment, c'est plus reposant de croire au hasard, aux malentendus, aux prédateurs accidentels,



Le livre témoignage de Régina Louf est disponible dès à présent en librairie...

isolés treize à la douzaine et rigoureusement indépendants les uns des autres. Plus reposant, certes, mais comme le reste, intellectuellement intenable.

On laisse fleurir sans un éternuement des pratiques particulières à chaque ordre. Nous nageons en plein Moyen-âge : économie de droit divin, obligations vassales des fusibles politiques, privilèges du clergé, assermentés institutionnels du secret glauque. Et bien, franchement, si tout cela est possible, si les institutions peuvent ouvertement afficher une politique d'égout, si les intentions meurtrières de l'ordre bancaire international peuvent s'exprimer d'une manière si paisiblement normative sans qu'une condamnation ne tombe du ciel ONU, avec menace de blocus et de bombardements en cas de récidive, il n'y a vraiment aucune invraisemblance dans l'hypothèse que l'étouffement des témoignages de X1 soit un montage destiné à couvrir on ne sait qui, mais on voudrait bien le savoir.

Comme au beau temps des châteaux-forts, les vilains n'ont qu'à se terrer, la justice n'est pas pour eux. Elle sert seulement à les foutre dedans s'ils osent se comporter en hommes libres ou s'ils se laissent gagner par la malencontreuse illusion qu'ils pourraient jouir dans le crime de l'impunité des maîtres : voler des milliards, c'est en quelque sorte afficher sa respectabilité, ne payez pas votre tiquet de train et les gendarmes immobiliseront le convoi.

Suffoquer dans le mensonge ou se prendre une bouffée

En ce qui concerne les témoignages X, et donc essentiellement, l'existence de réseaux criminels infiltrés dans les institutions, ne rien entreprendre, se résigner, c'est s'abandonner sans défense à un ordre assassin.

Rien de plus volatil qu'un fait, rien de plus éphémère qu'un cadavre, rien de plus incertain qu'un souvenir. Puisqu'en face, "on" est en train de perdre du temps afin sans doute d'arranger les traces de telle manière qu'on ne puisse plus rien trouver ni prouver, ne serait-il pas indiqué que des citoyens encore en état de marche exigent qu'avant de s'interroger sur la compétence professionnelle des enquêteurs qui ont mis à jour des faits inconvenants, "on" poursuive l'enquête sur les faits eux-mêmes ?

Certains parmi nous suggèrent que devant la politique actuelle des médias, nous pourrions organiser une série de débats contradictoires, si toutefois il se trouve de courageux lapins prêts à répondre aux questions qui viennent naturellement à l'esprit sur les opaques stratégies juridico-policières et à justifier publiquement l'incompréhensible attitude de la Justice et du Commandement de la gendarmerie.

Si des lecteurs sont intéressés par cette initiative, qu'ils nous fassent parvenir leurs coordonnées : ensemble, nous pourrions mettre en place des rencontres au cours desquelles des personnalités informées nous aideraient à poser les bonnes questions au bon moment à l'interlocuteur le mieux placé.

★ Michelle Beaujean

(1) Comme ailleurs, sans doute, mais de manière plus agressive, plus stupide. Et puis, c'est dans ce laboratoire du *jusqu'où peut-on aller ?* que nous vivons.

ASSOCIATION POUR LA VÉRITÉ

Brisons le silence

Je suis frappé par l'analogie entre l'expérience actuelle de Regina Louf et des événements qui se sont passés il y a longtemps. C'était en 1942, à Szeged en Hongrie - la ville d'où provient mon père. On avait expulsé les Juifs étrangers et on les avait entassés dans des wagons à bestiaux. Au delà de la frontière, la Gestapo emmena les Juifs en camion dans une forêt, où ils furent systématiquement abattus. L'un d'entre eux réussit à s'échapper. Il revint à Szeged pour mettre les gens en garde. Mais personne ne voulait l'écouter. Tous disaient : *Il essaie de nous apitoyer sur son sort, quelle imagination... Le pauvre, il est devenu fou.*

Dans le livre que Regina vient d'écrire (*Silence, on tue des enfants*, éditions Mols, novembre 1998, reproduction de la couverture en page 3), elle parle de son "holocauste personnel" et elle essaie de nous mettre en garde contre l'impunité des pédophiles sadiques dont elle fut victime. Beaucoup de gens réagissent en disant : *Quelle imagination... Elle est folle...*

Aux gendarmes qui commencent à l'interroger, elle prédit : *Si vous m'écoutez vraiment vous aurez des ennuis.* Quelle imagination !

Neuf mois plus tard, ces gendarmes sont destitués parce qu'ils auraient omis de rédiger un procès-verbal. Le juge Pignolet met un an à constater que ce procès-verbal se trouve dans le dossier depuis le début. Son enquête n'était manifestement destinée qu'à empêcher la Commission parlementaire de s'informer sur le dossier des témoins X. Il est possible que vous n'ayez pas lu cela dans la presse. Je vous dirai pourquoi plus tard.

Lorsque l'équipe de l'adjudant Debaets a été suspendue, Regina a prédit que toute l'enquête allait s'arrêter. Quelle imagination !

Elle dit qu'elle a assisté à 80 meurtres d'enfants et elle pense pouvoir donner des informations utiles sur une quarantaine. Alors qu'elle n'a eu le temps de parler que de 4 ou 5 meurtres, les parquets de Bruxelles, Gand et Anvers décident d'arrêter l'enquête. Elle donne des détails vérifiés par les enquêteurs. Selon elle, Nihoul et Dutroux ont participé au meurtre de Christine Van Hees à la champignonnière. L'ancien dossier montre que Christine fréquentait la radio-libre de Nihoul et la même patinoire que Dutroux. Quelle imagination ! Elle imagine même des choses vraies !

Marc Verwilghen, président de la commission parlementaire d'enquête, voulait savoir pourquoi on a arrêté l'enquête sur les témoins X. Il a demandé le rapport de relecture de l'enquête, mais il ne l'a jamais reçu. Peut-être a-t-il trop d'imagination ?

Il semble qu'une partie de la presse ait également pris peur de l'imagination populaire. Cette presse a renoncé à poser des questions et se contente de nous dire *ce qu'il faut penser*. Ce credo des "incroyants" se résume en quatre points.

1) Dutroux est un prédateur solitaire. C'est pourquoi vous n'avez sans doute pas lu que Michel Lelièvre a déclaré que l'enlèvement d'An et Eefje était "une commande". Vous ne savez probablement pas non plus que Laetitia, enlevée à Bertrix, a entendu Dutroux téléphoner à de mystérieux interlocuteurs pour leur dire : *Ça a marché !* et qu'elle a entendu citer deux prénoms : Michel et Jean-Michel.

2) Nihoul est un bouc émissaire. Vous ne savez probablement pas qu'une famille flamande a reconnu Nihoul à Bertrix la veille de l'enlèvement de Laetitia. Vous ne savez pas non plus que l'alibi que Nihoul a présenté pour ce jour là (il repeignait un appartement) s'est écroulé. L'ami qui lui fournissait cet alibi, l'ex-avocat Michel Vanderelst (déjà condamné pour faux témoignage dans l'affaire Haemers) a quitté la Belgique pour se réfugier en Gambie, pays qui n'extrade pas.

3) Regina Louf est une affabulatrice. La presse répète qu'elle est folle ou qu'elle ment en dépit de l'avis de tous les psychiatres qui l'ont vue (y compris moi-même). Cette presse s'abstient de nous dire que les parents de Regina ont été surpris en flagrant délit de mensonge quant à leurs relations avec Tony, l'homme qui abusait de Regina et qui l'exploitait. La plupart des journaux ont également omis de mentionner que Tony a avoué qu'il a eu des rapports sexuels avec Regina quand elle avait 12 ans, qu'il disposait de la clé de la maison des parents et qu'il l'a prêtée au moins une fois à un ami. Vous ne savez peut-être pas non plus le parquet de Gand a clôturé l'enquête sur Regina le jour même des aveux de Tony et que ce dernier n'a même pas été inculpé.

4) Il n'y a pas de réseaux pédophiles important en Belgique. L'asbl Morckhoven a découvert des documents concernant un réseau qui enlève des enfants en Allemagne, pour les livrer à des bordels hollandais, avec la participation active de plusieurs Belges. Ces documents ont été remis à une députée, Nelly Maes, qui les a remis au Ministre de la Justice. Après cela, un fonctionnaire du ministère de la Justice a contacté des journalistes pour dénigrer Marcel Vervlœsem, responsable de l'asbl Morckhoven. Au lieu d'enquêter sur ce réseau et de se demander pourquoi un fonctionnaire tentait de minimiser l'affaire, ces journalistes ont essayé de convaincre Nelly Maes que ces documents - où l'on voit des enfants de deux ans violés - n'étaient pas importants car ils étaient "anciens" !

Mais ces documents existent, de même que beaucoup d'autres. C'est pourquoi, on ne peut plus accuser d'excès d'imagination ceux qui en ont connaissance. Il faut donc les discréditer autrement. Dans mon cas, par exemple, j'ai montré que le journaliste René-Philippe Dawant publiait des interrogatoires de Regina Louf falsifiés dans son livre *L'enquête manipulée* (éditions Luc Pire, 1998). Au lieu d'interroger Dawant sur l'origine de ces faux, le juge Pignolet a décidé de perquisitionner chez moi. Comme je possédais effectivement des documents gênants pour les "négationnistes" des réseaux, Mme Somers, substitut censé s'occuper des pédophiles, a pris la décision lumineuse de lancer une enquête de mœurs à mon sujet !

De la même manière on tente de discréditer tous ceux qui veulent faire connaître la vérité, comme Marcel Vervlœsem, Michel Bouffioux, Marie Jeanne Van Heeswick, les journalistes du Morgen, Patriek De Baets, Michel Bourlet et les parents des victimes...

Si tous ont trop d'imagination, je propose de mettre enfin l'imagination au pouvoir.

★ Marc Reisinger - association Pour la Vérité

Après la mort de Sémira Adamu

Le gouvernement "humanise" les procédures d'expulsions... notre combat continue.

Dès l'annonce de la mort de Sémira, le ministre de l'Intérieur a réagi avec le cynisme caractéristique de ceux pour qui la force prime le droit.

Il affirma que la gendarmerie avait suivi une "procédure légale", et dans la mesure où un dispositif "légal" était mis en place pour assurer la fermeture des frontières et la restriction du droit d'asile, il n'était pas question de condamner la violence des expulsions. Le drame du 22 septembre était pour Tobback la conséquence de la détermination des réfugiés à résister à leur expulsion. Pour lui, la responsabilité de la mort de Sémira revenait à ceux-là mêmes qui se mobilisèrent pour la défendre et l'accueillir.

Bien sûr, nous l'oublions : tout pouvoir recherche la soumission, l'État voudrait bien que les expulsés subissent leur sort et quittent volontairement le royaume... mais personne n'accepte de plein gré la misère ou la violence sociale et politique. Pour Tobback, le drame ne consistait moins en la mort de Sémira Adamu qu'en l'échec de sa politique d'expulsion désormais discréditée dans toute l'opinion publique. La vivacité des réactions, la spontanéité des manifestations montrent à l'évidence que la répression, la violence policière, l'inhospitalité ne sont pas admises par le peuple. Tobback "oubliait" que la légalité d'un dispositif policier, même voté majoritairement par un parlement élu démocratiquement, ne peut se prévaloir de légitimité lorsqu'il contrevient à la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux conventions internationales cosignées par notre pays, au droit naturel des personnes, et à la volonté générale garante du caractère démocratique de nos sociétés. Tobback, ministre de l'Intérieur, oubliait qu'il existe une légitimité, morale, historique, et juridique, à la désobéissance et à la résistance aux lois injustes.

Il n'est pas impossible que la démission de Tobback résulte du désarroi d'un ministre brutalement confronté aux conséquences tragiques de sa politique, il n'est pas impossible que sa fausse conscience de politicien soit ébranlée par une conscience plus lucide des implications morales de son comportement... mais l'essentiel n'est pas là. Tobback et le gouvernement étaient avertis depuis longtemps des effets délétères de la fermeture des frontières européennes et des violences commises lors des expulsions.

La mort de Sémira n'est pas le premier cas de décès de réfugiés refoulés, elle s'inscrit tragiquement dans une longue suite de violences physiques et morales que subissent les exilés et les sans-papiers. Violences qui furent, de longue date, révélées par la presse et dénoncées par le milieu associatif et humanitaire...

Tobback, comme ses prédécesseurs, ne pouvaient ignorer que, régulièrement, les réfugiés séquestrés font l'objet de brutalités policières. Constatant que l'un des gendarmes impliqués dans l'assassinat de Sémira était déjà coutumier des brutalités et avait subi de sanctions administratives, Tobback ne pouvait que se rendre à l'évidence de sa responsabilité morale et politique, voire de sa culpabilité.

En refusant de prêter la moindre attention aux cris d'alarme d'une opinion publique éclairée, il a trahi son mandat démocratique, il a commis une faute politique et mis en cause sa propre légitimité.

La démission de Tobback ne doit pas faire illusion. L'erreur serait d'attacher les pratiques que nous dénonçons à sa seule personne. Ce qui est en cause, ce n'est pas seulement l'intransigeance d'un ministre, ce n'est pas seulement la cécité morale d'un gouvernement, c'est toute une politique, prise à l'échelle européenne, de fermeture des frontières. Politique dont les effets pervers tant sur la question des réfugiés politiques que sur l'ensemble des migrations apparaissent avec évidence. Faire de l'Europe une forteresse où l'on ignore le devoir d'hospitalité et d'assistance aux exilés en détresse, conduit nécessairement à violer les droits fondamentaux et à démanteler progressivement les fondements de nos démocraties.

La suspension des expulsions, décidée par le gouvernement, ne doit pas non plus faire illusion. À l'évidence, elle a pour objet de calmer les esprits, dans l'espoir que la résistance aux séquestrations et expulsions d'exilés s'essouffle. Sans doute, le gouvernement espère que la force du mouvement de résistance civique pénètre dans le ventre mou de quelconque commission parlementaire d'enquête et des propositions de réformes " humaines " des modalités de séquestration et d'expulsion de migrants.

Le mépris profond du pouvoir pour le sort des réfugiés s'est encore manifesté dans cette mascarade qui consista à abandonner les réfugiés du 127 bis à leur sort. La "libération" des réfugiés du 127 bis, le 25 septembre, est en fait une expulsion puisqu'ils reçoivent l'ordre de quitter le pays dans les cinq jour. En clair, le gouvernement a décidé sciemment d'acculer les réfugiés à la clandestinité. De plus, les grévistes de la faim sont incarcérés près de Bruges, peut-être dans des conditions plus dures. Le but du jeu : casser la résistance, désamorcer les manifestations en donnant du lest. De plus, la direction de l'Office des étrangers était sans équivoque : il s'agit de restaurer les locaux et de rendre le camp plus "fonctionnel", c'est-à-dire sans doute, plus sécuritaire, même si, pour les médias, on embellit les lieux. À aucun moment, le principe de l'enfermement et du refoulement n'est remis en question par les autorités.

Mais ce que nous exigeons, n'est pas un faux-semblant de révision de la loi, mais

Nécrologie

Monsieur ANAR et Madame REBELLE. Madame TIERS Monde.

Les famille Inves TISSEUR & MULTINATIONAL et le Conseil d'Administration de la Société OCDE.

Les oncles, tantes, cousin, cousines de la famille RICHE et leurs 29 enfants.

Ont la douleur et le profond regret de vous faire part du décès de Monsieur AMI (aussi connu sous le nom de Accord Multilatéral sur l'Investissement) décédé discrètement fin octobre 1998 au Château de la Muette (Paris).

Monsieur AMI souffrait depuis la naissance d'une malformation génétique congénitale. En traitement intensif depuis plusieurs mois, un désaccord des chirurgiens à propos du traitement à appliquer a entraîné son décès prématuré. Il est mort discrètement et sans trop de regrets de la part de son entourage.

Ni fleurs, ni couronnes.

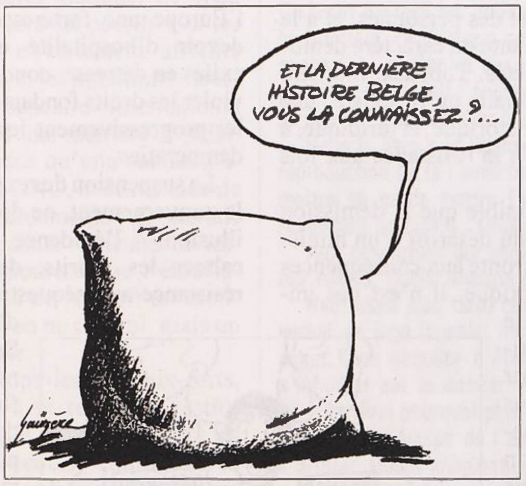
★ **T. Stoquard**

Soutenons la lutte des sans-papiers !

À l'image de ce qui se fait en France depuis plusieurs années, des sans-papiers ont démarré le 22 octobre une occupation dans une église de la région liégeoise. Pour prendre sa place dans un mouvement qui s'amplifie, une adresse, celle du **Collectif contre les expulsions, 167 rue de la Victoire, 1060 Bruxelles, tél 02/539.04.55 ou fax 02/779.59.00.** ●

l'abolition totale des camps et des expulsions forcées d'exilés innocents de tout crime, la régularisation de tous les sans-papiers et un traitement humain des demandes d'asile.

Ce n'est pas en améliorant les conditions matérielles d'existence dans les camps de détention que l'on rendra ceux-ci légitimes, ce n'est pas en inventant des modalités "humaines" ou plus exactement non létales (c'est les bavures que le pouvoir veut éviter, et non la violation des droits des exilés) de coercition et de maîtrise des expulsés résistants que l'on rendra ces expulsions légitimes, ce n'est pas en catégorisant de manière "plus souple" les candidats réfugiés (ou "candidats à l'expulsion") que l'on garantira un véritable droit d'asile, ce n'est pas en divisant les sans-papiers en "régularisables" et "non-régularisables" que l'on garantira le droit fondamental à chercher, y compris dans les pays développés, les moyens de s'assurer une existence digne.



L'affirmation radicale de la fraternité humaine

La raison historique de notre action, la légitimité profonde de nos revendications, trouvent leur source dans l'affirmation radicale de la fraternité humaine, dans une conscience cosmopolitique qui fait fi des frontières étatiques et nous rendent solidaires de tous ceux qui luttent, où qu'ils soient, pour leur dignité et leurs droits ou s'exilent pour échapper à la misère sociale ou à la persécution. L'accueil de l'étranger est, pour nous, un acte de solidarité autant qu'un devoir civique

Ouvrir les frontières européennes, assumer notre devoir d'hospitalité, reconnaître le droit d'asile ne relève pas seulement d'une générosité, empreinte de commisération, à l'égard de "la misère du monde"... ce serait avant tout consolider nos démocraties en faisant pièce aux tentations fascisantes et régressives du repli identitaire. Ce serait avant tout affirmer l'universalité des principes qui sous-tendent nos sociétés : il n'est aucune raison, fondamentale, de limiter la liberté de circulation aux seuls ressortissants européens. Ce serait sans aucun doute, et en dépit de son parfum d'utopie, la seule politique réaliste en matière de migration, c'est à dire la seule politique qui ait le courage de faire face à une réalité incontournable : aucun dispositif frontalier ne peut empêcher les flux migratoires. En l'absence de reconnaissance légale de la migration, les "clandestins" se retrouvent enfermés dans le cercle vicieux de l'illégalité, et deviennent dépendants, pour leur survie matérielle, des filières criminelles d'exploitation clandestine de la main d'œuvre et des "marchands de sommeil". Régulariser sans condition les sans-papiers, rouvrir les frontières européennes aux migrations économiques, instaurer un véritable droit d'asile politique, reconnaître la légitimité des exils consécutifs à des violences diffuses, non gouvernementales (et donc non prévues par la Convention de Genève) mais tout aussi implacables, permettra non seulement de lutter efficacement contre l'exploitation de la main d'œuvre non déclarée, contre le trafic d'esclaves et la prostitution, en ciblant la répression sur les exploiteurs plutôt que sur leurs victimes. Cette ouverture favorisera l'établissement de véritable liens de solidarité et de coopération avec les pays du Tiers-monde et consolidera le prestige international d'une Europe réconciliée avec l'esprit universaliste des Droits humains.

★ Patrice Deramaix
http://www.mygale.org/~patderam/

Nous sommes tous des sans-papiers

Avec Sémira, c'est toute la société civile qui étouffe, tout le Sud que l'on voudrait faire taire. Ce qui fait affluer vers la Belgique les pauvres du monde entier, ce n'est pas le désir de venir abuser de notre système de sécurité sociale, de notre grisaille et de notre pluie mais bien celui de vouloir fuir la misère. Une misère dans laquelle l'Occident a bien souvent sa part de responsabilité. Nous ne permettons l'immigration qu'aux capitaux. Spoliés là-bas, refoulés ici, les habitants des pays pauvres ne reçoivent de prêts que pour s'armer ou s'endetter dans des projets qui ne leur profiteront que très rarement. Mais les fonds investis ne sont pas perdus pour tout le monde. Pourtant cela choque moins les contribuables de voir leur argent partir en fumée sur les champs de bataille que dans l'aide aux réfugiés. Sémira venait du Nigéria, pays où la compagnie *Shell* a armé et financé les féroces de l'ordre afin qu'ils défendent leurs intérêts pétroliers en expropriant, déportant et tuant de nombreux Ogonis.

Mais nous savons tous que la Belgique n'est pour rien dans le génocide au Rwanda, dans la guerre civile au Congo, qu'il n'y a pas de réseaux pédophiles chez nous et que les coussins constituent la meilleure des solutions pour résoudre les inégalités toujours plus criantes (pour autant que l'on puisse encore crier) entre le Nord et le Sud.

Faudra-t-il attendre le prochain krach boursier pour se rendre compte qu'il n'y a de valeur que dans l'Homme et la Femme et que le papier ne détient que celle que lui accordent les bourses ? Alors seulement, nous serons tous des sans-papiers car les billets ne vaudront plus rien et, malgré tout leur cynisme, ils n'auront plus assez, ni de charters, ni de coussins...

★ Vincent Goblet

L'humanisation de l'application de la loi, c'est du pipeau.
Il est impossible d'expulser humainement quelqu'un qui le refuse. La loi Vande Lanotte doit être abrogée.
Continuons d'exiger :
• La suppression des centres fermés !
• L'arrêt total des expulsions !
• Des papiers pour tous !

COMITE DE SOUTIEN À...

Samuel Makati

Samuel Makati est un jeune homme âgé de 18 ans (le 22 octobre). Lors d'une manifestation à Conakry, il a reçu de l'acide dans les yeux, ce qui l'a rendu presque complètement aveugle. Dans l'impossibilité de suivre un traitement médical en Guinée, où il n'a plus de famille, il est arrivé en Belgique en mai 1995. Il a subi une intervention chirurgicale, puis perdu un œil. Il pourrait subir une nouvelle opération à l'Hôtel-Dieu à Paris, qui lui permettrait de recouvrer très partiellement la vue de son œil restant, pour un certain temps. Le risque étant qu'il perde ce qui lui reste (lumière, ombre, silhouettes proches). Sa demande d'asile a été refusée. On lui a octroyé une dérogation provisoire à titre humanitaire (pour lui permettre de suivre des traitements). Sur cette base, le Service d'Aide à la Jeunesse a accepté de le prendre en charge dans le cadre d'une IMP spécialisée (l'IRSA à Uccle), où il suit sa scolarité (il veut devenir accordeur de piano). Cette aide n'est plus possible depuis le 22 octobre, c'est-à-dire à sa majorité. Son avocat a déjà envoyé quatre lettres à l'Office des Étrangers pour obtenir une nouvelle prolongation. Sans réponse jusqu'à ce jour.

Depuis le 22 octobre, Samuel se retrouve sans moyens de survie matérielle, sans scolarité, sans papiers. Nous constituons un Comité de soutien à Samuel, pour l'aider matériellement, soutenir l'avancement de son dossier et assurer sa scolarité.

Vous êtes intéressés ? Contactez-nous chez Serge Noël au 02/229.01.07 (35 quai du Commerce à 1000 Bruxelles). Merci.

Youssef Ennay, éducateur
Thierry Van Schuylenberg, animateur socio-culturel
Serge Noël, éducateur
Rachid Barghouti, éducateur

Les camps de la honte

Le *Collectif de résistance aux centres fermés* a publié un dossier d'informations. Extraits.

Un beau matin, vous vous réveillez un peu péniblement et vous découvrez, ouvrant grand les fenêtres, l'abominable au bout du jardin.

Un double anneau de grillages, surmontés de barbelés qui tracent un chemin de ronde, des phares et des caméras comme miradors électroniques aux quatre coins de l'ensemble, quelques constructions "blocs" soigneusement rangées au milieu et, dedans, des étrangers à la mine patibulaire. Manifestement moins suisses, monégasques ou grand-ducaux que congolais, kossovars ou kurdes.

Que s'est-il passé qui vous ait échappé durant la nuit ? Dure, la gueule de bois...

Le gouvernement appelle "ça" un centre fermé. Pour être fermé, il est si fermé que vous jureriez une prison. Et les gens dedans, des prisonniers. C'est là l'erreur. On enferme ici des étrangers sans papiers. Des hommes, des femmes et des enfants sont emprisonnés, innocents de tout crime ou délit, à côté de nous. Juste de l'autre côté des barbelés, au bout de chez soi.

Humains sursitaires, ils attendent, sous nos yeux, leur déportation - expression administrativement correcte - vers des régions où ils ne veulent pas se rendre ou vers des pays qu'ils ont dû fuir.

À la veille de la seconde guerre mondiale, nos voisins d'Outre-Quiévrain disposaient déjà de ce genre d'intallations. Les Français les avaient baptisées les *camps de la honte*.

De 1939 à 1941, ces camps se mirent en place pour enfermer les "étrangers indésirables" qu'ils soient réfugiés espagnols, juifs ou tziganes, les *marginaux*, les *agitateurs*.

Ainsi mis en place par des politiciens français, gérés par des fonctionnaires français, gardés par des gendarmes français, on sait ce qu'ils sont devenus ensuite sous le régime de Vichy, selon les exigences de l'occupant nazi.

Des camps pour "étrangers indésirables", il y en a aujourd'hui six en Belgique. Ils n'ont pas poussé comme des champignons à la rosée. Ils se sont progressivement imposés, à l'insu des "consciences' comme un maillon d'une politique répressive dont l'objectif avoué est de décourager les étrangers de venir s'installer chez nous.

Si on sait qu'on est tolérant, on va attirer d'autres migrants, explique le patron de l'Office des étrangers au journal *Le Soir* le 17 décembre 1995. Fonctionnaire zélé, Monsieur Schwewebach déclare encore : *On devrait expulser 800 personnes par mois. Quand on fait des contrôles de routine, il y a de quoi mettre 800 personnes par mois en prison. S'il y a autant de rapatriements aujourd'hui, c'est parce qu'on nous a donné de l'argent, des moyens pour cela.* Et parmi ces moyens : la possibilité de tenir à sa disposition, cinq mois durant, dans les centres fermés, les étrangers "à déporter". Violence d'État.

Souvent, pour ces personnes dont le seul tort, finalement, est de se trouver ici, la fin du voyage ressemble au retour à la case départ.

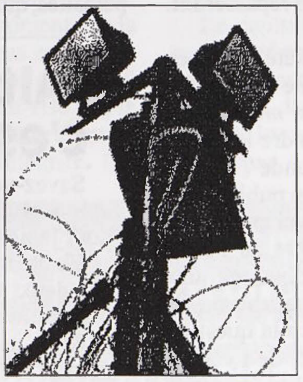
Une politique délibérément inhumaine

L'Europe dresse des barrières, érige des murs, rehausse ses remparts. Elle verrouille ses frontières.

Les administrations maltraitent les réfugiés qui, fuyant guerres, misère ou persécutions, demandent l'asile ou, simplement, se glissent, ni vu ni connu, dans nos pays de cocagne, histoire d'y ramasser des miettes. Ces institutions ne font pourtant qu'appliquer -parfois avec un zèle suspect, il est vrai - des lois votées démocratiquement. À ne jamais oublier !

Ces "mauvaises manières" des États sont décidées par des majorités parlementaires. Et si des politiques échappent à tout contrôle parlementaire, comme les dispositions de la Convention de Schengen, c'est avec l'accord de ces parlements qui se dépossèdent eux mêmes de tout pouvoir : la Convention a été ratifiée par les Parlements.

Au printemps 1996, le Parlement belge a été invité à revoir la loi relative à l'accueil des étrangers. Il s'agissait de la dixième mouture en quinze ans de la loi de 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Le ministre de l'Intérieur (Johan Vande Lanotte, SP), à l'issue d'un forcing d'enfer, a obtenu que son texte passe quasi sans modifications. Contre l'avis d'environ 200 organisations de tous bords qui réclamaient ni plus ni moins que le retrait du projet jugé inamendable.



Des objectifs politiques sont définis en dehors de toute réalité humaine. Ils sont terrifiants. *Si nous voulons être crédibles et si nous mettons les moyens nécessaires, nous devrions arriver à 15. 000 exclusions d'ici trois ou quatre ans. C'est un chiffre "fétiche". Il y en a d'autres...* déclarait Johan Vande Lanotte encore ministre de l'intérieur le 7 février 1996, dans les colonnes de *La Libre Belgique*.

Un autre "chiffre fétiche" est celui avancé dans les bulletins de victoire du gouvemement se félicitant de la diminution de 50% du nombre de demandeurs d'asile depuis 1993. Le critère d'évaluation principal de la politique se résume au nombre d'entrants et de sortants ! Le boulier compteur remplace les considérations humanitaires et le souci des droits de l'Homme.

Pourquoi se féliciter d'avoir empêché l'entrée à des réfugiés plutôt que se féliciter d'en avoir sauvés ?

Les guerres, les violations généralisées des droits de l'Homme, les catastrophes écologiques, les famines, les morts d'enfants faute de nourriture et de soins élémentaires, sont le lot quotidien de la majorité des habitants de la planète, et les pays riches se félicitent dans ce contexte d'avoir réussi a empêcher l'entrée de quelques milliers de victimes de ces cataclysmes.

Cataclysmes qui ne sont d'ailleurs pas des catastrophes "naturelles" : les armes utilisées sont souvent fabriquées dans nos pays et l'industrie de l'armement est très rentable, les dictatures sont mises en place pour mater les résistances aux restrictions sociales imposées par le Fonds Monétaire International, les régimes gendarmes du Tiers Monde sont activement soutenus par les diplomaties occidentales.

Tous concernés

La violence institutionnelle envers les réfugiés et les sans-papiers est quotidienne. Les droits de l'Homme ne sont plus universels ; ils ne s'appliquent pas à une frange de la population qui vit chez nous.

Des êtres humains sont privés, chez nous, de tout droit. L'élémentaire solidarité avec des membres de la famille humaine doit nous indiquer des lignes de conduite simples et évidentes.

Mais il est une autre raison fondamentale qui nous oblige à refuser le sort réservé aux réfugiés et aux sans papiers.

C'est le fait qu'une Europe forteresse est nécessairement une Europe policière et antidémocratique. Les dispositions de la Convention de Schengen, de même que les politiques pratiquées pour les appliquer, le prouvent suffisamment. Dans les dix millions de fiches que peut contenir le SIS, système d'information Schengen, figureront à côté des demandeurs d'asile et des étrangers indésirables, les "agitateurs", les "marginaux", les défenseurs des réfugiés et des sans-papiers. La loi criminalise la solidarité qui ne serait pas "strictement humanitaire".

Cette criminalisation des élans solidaires vise les "citoyens de première zone", les "vrais", les Belges. Ils sont fermement invités, incités même, à ne pas avoir d'états d'âme concernant la manière dont l'État traite les étrangers qui n'ont pas d'autorisation de séjour sur le territoire.

L'Europe est devenue une véritable forteresse. On n'est jamais libre dans une forteresse. Nos propres libertés y sont en danger.

★ Collectif de résistance aux centres fermés

Le dossier d'information est disponible au prix de 100 frs (200 frs en soutien) au Collectif, 23 rue Pierreuse à 4000 Liège.

Septembre noir

1. Sémira Adamu est morte assassinée et bien sûr, les assassins courent toujours. Leur portrait robot : des robots à képi et moustaches armés de l'Intérieur et programmés par une logique d'État. Sémira Adamu est morte étouffée par un coussin. Gageons que la question des réfugiés sera à son tour rapidement étouffée. Sémira Adamu est morte comme d'autres victimes de la *forteresse Europe*.

Pour paraphraser le *Soir*, qui affirmait sans rire que nous étions tous des Bill Clinton, je dirais, en ravalant des larmes d'amertume, que Sémira est morte parce que nous ne sommes pas tous des Sémira Adamu.

DESSIN : SOULAS

Nous vivons dans un société dualle. D'un côté, les nantis, les friqués, les responsables, les poseurs de barbelés et de plaquettes *Attention ! Aryens méchants*. De l'autre côté, les sans sous, les sans-papiers, les crève-la-faim, les déresponsabilisés. D'un côté, les ayant droit, les élus (!), les résignés, et leurs conducteurs de locomotives pour Auschwitz, de l'autre, pêle-mêle, les marginaux, les exclus, les êtres humains.

Dans un monde où l'argent est roi, l'hospitalité est fille de petite vertu. Tout s'achète et donc tout se vend. Malheur, donc, aux démunis, aux dépourvus. Ils repasseront. Ou, plutôt, ils trépasseront.

Nous vivons dans une société dominée par des débats proposés comme des cache-sexe, des débats Écran *T'es moins*, des débats écran total : Faut-il prendre la vessie de Bill pour la lanterne du monde ? Faut-il continuer de verser une dotation publique au Vlaams Blok ? Faut-il un nouvel entraîneur au Sporting d'Anderlecht, voire au PSG ? Les innondations qui ont submergé une partie du pays sont-elles de gauche ou de centre droit ? Par contre, poser la question de la fraternité, de la solidarité, de l'échange, de la gratuité, de l'hospitalité, ça sonne creux comme un porte-monnaie vide.

Poser la question de la gendarmerie (repère de l'extrême-droite au service - et versa - de l'État), de la responsabilité, des rapports de force, de l'autoritarisme, de la propriété privée - bref de la déshumanisation qui nous rapproche du caniche, c'est se faire du mourron gratuitement, c'est du bénévolat intellectuel, ça ne participe pas à ce monde *Bancontact humains - Mister Cash misère*.

Sémira Adamu est morte. Est-elle morte pour rien, ou pour pas cher, pour reprendre une terminologie de ce monde ?

2. Flics, gendarmes, crs, militaires, frontières, télés, fric, pubs, papiers, salariat, prisons, matons, pros de la politique, curés, gouroux, clés sur portes, écoles parking, pantoufles, Bucquoy, choux de Bruxelles ... Débarrassons-nous-en ! Malheureusement, à part pour les choux de Bruxelles, le comment pose problème !

3. *Alternative Libertaire* était, hélàs, dans le juste quand elle avait sorti son affiche... *Ce n'est pas tant le bruit des bottes qu'il faut craindre que le silence des pantoufles.* On la complètera, tragiquement, en ajoutant le silence des coussins...

4. Septembre, les collectifs sociaux champignonnent. L'engrais ? L'État de merde. Mais, si un temps humide favorise la pousse, attention aux pluies acides. Et puis, qu'il est dur de vivre dans cette puanteur fétide. Qu'il est dur d'apprendre à mes enfants de voler tout en se bouchant le nez de leurs dix doigts. Il y a toujours le risque de verser dans le numéro de cirque

5. La résignation est un suicide quotidien...

6. J'ai l'impression que nous manquons de radicalité, d'audace et d'utopie. Les collectifs sociaux, - une flamme vitale magnifique -, ne sont souvent que projets parasites, qui stigmatisent les dysfonctionnements d'un système inique. Revendiquer des allocations de chômage décentes, exiger des papiers pour les sans-papier, des hlm pour les sdf, ou des gendarmes respectant les droits de l'homme, c'est participer à un ravalement de façade. C'est un réformisme de l'urgence, un nécessaire sursaut de dignité, de générosité, de solidarité certes, mais sans aucun souffle utopique. Qu'espérer vraiment en nous battant avec les armes du système, à savoir : argent, papiers en règle, etc ? J'ai conscience que j'énonce des banalités... mais tant que nous ne développons pas suffisamment d'alternatives qui dépassent le revendicatif (voir *Los Arenalejos*, *Longo Maï*, *Bonaventure*..), d'alternatives qui réinventent la vie, nous nous cantonnerons dans le débat d'idées, et face au rouleau compresseur des médias, nos idées auront toujours une force de séduction comparable à une émission nocturne de France culture.

7. Les allocations de chômage comme les allocations salariales, c'est une prime à la survie accordée de manière régalienne à nos instincts de gagne-petit par les gagne-gros. Un rapport de force défavorable doit-il justifier nos compromis avec cette triste réalité ?

8. Argent, carte de banque et carte d'identité. L'avoir et l'être réduits à des données papier. L'argent - propriété des banques, l'être - propriété de l'État. *Ni dieu ni maître*, c'est aussi, *ni fric, ni papiers* !

9. Un monde sans frontière, c'est aussi un monde sans clé et sans serrure. Un monde sans frontière, c'est une partition sans clé de sol, c'est comme une musique nouvelle, libérée, non figée. Quel soulagement le jour où nous allumerons un bûcher pour y jeter nos cartes d'identité, nos derniers billets de mille et nos trousseaux de clé.

Facile à écrire. Facile à faire.

La peur du lendemain est une sorte de gendarme intérieur armé d'un coussin douillet et assassin. Est-ce cela qui retient encore notre geste ?

★ Dupk F.D

Alternative Libertaire sur le net c'est à http://users.skynet.be/AL/

Savez-vous que lors de mes vacations à domicile je porte un "mono". Hé c'est quoi un mono ? Une combinaison de mécano que je porte sans me laver sur ma sueur de la nuit dont je ne suis pas fier.

Eh oui un mono, c'était l'uniforme des pauvres, ceux qui avaient récupéré qui un fusil, qui deux, trois grenades et qui n'avaient pas de galons distinctifs, comme les beaux messieurs venus faire la croisade...

Si si, je le tiens de vieilles cuites sur les ramblas, et pas des touristiques, où l'on ne montre ni tatouages ni blessures de guerre, mais des trous à l'âme, ou ce qu'il en reste...

Le mono, la salopette, le symbole du singe (mono) courant pour travailler, pour vivre et survivre, pour en faire une tenue de combat face à des hordes disciplinées "del tercio", l'armée d'Afrique bardée de laine et de cuirs, et de "bon droit chrétien".

Moi, l'ancien légionnaire français (matricule 165609)... Moi, le cocu (même "médaillé") de quelques guerres dégueu... Moi, le déçu des combines où l'on vantait mon esprit battant... Moi, le fatigué mais pas encore fini.

Moi, je me dis que j'ai encore à apprendre et à témoigner...

Moi, je me dis que je me sens comme toujours, plus près que jamais des combinaisons graisseuses, noires de poudre et rouges... de sang et de vin, et de préférence, du mien, pour le sang, de l'autre pour la cave à piller !

Moi... et pourquoi moi tout seul... il en est d'autres !

★ Jesuit Joe

Car quand sur le réseau j'expliquais : *ils n'ont pas toujours le couteau entre les dents.* Ceci pour les bien-pensants qui se demandent encore pourquoi "ils" sont venus dans "mon" net, bien qu'un "sacristain" m'ait dit *Mon Dieu qu'ils écrivent bien ces impies...*

Alternative globale...

Saignante, à point ou bien cuite ?

Les pendules à mon heure...

Non, je n'ai pas dit que *puisque la révolution était impossible, il ne restait qu'à se replier sur la famille.*

D'abord, dans un esprit d'extrême conciliation, j'ai endossé une des thèses récurrentes chez beaucoup d'anars : la révolution, c'est dépassé. Cependant, personnellement, je ne pense pas du tout que la question peut se régler aussi facilement. J'ai endossé ce point de vue à titre d'hypothèse de travail, et de mauvaise grâce : je suis intimement convaincue que sans révolution, nous n'empêcherons plus rien. La situation se dénouera d'elle-même dans les guerres et le chaos de crises écologiques gravissimes.

Tisser un consensus global

Par révolution, on entend aujourd'hui et à gauche le renversement volontaire et inévitablement violent du système en place, et la réalisation d'un projet de société jusque là théorique. L'expérience nous enseigne la défiance : 1789 a permis l'essor d'une bourgeoisie aussi monstrueuse que la caste des seigneurs féodaux et sans doute plus meurtrière qu'elle dans son action (pensez au 10.000.000 de Congolais exterminés dans l'indifférence générale par les agents de Léopold II, le *roi bâtisseur*). 1917 a produit une caste bureaucratique féroce et impitoyable, qui a réduit à néant les promesses du communisme. On peut donc comprendre que certains se refusent désormais à envisager la révolution comme une voie praticable vers... vers quoi ?

Vers un état où les hommes cesseraient, franchis les murs de leur *sweet home,* d'être indifférents à leurs semblables et où ils s'efforceraient ensemble de mettre chacun en situation de vivre le plus heureusement possible en accord avec ses propres désirs. Une situation avec laquelle **la plupart** d'entre nous ont été familiarisés quand ils étaient (petits) enfants, parce que la tendresse et la sollicitude désintéressée sont **encore** les sentiments qui prédominent dans l'environnement familial. C'est quand même ce que vous vous efforcez de donner à vos enfants, non ? C'est parce que nous sommes légions à l'avoir éprouvée que nous savons faire la différence et n'acceptons pas que la loi du plus fort s'abatte sans relâche sur les dos courbés des perdants (et pour que notre société fonctionne, comme à la loterie, les perdants doivent constituer une énorme majorité).

L'œuf impénétrable de la contradiction révolutionnaire

C'est l'horreur de la souffrance humaine induite par les relations sociales qui fait de nous des révolutionnaires.

Nous voilà donc devant un casse-tête chinois : d'une part, pas d'humanité possible au sein du capitalisme déchaîné, de l'autre l'impossible humanité d'une révolution.

Prenons un exemple au hasard : Tobback.

Imaginons-le tombant dans un bassin rempli de crocodiles. Il l'aurait bien mérité, soit, les crocos épouvantés se sauveraient peut-être, bon, mais peut-on imaginer que dans un sursaut de juste indignation, nous lui refusions la main qu'il implore pour se sortir de ce mauvais pas ? Pour ma part, c'est non. Sensiblerie ? Pusillanimité ? C'est ce que diront à coup sûr les rouges machos d'extrême-gauche...Je ne leur jette pas la pierre : qui n'a éclaté de rire devant la gueule de clown que la délégation de Clabecq avait arrangée à Zenner ? Qui n'a jubilé en contemplant de son fauteuil les combis de gendarmes retournés par les bulls des mêmes ? Personne n'est à l'abri de la sensiblerie et personne n'est à l'abri de la cruauté.

Personne n'est à l'abri de la sensiblerie et personne n'est à l'abri de la cruauté.

La maladie n'est rien, le terrain est tout, soignons le terrain. Le seul moment où la violence ne nous transforme pas en instrument décervelé ou en sadique, c'est quand elle est défensive, quand elle ne vise pas la souffrance et l'extermination d'autrui, mais notre propre survie et notre intégrité. Or, j'en suis convaincue, à ceux qui voudront survivre, la révolution s'imposera. Nous ne ferions l'économie d'une révolution qu'en nous soumettant au pire, en acceptant de passer à la moulinette sans une plainte, comme les Juifs qui entraient dans les chambres à gaz à la queue leu leu, en espérant jusqu'à la dernière seconde que non, ce n'était pas possible, on était encore entre êtres humains.

C'est l'horreur de la souffrance humaine induite par les relations sociales qui fait de nous des révolutionnaires.

Le capitalisme a brillamment démontré qu'il était incompatible avec la vie, il est par conséquent inutile de perdre son temps à argumenter sur les bienfaits du communisme : une révolution-réflexe de survie, qui ne tendrait pas à faire disparaître les structures d'exploitation de l'homme par l'homme et de l'économie basée sur le profit serait inutile.

D'autre part, la révolution **imposée par la violence exterminatrice de l'adversaire** n'implique pas automatiquement notre adhésion à la nécessité de cesser de prendre en considération son humanité, mais bien à l'obligation vitale de l'y ramener. Si demain, nous sommes appelés à nous battre pour pouvoir survivre, il ne s'agira pas de désintégrer une classe pour en mettre une autre à sa place, mais d'arriver à convaincre tout le monde que les hommes font partie d'un même ensemble et qu'ils doivent cesser de vouloir s'en extraire, en le morcelant et le mutilant. Plus de classes. C'est ici que devraient intervenir les valeurs de réciprocité et de sollicitude piquées à la culture familiale : un ennemi désarmé doit cesser d'en être un. Il doit être traité comme n'importe quel autre membre de la communauté et ses tourments doivent être pris en considération. C'est beaucoup demander, mais sans ça, rien ne change.

Au diable la morale ?

Oui, oui, d'accord, tout ça, c'est de la morale, mais contrairement à ce que pourraient conclure de petits étourdis, c'est d'un manque de morale que sont mortes les révolutions : si au cœur de l'économie, les hommes ne changent pas complètement d'objectifs existentiels et ne transforment pas les relations qu'ils entretiennent entre eux et **avec le monde vivant**, les déterminismes implacables qui ont mis la puissance de notre cortex au service de nos instincts de prédation ramèneront la société à ce qu'elle s'obstine à rester contre vents et marées depuis qu'elle s'est déchirée en classes.

Le capitalisme ultralibéral pourrait être représenté par un monstrueux grillage vertical s'abattant sur l'humanité et encageant les individus dans la solitude et l'impuissance sociale. Impuissance à communiquer, à *voir au dehors*, à concevoir la réalité des autres, telle qu'elle est à l'extérieur de la bulle gonflée par les médias. Impuissance à se rassembler.

Séparés par les barrières sociales, nous nous escrimons à en créer d'autres, professionnelles ou idéologiques. Nous. Nous qui prétendons souffrir de l'injustice même quand c'est un autre qu'elle atteint. Nous qui nous croyons animés par l'ardent désir de participer à l'avènement d'un monde nouveau... Nous qui sommes incapables de ne pas nous laisser gagner par un mimétisme corrupteur dont l'effet le plus immédiat est de faire de nous les clones de ceux dont nous dénonçons l'inhumanité.

L'agressivité mécanique est une connerie

S'il faut savoir rendre les coups à ceux qui nous en portent, il faut aussi savoir leur parler. Ça sert à quoi de provoquer les gendarmes jusqu'à ce qu'ils reçoivent l'ordre de se déchaîner ? D'abord et avant tout à consolider ce que le goutte-à-goutte professionnel leur a instillé, la violence secrétée par la frustration, l'agressivité névrotique, le sadisme haineux. Parler aux gendarmes, les interroger sur le rôle que l'État leur fait jouer et leur demander jusqu'où ils sont prêts à aller pour gagner ce pain-là, introduire le doute dans leurs âmes d'airain, ce serait peut-être plus efficace. Et d'une certaine manière, bien plus provoquant. Leurs gradés ne s'y tromperaient pas. À l'école, quand vous vous adressez à des enfants comme à des animaux, ils se comportent comme des animaux. Si vous leur parlez en égaux, il n'est pas dit qu'ils vous le rendront, mais cela pourrait bien arriver.

Les mercenaires de la répression civile ne sont pas unanimement convaincus de servir le "bon droit", il y en a qui s'en foutent ou que ça met en joie de cogner, parce que ce sont des tarés comme il y en a partout, et puis, il y en a que ça tourmente. Nourrissons leurs doutes, étayons leur questionnement.

Ce qui devrait valoir pour les flics est encore plus vrai pour les militants de formations gauchistes concurrentes, adverses, anathémisantes et dégoulinantes de haine les unes envers les autres. Nous devrions avoir la sagesse de ne jamais nous laisser entraîner dans ces querelles de charretiers qui épuisent la gauche et la vident de ses faibles forces. Tant mieux si d'autres que nous arrivent à enfoncer des portes. Chaque fois que ça en vaut la peine, nous devrions les soutenir, sans attendre de retour d'ascenseur, sans nous effaroucher de leurs sarcasmes ou de leurs injures et en restant vigilants : on n'est pas des andouilles.

Partout où c'est possible, il faut opposer l'horizontalité de l'affectivité familiale à la verticalité de l'establishment. En amorçant le processus, vous contribuez à créer déja le déséquilibre indispensable au changement.

Une pépinière révolutionnaire

Les collectifs en lutte trouvent d'instinct cette ligne de conduite *entre eux* : communauté poussée le plus loin possible, soutien fraternel à ceux qui sont en peine. La difficulté, c'est d'étendre cette attitude vers l'extérieur. Souvent, plus grande est la cohésion d'un groupe, plus opérante est la réciprocité entre ses membres, plus le groupe a tendance à se refermer sur lui-même. Souvent, mais pas toujours. Pas tout le temps. Actuellement, par exemple, se manifeste une poussée exceptionnelle vers l'intégration des collectifs en réseaux : le danger d'enfermement et d'épuisement a été saisi à temps. Il s'agit donc d'ouvrir le groupe à une réciprocité élargie.

À côté de ce qu'une telle stratégie est capable d'apporter, aux gens et aux luttes qu'ils mènent, elle est aussi extrêmement énergivore. Les efforts qu'il faut déployer pour être à la fois dans l'action et dans la relation crèvent les plus costauds.

Un danger perçu consciemment ou inconsciemment par beaucoup et rencontré de manières bien différentes : rien n'est plus tentant que de regonfler les militants en leur ressassant qu'ils sont les meilleurs, que les autres sont de la merde, la preuve : ils n'ont rien compris puisqu'ils ne pensent pas comme nous. Force est de constater que cette thérapie vitaminée est le propre des groupements gauchistes classiques. Les collectifs plus jeunes, en train d'émerger, affichent peu de certitudes théoriques et beaucoup plus de tolérance. Sans le savoir - ou en le sachant - ils sont peut-être en train de lever une des herses qui clouent cruellement la gauche au sol. En s'abstenant de poursuivre de manière maniaque et obsessionnelle le triomphe d'une insoutenable pureté idéologique, ces nouveaux groupes voient s'agrandir leurs capacités d'humanisation et donc leur efficacité révolutionnaire réelle. Le *Collectif sans nom* et le *Centre social* de Bruxelles en donne un merveilleux exemple.

Il s'agit d'ouvrir les collectifs à une réciprocité élargie.

Tout le monde, il est beau...?

Les hommes sont-ils tous bons et suffirait-il de toucher leur petit cœur de pierre pour le faire fondre comme du beurre ?

La bonté et la cruauté se développent selon la nature et la pente du terrain : qui parmi nous n'aurait pu faire un très présentable nazi, s'il était né dans les années trente là où il fallait en Allemagne ? C'est une évidence, mais pourtant pas une généralité absolue. Allez savoir ce qui se cache sous la couenne humaine... Vladimir Bukovski (*Et le vent reprend ses tours*) raconte comment, adolescent, il avait été saisi d'horreur devant le chagrin d'un condisciple dont il s'employait à dénoncer publiquement les manquements à la "morale soviétique" : s'éveiller à autrui, se voir tout d'un coup dans la peau d'un ignoble salaud et ne pas chercher à se rendormir sur le coup, ce n'est pas donné à tout le monde, mais ça arrive. Et ce serait plus fréquent si justement "l'environnement socio-culturel" nous y encourageait. Ce qu'il ne fait pas : au contraire, tout est conçu pour que depuis la naissance, nous nous imprégnions d'un langage capable de nous interdire la prise de conscience de ce qui est *étranger* aux matériaux de l'ordre social, jusque dans ses marges les plus inconfortables. Ainsi cet homosexuel qui m'expliquait qu'il était peut-être devenu homosexuel parce qu'à 15 ans, il était tombé amoureux d'un garçon. Ha-ha, diront les petits futés, La Palisse et tutti quanti. Cette réflexion rend pourtant audible une vérité étouffée par le coussin social : *l'amour est enfant de Bohème*. On peut s'éprendre d'une femme, d'un homme, d'un regard, d'une pensée, de quelqu'un qui est mort depuis des siècles, d'un chat, de la musique des astres. S'éprendre, désirer éperdument le contact et l'attention privilégiée, rechercher fébrilement la communication et la communion... Mais dans notre belle civilisation occidentale, la confusion est délibérément entretenue entre amour et, non pas la sexualité, mais bien la relation sexuelle. L'obsession productiviste, sans doute. Pour un garçon, tomber en amour avec un autre garçon ne peut signifier pour lui qu'une chose : sa sexualité exclut les femmes. À partir de cette soi-disant découverte, le chemin de sa vie prendra la direction qui a reçu l'*imprimatur*.

Partout où c'est possible, il faut opposer l'horizontalité de l'affectivité familiale à la verticalité de l'establishment.

Dans une toute autre arène et c'est là que les Romains s'empoignent présentement : ceux qui sont nés le cul dans le beurre baratté par les puent-la-sueur ne sont pas spécialement fabriqués pour être d'indifférents salopards, mais une fois le pli pris, ils le sont : intoxiqués aux privilèges et au pouvoir, ce sont des ennemis avérés, et aussi longtemps qu'on les leur laissera - le pouvoir et les privilèges -, ils le resteront. Il n'est peut-être pas totalement inutile de les interpeller sur leur rôle, mais il ne faut pas espérer que le changement viendra d'eux. Il faut leur enlever les crocs, pour la bonne raison qu'ils nous dévorent.

Résistance horizontale : l'effet d'entraînement

C'est ici que les horreurs commencent : enlever les crocs aux brigands qui mènent la danse, elle est bien bonne. Nous n'avons pas les armes, nous n'avons pas l'argent, nous n'avons pas les médias, nous n'avons pas l'opinion publique...

Premier angle d'attaque : signifier clairement que la légalité **bourgeoise** ne nous concerne pas. Il faut bien entendre ce qu'on entend par ces deux termes. Le principe de droit qui affirme l'égalité de tous les citoyens transcende l'ordre bourgeois, il refuse une **discrimination** juridique selon les catégories sociales.

C'est à travers les amendements et les arrêtés qu'émerge le visage de l'oppression bourgeoise. Les familles révolutionnaires en rupture avec le système doivent donc établir - et elles sont en train de le faire - un front de refus prêt à enfreindre systématiquement les amendements au nom des principes ; une manœuvre en tenailles en quelque sorte : sur le terrain, on multiplie les infractions à l'ordre établi, et sur le plan symbolique, on fait reconnaître la légitimité de ces infractions. Gain : un effet pédagogique inestimable, la démonstration publique que la vie doit changer - et

que c'est possible - pour être en accord avec le discours moral dont se gargarisent les politiciens pour justifier leur rôle. C'est la partition que sont en train de jouer, par exemple, les squats ou les collectifs pour la gratuité des transports en commun pour les sans-emplois : deux manifestations différentes de l'aspiration à une *alternative globale* qui consisterait simplement à prendre à la lettre les droits de l'Homme.

Un danger : nous précédant d'une courte tête, comme souvent et **grâce à nos divisions**, les ogres sont en train de changer de discours. Si nous ne mettons pas toute notre énergie à les contrer, demain, ou aujourd'hui même, ils feront valoir que les droits de l'Homme sont contraires à la raison et que c'est une folie de les avoir érigés en norme.

Difficulté technique : la répression. Économique d'abord (sous forme d'amende, par exemple, de licenciement, etc.). Il y a ceux qui n'ont rien et s'en foutent. Pas d'emploi, pas d'allocs, rien à perdre. Beaucoup plus nombreux sont les autres. La recherche doit donc porter sur la protection des identités individuelles. La première mesure à assurer est l'effet de foule : les initiatives prises dans les domaines cités doivent être **massivement** soutenues de manière à encombrer et paralyser les dispositifs de répression. Il faut que chaque groupe explique cette nécessité à ses membres et en fasse une vraie religion.

La deuxième mesure est le brouillage, je ne vais évidemment pas m'étendre là-dessus..

Les arrestations ont un caractère spectaculaire. Certains sont d'avis qu'elles sont moins emmerdantes que la répression économique. Il ne faut pas se leurrer : une détention de quelques heures ou de quelques jours peut être acceptable, mais l'emprisonnement réel, tel qu'il est risqué aujourd'hui par D'Orazio et Mara ne fait rigoler personne. En tout état de cause, il faut préparer une deuxième ligne de front en consolidant les structures juridiques susceptibles de défendre ceux qui se retrouveraient derrière les barreaux et de transformer les prétoires en forums politiques.

★ Chiquet Mawet

À suivre : *Le peuple est une bombe atomique.*

Si vous êtes
de plus en plus nombreuses/eux
à lire ce journal...
nous ne sommes pas plus
nombreux/ses à le fabriquer...
Alors, si vous habitez Bruxelles
et que vous avez un peu
de temps, téléphonez-nous
au 02/ 647.98.01. Merci.

UN DÉBAT AU CENTRE LIBERTAIRE DE BRUXELLES

Le travail en question

Le samedi 5 septembre a eu lieu au Centre Libertaire un *Sam'kôze* sur la question *Par quoi remplacer le travail ?*

L'idée du présentateur était que, actuellement, non seulement le revenu mais aussi les relations sociales, la valorisation personnelle, etc., sont entièrement basés sur le travail. Or, de plus en plus de gens en sont exclus, de sorte qu'ils perdent aussi les avantages sociaux qui y sont liés. D'un autre côté, les anarchistes ont toujours été favorables à une diminution du temps de travail, qui libère du temps pour les activités politiques, d'organisation, de convivialité. Mais dans l'état actuel des choses, comment s'organiser pour que tous aient une activité valorisante et aussi un revenu convenable, que les deux soient associés ou non ?

Un compagnon fait remarquer que le travail n'est pas refusé par les anars mais bien le système d'exploitation par le salariat ou par les statuts qui tendent actuellement à le remplacer (emplois précaires, indépendants, dérégularisés...). Le travail est un droit dans la mesure où il faut subvenir à ses besoins. Le problème actuel est celui de sa répartition, et de celle des richesses. La question à poser est donc : comment intervenir pour changer la situation actuelle à cet égard ?

Une membre du Centre revient sur la nécessité de libérer du temps pour des activités épanouissantes (sociales, éducatives, artistiques,...), d'une part en répartissant entre tous le travail nécessaire, d'autre part en ne produisant que pour satisfaire les besoins, et non pour augmenter les profits. Elle ajoute qu'il y a un lien entre le travail et la liberté, au sens où il est important de subvenir soi-même à ses besoins, de ne pas dépendre d'une allocation venue de l'extérieur.

La prochaine causerie du Pr Sam'kôze aura pour thème "Une alternative à l'économie dominante : les coopératives de production autogérées".

Rendez-vous au Centre Libertaire (65 rue du Midi à 1000 Bruxelles) le samedi 7 novembre à 15 heures...

Des machines et des hommes

Suit un long débat sur l'automatisation. Certains s'en méfient parce que la gestion des machines risque d'échapper au plus grand nombre, alors qu'il est important de maîtriser ce qui nous nourrit ; actuellement "la volonté des esclaves pour se libérer des maîtres n'est rien à côté de celle des maîtres pour se libérer des esclaves" : autrement dit, la technologie sert seulement aux patrons, et jusqu'à présent le seul moteur de son développement a toujours été le profit, non la libération. Une autre objection est qu'un monde automatisé perd de son humanité, empêche la convivialité. Cependant, personne n'a envie de retourner au "bateau à rames" ; si la civilisation grecque s'est développée sur base de l'esclavage, nous avons le pouvoir de remplacer les esclaves par des machines. L'important est donc que les moyens de production, quels qu'ils soient, soient maîtrisés par tous en fonction de leurs besoins, et que le choix d'espaces de travail manuel soit toujours possible. Il ne faut pas perdre de vue le sens que nous voulons donner aux mots "évolution" et "progrès". Un compagnon rappelle enfin que l'homme est un animal de langage, et que l'automation ne sert à rien pour son humanité : il lui faut de la communication, une qualité de rapport avec les autres et avec la nature.

Un visiteur nous fait part de son travail avec des enfants dans un vieux moulin, ce qui lui donne la nostalgie d'une époque où chacun avait une fonction et une reconnaissance, et où les gens n'étaient pas noyés dans la foule mais gardaient des rapports humains. Néanmoins, il se dit optimiste quant à nos possibilités de résister au monde de la pub qui nous pousse vers des modes de vie sans respect pour les hommes. A propos des relations de travail, il pense que la taille de l'entreprise et le secteur de production ont beaucoup d'influence. On lui répond cependant qu'être exploité par une petite ou une grande entreprise, c'est toujours être exploité, et qu'il ne serait pas intéressant de nous exploiter nous-mêmes en autogestion.

Une visiteuse parle de ses mauvaises expériences dans diverses entreprises : manque de respect, manque de reconnaissance de la tâche accomplie, licenciements, mépris,... Personnellement, elle serait prête à travailler moins pour permettre d'embaucher d'autres personnes, à travailler bénévolement, à se contenter du minimum pour vivre convenablement. Mais elle regrette de ne trouver autour d'elle que des gens avides d'argent et sans aucune volonté de changement.

Aussitôt, tout le monde reparle de la nécessité de la lutte, du refus du fatalisme selon lequel il y aurait toujours des riches et des dominants, de l'espoir qui nous donne l'énergie de lutter au quotidien. On rappelle que c'est à partir d'une minorité de résistants que, lorsqu'arrivent les circonstances adéquates, naît une révolution.

Pour favoriser cela, il faut continuer à réfléchir, à être vigilants, ne pas baisser les bras. Nous ne voulons pas non plus nous contenter de sparadraps sur le capitalisme, comme le sont le bénévolat ou même les SEL (systèmes d'échanges locaux), qui sont utiles dans un premier temps mais qui doivent être dépassés par un changement radical des rapports de production. Et c'est sur cette belle flambée révolutionnaire que s'est achevée la séance.

★ Annick Stevens

Transports gratuits

Pour les minima sociaux, à Liège, dans le cadre d'*Octobre bouge* (voir AL210) une action de *Chômeur, pas chien !...*

Ce n'est pas le tout d'être en vie, il faut encore y rester.

Nos ministres ne le savent certainement pas, mais tous les jours, et quel que soit le montant des allocations de chômage, du minimex ou des petits salaires "flexibles", des millions de personnes sont obligées de boire, de manger, de s'abriter, de s'habiller, de se chauffer, de s'éclairer, de se soigner, de s'informer et de protéger le mieux possible leurs enfants d'un quotidien difficile, parfois impitoyable.

Pour ceux d'entre nous, de plus en plus nombreux, qui n'ont pas "eu de chance", ça signifie qu'il faut courir du matin au soir. Courir après les petits boulots qu'on propose encore et qui sont **donc** mal payés, flexibles, situés à des kilomètres les uns des autres, des boulots qui doivent être préalablement autorisés par l'ONEM ou le CPAS. Courir d'une administration à l'autre pour rester en règle et garder le peu qu'on a, courir pour trouver là où ils sont les produits les moins chers, pour amener les enfants à l'école, pour aller les y rechercher....

Même en courant très vite, on n'y arrive pas : comme tout le monde, nous sommes obligés de prendre les transports en commun.

Communs, peut-être, mais pas bon marché ! Contraints de nous déplacer continuellement, nous en avons de moins en moins les moyens.

Investisseurs et politiciens ont pris l'habitude ces derniers temps de ne pas tenir compte des **besoins réels de la population.**

Ils s'enferment dans leur sphère dorée et ne veulent surtout pas savoir dans quoi leurs mesures nous obligent à nous débattre quotidiennement.

Dans le contexte social actuel, la possibilité pour chacun de se déplacer est plus qu'un droit : une condition de survie et d'intégration à la société.

Une seule solution : **organiser la gratuité des transports pour les sans-emplois, chômeurs, minimexés et pour les salaires couvrant à peine les besoins vitaux du travailleur.**

Le collectif *Chômeur, pas chien* ! revendique cette solution et vous demande de soutenir son action *Transports gratuits pour les minima sociaux.*

Comment ? En en parlant autour de vous, en les protégeant pendant leurs interventions, en les rejoignant et en participant à leur combat.

Ce n'est pas une utopie : l'argent coule à flots dans les banques. Il déborde frauduleusement vers les paradis fiscaux. Un peu de fermeté de la part du Gouvernement pourrait en ramener quelques gouttes dans notre vie quotidienne et permettre des mesures sociales d'urgence, telles que celle que nous réclamons aujourd'hui.

Tous avec nous dans les bus et les trains sans titre de transport !

Appel à la solidarité

Chauffeurs et contrôleurs de la TEC à Liège, notre action *Gratuité des transports en commun pour les minima sociaux* ne vous vise en aucune manière, au contraire.

Sortant d'une grève menée de manière exemplaire pour défendre vos droits, vous êtes mieux placés que personne pour comprendre nos revendications. Nous ne demandons pas la lune, simplement un peu plus d'humanité dans l'organisation de notre société.

Et nous ne souhaitons qu'une chose : sensibiliser l'ensemble des usagers aux problèmes de ceux qui, parmi nous, doivent choisir entre voyager **et** assurer normalement les besoins de la vie quotidienne.

Pour vous, comme pour eux, la privatisation des services publics, plus particulièrement des transports en commun, signifie de plus en plus clairement une détérioration des conditions de fonctionnement et de travail, une augmentation du stress, la hausse insupportable des tarifs et la baisse de la qualité des services.

Vous savez à quel point les sans-emplois et les travailleurs précaires pataugent pour s'en sortir. Leurs difficultés matérielles ne les dispensent pas de l'obligation de se déplacer constamment.

Nous demandons pour eux la gratuité des transports en commun.

L'État ferme les yeux sur les centaines de milliards fraudés au fisc par ceux qui en ont les moyens. S'il se décidait à un peu moins de complaisance, il pourrait parfaitement garantir aux plus exposés le droit de déplacement, la liberté de mouvement.

La mise en place de mesures de gratuité en faveur des minima sociaux faciliterait votre travail et allégerait l'existence des plus exposés parmi nous.

Les sans-emplois ne disposent pas de l'arme de la grève pour se faire entendre. Soyez sympas et solidaires, n'entravez pas leur action !

★ **Chômeur, pas chien !**

Pour agir avec les collectifs de chômeurs contre les projets gouvernementaux de sanctions renforcées, on contacte Chômeur, pas chien ! au 087/37.63.70 ou au 04/227.59.59

Bollewinkel

Le lendemain à Liège, le taureau s'échappa de l'abattoir, en bousculant deux de ses bourreaux, embrocha une Volkswagen et encorna six poubelles. Chapeauté de l'une d'entre elles, il s'en fut s'acheter un short au C et A, rue Feronstrée, car c'était un bon taureau.

Pendant ce temps-là, j'arrive au Zoo d'Anvers avec Leïla, ma filleule, sa marraine Astrid, en l'honneur d'Astrid, reine suédoise des Belges, Madame Gaby et ses nombreux enfants. On avance, on essaiera d'éviter la prochaine fois la fanfare et les affligeantes majorettes, et on arrive droit devant les singes gris-clair et cul rouge sang du Japon. Impressionnant ! Action sans arrêt. Pur cul, faut-il le dire. Puces, poux, reniflages, érections, cris, je te montre mes dents pointues, fuite et on recommence. Les petits sont bruns et s'en foutent. Le mâle en chef trône en vedette un peu méprisante, au-dessus de la mêlée et passe sans arrêt un peigne dans sa belle chevelure argent. En arrière. Deux nanas s'affairent dans sa fourrure. Bande, débande, bande, débande. Non-stop.

Soudain, panique à gauche. Mouvements : Clinton ! C'est lui. Face rouge sang, crinière de chef, coiffée en arrière. Il m'aperçoit : *Lew Beel, hello, sors-moi d'là, please.* Aussitôt dit, aussitôt fait, et on a continué la visite ensemble.

On a vu l'éléphant sans défense et bien seul. Les girafes trop nombreuses, grignotant un fagot desséché, accroché à un arbre corseté de bois jusqu'à 4 mètres du sol. Une autre girafe, au cachot. Elle tourne sur elle en tournant la tête vers le haut et vers sa droite, pour précéder, initier le mouvement, histoire de ne pas se péter le museau, et, qui sait, son cou de verre, sur les barreaux. Elle tourne et tourne et tourne, encore, encore, encore. Encore. Toujours.

On a admiré le dos noir, de l'ours noir, qui frappait régulièrement sur la porte de fer de sa simili grotte, fatigué de colère. On avait négligemment jeté des ordures et des vieux pneus dans la fosse qui nous séparait.

On n'a pas osé regarder le vautour, le condor, le hibou.

On a détourné le regard devant les biquettes et autres chamois qui ne sautaient plus sur leurs rochers bétonnés, bruns de caca, parce qu'ils nous regardaient dans les yeux.

On a pleuré devant les loutres de mer, mais plus encore quand on a reniflé le chlore qui sert de mer de 10m x 4 aux deux dauphins.

De toutes façons, on était arrivé trop tard pour leurs galipettes ou pour voir la boubouffe des phoques. On a loupé aussi la pluie tropicale sur les crocodiles, toutes les heures de 10 à 16.

On a bien pu admirer les serpents empaillés et eu très chaud devant les cafards géants : c'est là qu'on a perdu Clinton.

Clinton, mon Clicli, mon Bilou, où es-tu ?

On a commencé à rebrousser chemin à travers les cafards. La jungle. Pas de Clinton.

Soudain : *Lew Beel, je souïz ici.*

En effet, il y était, nu comme un ver, Clicli, sur un gros cafard. Il faut dire qu'on chauffe cet insectarium à mourir. Il avait bien bon, le président.

Viens, Jef, je lui dis (on était le 12 octobre, mort de Brel), *c'est pas ta place ici.*

Un peu plus tard, on a rendu Clinton à ses pairs, de toutes façons, on ne peut plus les nourrir, ni leur jeter des cacahuètes. Et on a repris le train.

En arrivant à Liège, PAN ! PAN ! Les flics avaient rattrapé le taureau devant un Mac Donald.

Giant.

★ **Le Bill**

Traités européens

Ce n'est pas que la presse majoritaire n'informe pas, c'est qu'elle informe sur ce qu'elle veut et de la manière qu'elle veut.

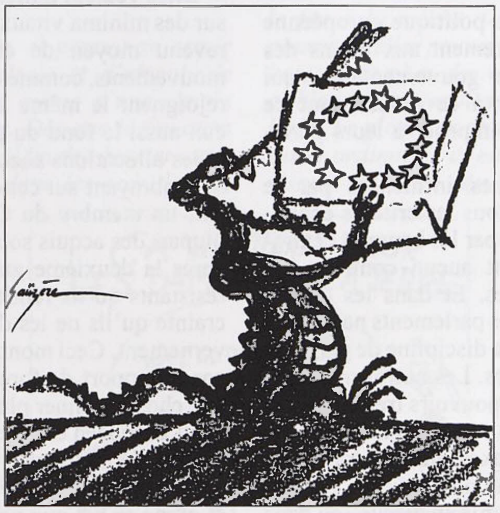
Autrement dit, en bons chiens de garde, la plupart des médias servent de courroies de transmission pour les classes dominantes, celles-ci se réduisant finalement à la seule classe des financiers. Tout cela est bien connu, inutile de s'y attarder. En ce qui concerne la construction européenne, le résultat de cette obéissance aveugle est qu'il est impossible de trouver une véritable analyse des contenus des traités, de leurs conséquences, et surtout des critiques et des alternatives émanant de divers milieux plus ou moins progressistes. Pire : lorsque la population des pays où la ratification est soumise à un referendum est largement hostile à un traité, on l'accuse d'anti-européanisme archaïque, de nationalisme, d'égoïsme et de repli sur soi frileux. Or, les décisions européennes régissent de plus en plus notre vie, non seulement sans nous consulter, ce qui ne diffère pas des décisions nationales, mais en outre sans nous informer : qui sait ce qui se trouve dans le traité d'Amsterdam ? Même les députés et sénateurs qui sont censés se prononcer sur la ratification ne reçoivent qu'un document préparé par le gouvernement, présenté de manière à faire paraître positives des mesures ultra-libérales et répressives, à l'aide de quelques vagues bonnes intentions qui, chacun le sait, resteront toujours à l'état d'intentions.

Il y a cependant, face à l'Europe telle qu'elle se fait sous la pression des milieux financiers, une opposition progressiste qui cherche à promouvoir une Europe plus sociale, plus démocratique. Même ces voix-là, qui sont pourtant "politiquement correctes", ne peuvent se faire entendre que dans une presse spécialisée ou militante, ou encore par la publication de livres que bien peu de gens lisent... Aucune chance, par conséquent, de trouver où que ce soit une remise en question radicale, telle que nous voulons la faire, à partir des valeurs anarchistes de démocratie directe, de fédéralisme et d'autogestion économique. Voilà donc le but de cet article : exposer dans les grandes lignes les revendications "social-démocrates progressistes", puis les dépasser par la réaffirmation de notre propre projet.

Les revendications social-démocrates

Appelons "opposition de gauche" l'ensemble des groupes (certains socialistes, écologistes, communistes...) qui tentent, à chaque nouveau traité, d'inclure toujours plus de transparence démocratique et de protection sociale. Dans le traité d'Amsterdam, leurs principaux objectifs se trouvent déjà énoncés sous forme de "visées", de "dispositions", d'"encouragements" : ce sont la promotion de l'emploi, la libre circulation des citoyens et l'augmentation des pouvoirs du Parlement européen. Mais aucune contrainte n'est prévue pour la réalisation de ces "engagements", qui apparaissent clairement comme une vitrine pour la propagande européenne et comme une concession illusoire à l'opposition, sans qu'aucun doute ne subsiste sur les véritables intentions des décideurs (1).

Les journalistes, sociologues et politologues qui gravitent autour de cette tendance dénoncent à juste titre la concentration de tous les pouvoirs de décision au sein du Conseil des Ministres, la priorité absolue donnée à l'union monétaire, avec les conséquences désastreuses des assainissements budgétaires sur les acquis sociaux progressivement démantelés, enfin l'éloignement de plus en plus marqué entre l'électeur et des instances dirigeantes qu'il ne connaît même plus.



En ce qui concerne la défense des acquis sociaux, des groupes tentent de faire pression sur les parlements pour qu'ils défendent une "Europe à visage humain", dénonçant la langue de bois ultra-libérale, l'exploitation de plus en plus effrénée de l'humain, la protection du capital, la perte de contrôle par les pouvoirs législatifs et les conséquences terribles de cette politique en termes de paupérisation généralisée - tout cela étant déchiffré dans des articles prétendument en faveur de l'amélioration du bien-être des populations (2).

En ce qui concerne la structure politique, une alternative proposée récemment (3) est la mise sur pied d'une véritable citoyenneté européenne, c'est-à-dire d'un pouvoir représentatif indépendant des États et des ministres nationaux, et doté d'une Constitution propre basée sur la Déclaration des Droits de l'Homme, y compris les droits sociaux (emploi, logement, etc.). Cette proposition, que son auteur estime déjà utopique et irréalisable étant donnés les rapports de force actuels, nous paraît à peine édulcorée par rapport à la version ultra-libérale. Sa définition de la citoyenneté reste purement passive, et son idée de la démocratie confirme la confiscation de ce terme dans le sens restreint de démocratie représentative. Quant à l'économie, elle se revêt du masque de la charité mais ne change rien à sa nature profonde : productivisme, capitalisme boursier, salariat. Mieux vaut encore relire Castoriadis : *Pour Aristote, souvenez-vous, un citoyen, c'est celui qui est capable de gouverner et d'être gouverné. Tout le monde est capable de gouverner, donc on tire au sort. La politique n'est pas une affaire de spécialiste. Il n'y a pas de science de la politique* [...] *Donc, chez les Grecs, le peuple décide et les magistrats sont tirés au sort ou désignés par rotation* (4).

Le projet anarchiste

Toutes les critiques de la gauche réformiste, nous les partageons et nous en faisons un combat actuel : il faut se battre contre le pire, c'est-à-dire contre le démantèlement des protections sociales, contre les fausses solutions au chômage que sont la productivité, la consommation et la flexibilité, contre la confiscation du pouvoir par les ministres et les lobbies financiers, contre la tentative de déresponsabilisation et de désinformation des citoyens, contre l'exclusion de tous les indésirables hors de la forteresse Europe.

Mais nous allons infiniment plus loin, car pour nous il est bien clair que, même avec ses adoucissements, le système économique et politique tel qu'il domine mondialement est inacceptable. Au lieu d'un super-État, nous voulons une fédération d'entités indépendantes (pas nécessairement territoriales mais multiformes : unions professionnelles, associations diverses) ; au lieu des élections, nous voulons les prises de décisions collectives dans tous les domaines ; au lieu du capitalisme boursier, nous voulons une économie axée sur les besoins ; au lieu du salariat, nous voulons la gestion par l'ensemble des producteurs eux-mêmes ; au lieu de la propriété privée des moyens de production, nous voulons la propriété collective. Nous voulons l'abolition de toutes les frontières, la liberté absolue de circuler, de s'établir à l'endroit de son choix... la suppression de tous les papiers, plutôt que des papiers pour tous.

★ **Annick Stevens**
Centre Libertaire

(1) Chacun peut le constater par soi-même en consultant le livre *Traité de Maastricht, mode d'emploi* (collection de poche 10/18, 1992), qui comprend le Traité de Rome et les modifications apportées par Maastricht, ainsi que le texte du Traité d'Amsterdam, disponible à la bibliothèque du Centre Libertaire.

(2) Voir notamment le *Groupe d'Action pour une Initiative européenne contre le Démantèlement de la Protection sociale* (103 rue Potagère à 1210 Bruxelles, 02/223.35.33).

(3) André Gauron, *Le malentendu européen*, Hachette, 1998.

(4) Cornélius Castoriadis, cité dans *Le Monde diplomatique*, août 1998, p. 23.

ÉCHOS D'UN SAMEDI APRÈS-MIDI AU CENTRE LIBERTAIRE

Le démantèlement des acquis sociaux

Jürg Schupisser, syndicaliste, membre des *Marches européennes contre l'exclusion*, était invité au *Centre Libertaire* le 4 octobre pour parler des conséquences sociales des traités européens. Voici une synthèse de sa présentation, puis quelques réactions des personnes présentes.

Depuis 1993, il existe un espace européen totalement ouvert au capital, mais inaccessible aux "partenaires" sociaux, qui restent nationaux. Les intentions européennes visent à contraindre les États membres à réduire le salaire minimum et à diminuer les prestations sociales. C'est ainsi qu'en Belgique, la ministre de l'emploi, Miet Smet, a déposé un projet de loi pour traduire en lois le plan proposé par la Belgique aux sommets de Luxembourg et de Cardiff : il annonce la réduction des dépenses sociales de 108 milliards en six ans, et la généralisation des Maribel (diminutions des cotisations ONSS patronales).

Le problème de la politique européenne est qu'elle est entièrement aux mains des chefs d'États et de gouvernements, qui peuvent faire passer à ce niveau tout ce qu'ils ne pourraient imposer à leurs parlements nationaux.

Ils sont eux-mêmes influencés par le lobby monétariste : tous les critères économiques sont imposés par les banques centrales, qui ne subissent aucun contrôle des institutions politiques. Et dans les cas où une ratification par les parlements nationaux est nécessaire, c'est la discipline de parti qui emporte tous les votes. Les autres instances européennes ont des pouvoirs très restreints et sont constamment court-circuitées par le sommet ; ainsi, par exemple, un document intitulé *Moderniser et améliorer la protection sociale* avait été mis en discussion dans toutes les structures syndicales, mutuelles, etc., et travaillé pendant plus d'un an, mais quand les organisations se sont réunies pour confronter leurs propositions, elles se sont rendu compte que les chefs d'États avaient déjà émis toutes les déclarations d'intention au sommet de Cardiff. Jospin a essayé d'infléchir la logique financière en exigeant un débat sur l'emploi, et il s'est fait complètement gruger : la promotion de l'emploi est devenue "l'employabilité" des travailleurs, et en échange il a dû concéder à Kohl des mesures bien plus graves, comme la non révision du traité d'Amsterdam avant l'adhésion de cinq nouveaux États membres (or, si cinq États d'Europe de l'Est sont intégrés, le dumping social sera tel que même les mesures d'Amsterdam seront encore jugées trop généreuses pour les travailleurs).

Deux courants de lutte

Face à ce constat, deux réactions existent. Les uns, qui croient au contrôle démocratique, demandent que soit créé un véritable État européen avec une constitution qui empêcherait de décider n'importe quoi, un véritable parlement et des interlocuteurs sociaux. Il faut savoir, en effet, que les décisions européennes sont actuellement au-dessus des constitutions nationales, qui doivent être révisées pour s'y conformer.

L'autre courant est de mobiliser toutes les forces syndicales et progressistes pour faire pression et réviser les traités. Les pensionnés, par exemple, constituent une force non négligeable (notamment électorale), car ils seront les premiers touchés. Les Marches européennes, présentes lors de tous les sommets, essaient de jouer un rôle d'aiguillon, à la fois par leurs analyses et par le nombre de gens qu'elles peuvent mobiliser.

Elles veulent unifier leurs revendications sur des minima vitaux équivalents à 50% du revenu moyen de chaque État. D'autres mouvements, comme celui des sans-papiers, rejoignent le même combat, puisque pour eux aussi le fond du problème est l'emploi et les allocations sociales.

Embrayant sur cette proposition de combat, un membre du Centre rappelle que la plupart des acquis sociaux ont été concédés après la deuxième guerre pour obtenir des résistants qu'ils rendent leurs armes et par crainte qu'ils ne les dirigent contre le gouvernement. Ceci montre que c'est seulement par le rapport de force qu'on obtient quelque chose ; donner plus de pouvoir au parlement européen est une illusion. Malheureusement, le mouvement syndical n'a plus un autre projet de société pour lequel se battre, et on ne se bat que pour une part du gâteau plus ou moins grande.

Un participant ajoute que notre pensée n'est pas assez offensive contre les mensonges néo-libéraux : il n'y a pas moins de chômage quand les salaires sont plus bas (il suffit de comparer l'Allemagne : 10% et l'Espagne : 20%) ; il n'y a pas assez de travail pour tous (il faut donc diminuer le temps de travail et redistribuer les richesses) ; il n'y aura jamais de résorption du chômage par la croissance.

La conclusion du débat, après ce constat des moyens de lutte efficaces et inefficaces, est apportée par un autre participant : 20% des populations européennes sont sans emploi, 20% des terres sont en jachère et des usines sont désaffectées... c'est le moment de les occuper, d'autogérer, de construire la vie autrement.

En même temps, il faut savoir que les armées de métier n'ont plus d'autre objectif réel que la répression intérieure...

★ Annick Stevens
Centre Libertaire
65 rue du Midi - 1000 Bruxelles

AL positive

Dans un souci de correction citoyenne, notre journal souhaite aider le gouvernement à faire face aux mauvaises langues et aux difficultés de gestion d'une société libérale, sociale, démocratique et parlementaire.

D'abord mettons les choses au point : si vous croyez que c'est facile d'être intelligent quand on est obligé de faire le con toute l'année, vous vous mettez le doigt dans l'œil. Nos parlementaires n'ont pas la vie facile. Obligés de voter les lois sans les connaître, ils doivent rendre des comptes à la première bavure. Malgré les bons offices de Misses Milquet et Lizin, qui manient la langue de bois comme des hommes tout en sachant garder leur exquise féminité, la mission est ardue.

Voilà-t'i pas que maintenant on viendrait engueuler les ministres pour le budget 99 qu'ils viennent de boucler. Pour les syndicats, passons, le folklore exige qu'ils s'humectent légèrement, mais ça ne va plus jamais jusqu'à se mouiller vraiment. Comme à l'Opéra, les légionnaires qui s'égosillent *Avançons sans faiblir* en faisant du sur-place. Mais les patrons qui se fâchent tout rouge, parce que leur petit cadeau est ajourné de six mois manière de répondre aux lamentations des inondés de l'été, on peut se poser des questions : alors quoi, la solidarité citoyenne, ça s'arrête à la réduction des charges patronales ?

Notre conseil : Notre Premier serait bien avisé de les rappeler à l'ordre.

Finalement, tout pourrait s'arranger avec un peu de bonne volonté : soit cinq cent milliards de fraude fiscale par an, la moitié de la dette. Étant établi que ceux qui fraudent ainsi le fisc sont surtout ceux qui en ont les moyens, notre Gouvernement pourrait proposer à la FEB que, moyennant une réduction de, allons, ne soyons pas chiens, 50% du montant de la fraude fiscale annuelle, il pourrait être consenti une *ristourne du cœur* aux "investisseurs" d'un montant à négocier, calculette en mains.

Impeccable dans sa simplicité, la mesure serait expéditive, tout le monde y gagnerait, le patronat serait certainement plus efficace dans l'organisation de sa propre police que des fonctionnaires surmenés et mal payés : les pires braconniers font les meilleurs garde-chasses.

★ Alternative Libertaire

La prochaine causerie du Pr Sam'kôze aura pour thème "Une alternative à l'économie dominante : les coopératives de production autogérées".

Rendez-vous au Centre Libertaire (65 rue du Midi à 1000 Bruxelles) le samedi 7 novembre à 15 heures...

11 novembre 1918 : déjà 80 ans !

Aux sources de l'action antimilitariste libertaire.

À l'occasion du 11 novembre, comme chaque année, AL participe de l'*Outrage à la Patrie*, car la logique de la pensée libertaire exige la suppression des armées permanentes, professionnelles ou de conscription. L'idée n'est pas nouvelle, elle est vieille comme la révolte contre l'oppression. Cette année, c'est Franck Thiriot qui s'y colle...

L'affiche rouge et noire

La première manifestation internationale antimilitariste libertaire d'importance, on la trouve dans le *Manifeste anarchiste international antipatriote*, imprimé en 1885, à Genève. Imprimée en Suisse, cette affiche grand format venait de Londres où le texte avait été débattu et rédigé collectivement par des militants italiens, espagnols, allemands, français, russes, polonais, autrichiens, anglais et irlandais réfugiés en Angleterre, au *Club autonomie*. C'est un jeune mouvement libertaire organisé qui affirme là son antimilitarisme. Pour la première fois, le manifeste sera affiché et traduit dans toutes les langues par ses concepteurs. En voici la teneur.

C'est avec des pauvres que les riches font la guerre. Ne devons-nous pas regretter amèrement que des prolétaires, sous la livrée soldatesque, aient la lâcheté de rougir leurs mains dans le sang de leurs frères de souffrance et n'aient pas brisé leurs armes sur la tête des monstres qui leur commandent de pareilles infamies.

Soldats !

Rappelez-vous qu'avant d'être sous les drapeaux, vous étiez des prolétaires et que demain, votre temps fini, vous serez encore des esclaves luttant pour l'existence. Les canailles qui forcent vos pères et vos frères à mourir de faim, vos sœurs à se prostituer pour vivre, vous font payer la dette de sang pour défendre la propriété qu'ils ont lâchement volée à l'humanité. N'écoutez plus vos chefs, foulez sous vos pieds leurs faces bouffies d'absinthe et dites-vous : Non ! Mille fois non ! L'ennemi n'est pas dans celui qui travaille, à quelque nation qu'il appartienne, mais dans le parasite qui ne vit que d'oisiveté ! La patrie n'est qu'une affreuse blague. Les frontières ne doivent pas exister pour les meurt-la-faim, car elles ont une origine infâme et ne peuvent être soutenues que par une classe de misérables qui, pour eux seuls, se sont approprié le sel, l'outillage, les instruments de travail et tout ce qui constitue la richesse sociale. Nous n'avons pas à défendre pour le compte des autres ce qui nous a été lâchement volé, mais à le reprendre d'un commun accord entre tous les travailleurs par tous les moyens dont nous pourrons disposer.

L'abus d'alcool tue !

En 1882, une brochure de 16 pages intitulées : *Moyens à employer par les soldats décidés à aider la Révolution, quel que soit leur nombre*, avait été imprimée dans un atelier mystérieux. Elle ne comportait ni signature d'auteur ni nom d'imprimeur. Nous allons comprendre pourquoi en lisant, en tremblant, ces lignes d'une brutale netteté. Nous ne saurions, ici, bien sûr, en partager même une virgule, il s'agit là simplement d'un document historique que nous soumettons à nos lecteurs pour leur édification. Bien loin l'idée même d'une quelconque indulgence coupable envers de tels excessifs propos (de toute façon, on ne trouve plus de paille dans les casernes).

1. À la première nouvelle de l'insurrection, chaque soldat révolutionnaire devra incendier la caserne où il se trouvera ; pour cela il se dirigera vers les points où sont accumulés les bois, les pailles et les fourrages. Dans tous les cas, il devra mettre le feu aux paillasses en ayant préalablement le soin d'en vider une pour donner plus de prise à l'incendie.

Pour mettre le feu, il pourra se servir d'un mélange de pétrole et d'alcool, de pétrole seulement ou même d'une simple allumette selon le cas. Dès que le feu aura commencé à prendre, il faudra éventer quelques tuyaux de gaz dans les corridors et dans les chambres.

2. Au milieu de la confusion qui se produira certainement dès que l'incendie se sera propagé, il faudra pousser à la révolte et frapper impitoyablement les officiers jusqu'à ce qu'il n'en reste plus un seul debout.

3. Les soldats devront alors sortir de leurs casernes embrasées et se joindre au peuple en emportant leurs fusils et des munitions pour aider les ouvriers insurgés à écraser les policiers. La préfecture et tous les postes de police devront être incendiés immédiatement ainsi que tous les édifices où pourraient se rallier des forces gouvernementales.

4. Outre le pétrole seul qui a le défaut de ne pas s'enflammer instantanément, le mélange de pétrole et d'alcool est préférable et l'éventrement des tuyaux de gaz, on peut se servir aussi d'une préparation qui s'enflamme d'elle-même après qu'elle a été répandue sur une matière inflammable. Cette préparation qui peut être versée secrètement se compose de sulfure de carbone ou d'essence de pétrole saturé, de phosphore blanc. Le phosphore se dissout à froid.

5. Dans les cas où on n'aura sous la main aucune des substances indiquées, on devra se contenter d'éventrer les tuyaux de gaz et de mettre le feu avec une allumette.

6. En mettant séparément dans deux bouteilles de l'essence de térébenthine et de l'acide sulfurique non éventé, et en attachant ensuite les deux bouteilles l'une contre l'autre, on n'a qu'à lancer le paquet contre un corps dur pour obtenir un embrasement immédiat produit par le mélange des deux liquides à l'instant même où les deux bouteilles sont brisées. Cet engin peut être employé pour incendier mais encore contre les troupes qui marcheraient contre le peuple, il suffirait de le lancer sur elles pour les couvrir d'éclaboussures de feu.

7. Des bouteilles épaisses entourées de linge ou de papier pour les empêcher de se briser en tombant sur le sol, et remplies de poudre ordinaire et de plomb de chasse forment des bombes très efficaces pour la bataille des rues. Lancées après qu'on a mis le feu à la mèche dont elles doivent être pourvues, elles peuvent mettre promptement hors de combat des escouades entières en criblant de projectiles les jambes des assaillants. Le plomb de chasse employé avec des fusils ordinaires et en visant à hauteur du visage est d'un résultat décisif dans les combats à courtes distance, spécialement contre la police.

C'est intentionnellement que nous avons compris parmi les moyens à employer par les soldats quelques-uns de ceux qui pourront être employés par les insurgés. Nous avons voulu que notre manifeste serve aussi à ces derniers et fasse comprendre d'avance à nos ennemis qu'ils seront impuissants à empêcher la révolution c'est-à-dire la destruction de l'ordre social basé sur de monstrueux privilèges en faveur des uns et sur l'asservissement inique des autres.

De la guerre... à la guerre sociale

De 1888 à 1892, près de 4.000 affiches antimilitaristes destinées à être lues par les conscrits et les soldats ont été imprimées et placardées en France. 400 par an, plus d'une par jour. La ligue des antipatriotistes en est à l'origine. Dans quels ateliers cachés ses manifestes clandestins seront-ils imprimés ? Dans quelles caves ? Par quels ouvriers ? Avec quel matériel ? Chaque fois que la répression la poussera vers l'obscurité, son papier et ses caractères deviennent plus

luxueux. Le format s'agrandit, le texte est mieux imprimé, plus lisible, la rédaction meilleure, presque littéraire. Besogne occulte exécutée par un compagnon malin, dans l'atelier, avec les matériaux et sous le nez d'un patron. L'autre moyen consiste dans la distribution de feuilles volantes dont un homme peut porter 500 exemplaires dans ses poches sans attirer l'attention. Ces feuilles volantes mesurent 32x23 cm. On les plie en deux, elles paraissent ainsi inoffensives, on dirait des prospectus et on les distribuera à la porte des lieux de travail... comme autant d'outrages salutaires à la Patrie.

Retenez cette déclaration qu'il vous est impossible de contredire : "La haine et le despotisme seuls ont une patrie ; la science et la liberté n'en ont pas". C'est-à-dire que partout il y a des savants et des hommes de cœur dont les inventions et les idées généreuses sont répandues dans tous les pays sans aucune distinction. Les ouvriers de toutes les nations souffrent la même misère, ils subissent la même exploitation, ils ont tous les mêmes ennemis qui sont leurs exploiteurs et leurs gouvernants : ils ont tous le même devoir absolu, l'exploitation de l'homme par l'homme qui est une chose antinaturelle. Ce qui les détourne de leur devoir, c'est le patriotisme qui les fait se massacrer entre eux, le patriotisme, cette chose absurde pour tous ceux qui ont un peu de logique.

Cessez d'être les victimes de la patrie, ou plutôt des coquins qui l'ont inventée et de ceux qui s'en servent aujourd'hui. Ce n'est pas à des guerres entre nations qu'il faut songer, c'est à la guerre sociale, cette guerre des exploités contre les exploiteurs, de ceux qui produisent tout et n'ont rien contre ceux qui, ne faisant rien, possèdent tout. Cette guère n'a pas de frontières, elle s'engage dans le monde entier. Elle seule est juste, pour elle, employez toute votre énergie et toute votre intelligence. Que votre esprit se débarrasse de préjugés qui le paralysent et vous acquerrez connaissance de vos droits naturels !

Lorsqu'un anarchiste se moque ainsi de la patrie, il oublie la merveilleuse idée qui amène un paysan flamand illettré à se lever dès le premier coup de clairon pour défendre l'industriel wallon cultivé contre l'infâme Krupp, industriel barbare.

Ce qui prouve que les contradictions de classes peuvent être dépassées... glorifions donc la patrie, ce communisme moderne, qui fonde entre les hommes l'union et l'amour ! Ce communisme réduit, l'anar le veut universel, les classes et l'État en moins. Il est excessif, on le reconnaît à cela.

Soyons raisonnable et tout ira bien. Restons propres sur nous, polis, bien peignés, ne pétons plus à table et buvons y des cocktails d'alcool pétrolés en dévorant du poulet grillé nappé de sauce évêque ravigote le jour de notre Saint-Patron. Son dernier jour, bien sûr.

★ **Franck**

DÉTENU(E)S AUJOURD'HUI, CITOYEN(NE)S DEMAIN !

Lettre aux familles de détenus

Réforme de la justice ? Oui, une meilleure justice, moins de prisons, plus de libérations conditionnelles.

Détenu(e)s aujourd'hui, citoyen(ne)s demain ! Vous, parents de détenu(e)s, vous pouvez nous aider ! Comme les mères en Argentine, en Russie, formez un, ou mieux, des comités solidaires de parents. Pour que cesse le déchirement et l'isolement inacceptable des familles, victimes d'une justice à deux vitesses.

Manifestez deux fois par mois, le 1er et le 15 (sauf si ça tombe un dimanche alors le lendemain), pacifiquement mais fermement entre 13 et 14 heures, à la fontaine devant la Galerie de la Reine (Bruxelles) pour que le monde sache.

Nous dénonçons

1) L'état du système judiciaire, les conditions de détention...

2) Une justice "raciste" qui se comporte différemment selon l'origine et le milieu social des inculpés (voir la thèse UCL de Fabienne Brion, 1997). L'inégalité existe depuis le commissariat jusqu'au tribunal et devant la conditionnelle.

3) La fabrication de dossiers (l'exemple le plus connu, l'affaire Di Rupo). Si tu n'as pas d'argent et des connaissances, comment le démontrer ?

4) Le manque de moyens et de personnel dans les services sociaux en prison et l'arbitraire dans les commissions, pour les congés pénitentiaires, les libérations conditionnelles, le traitement disciplinaire au quotidien (cachots, rapports). Notre parole ne compte pas !

5) L'absence de dignité et de respect pour les familles et les détenus lors des visites : fouilles corporelles, mise à nu. On doit montrer son cul, alors que tout le monde sait que par le passé si des armes sont entrées, c'était par des gardiens, et que des détecteurs efficaces fonctionnent parfois deux fois de suite. La drogue, elle, passera toujours !

6) Les traitements des services d'ordre dans la rue (contrôles vexatoires intempestifs) et dans les commissariats.

Nous exigeons

1) Une justice basée sur des preuves et non plus sur l'*intime conviction* des juges, des procureurs qui jugent à la tête du client, d'après les antécédents, la sale gueule...

2) Le retrait dans la loi de la notion de "capable du fait" qui résume tout l'arbitraire et le racisme social de la justice et tous les amalgames (frère = complice...)

3) Que les enquêtes ne soient pas faites qu'à charge, mais aussi à décharge.

4) L'application de la loi sur la présomption d'innocence.

5) L'application de la loi sur la détention préventive.

6) La diminution des peines et/ou l'application de la libération conditionnelle.

7) L'annulation du casier judiciaire sauf pour les crimes de sang et de mœurs.

Attention, nous nous en tenons à cela... nous ne voulons pas de récupération, ni politique, ni religieuse !

Cher(s) parent(s) je vous demande de participer à cette action, de manifester pour nous, pour notre dignité, pour nos familles, et pour prévenir d'autres déchirements.

Formons des comités de parents solidaires des détenu(e)s. Retrouvons-nous pour manifester avec pancartes, photos de nos enfants.

★ **Comité Familles**
BP103, 1050 Ixelles 1

PAROLES SANS MUSIQUES

Glandeur nature

Comme chaque mois, un morceau du dernier album de Marc Lelangue, *Glandeur Nature* (Franc'Amour FC095). Si vous ne le trouvez pas chez votre disquaire (misère de la distribution) vous pouvez le commandez chez Sowarex, 9 rue Paul-Émile Janson à 1050 Bruxelles (tél 02/538.90.01).

Lola

J'pense arrêter de boire avant que Lola ne ferme le bar
Arrêter de tuer mon héros avant la fin de l'histoire
En regardant briller dans la saumure les graffitis blancs du comptoir
Et les seins de Lola comme un reflet lilas dans le marbre noir
Oh Lola, est-ce que t'entends les bateaux
dériver dans la nuit blanche
C'est un beau matin pour partir
J'pense arrêter de fuir mes amours comme si c'étaient des bagarres
Un bal désespéré et lumineux dans la diaspora des gares
En regardant filer dans le rétro les noms gravés sur le comptoir
Et le cul de Lola comme un camion au-dessus de ses bas noirs
Oh Lola, est-ce que t'entends les avions
dériver dans la nuit blanche
C'est un beau matin pour partir
Toutes les femmes de ma vie, pour quelques toujours ou quelques soirs
Sont entrées par hasard en souriant dans ce bar perdu pour s'asseoir
Même la petite fille qui me montrait les yeux quand j'avais huit ans
Avec la même robe et les cheveux coiffés comme en nous quittant
Oh Lola, est-ce que t'entends les oiseaux
s'éveiller dans la nuit blanche
C'est un beau matin pour partir
J'pense arrêter de boire avant que Lola ne ferme le bar
En regardant brûler dans la fumée les néons blancs du miroir
Lola donne-moi comme un mensonge offert à tous les regards
Un dernier café noir pour les oiseaux... jusqu'à ce soir

★ **Claude Semal**

Le monde selon MacDo

L'objectif de la multinationale est simple : s'implanter partout à raison d'un établissement pour 20.000 habitants ! Quelle est la philosophie qui est derrière cette pieuvre mondiale ? Deux sources sont particulièrement précieuses : l'enquête de Paul Ariès, *Les fils de MacDo* (1) et les échanges parfois surréalistes entre les représentants de la direction de MacDo et de leurs opposants lors du procès qui les a opposés en Angleterre de 1994 à 1997.

La déferlante MacDo

Le premier MacDo ouvre en 1955 en Illinois, aux USA. En 1963, il y a déjà 500 restaurants. Le premier MacDo en dehors des Etats-Unis s'ouvre au Canada en 1967. Actuellement, il y a plus de 9.000 restaurants aux USA, plus de 1.000 au Japon... 16.000 dans le monde. En Europe, un nouveau resto s'ouvre tous les jours. MacDo possède aujourd'hui un empire immobilier estimé à près de 10 milliards de francs.

Un des plus grands MacDo se trouve à Pékin. Il a été ouvert en 1992 : 40.000 clients ont été servis le premier jour. Le plus grand MacDo du monde se trouve actuellement à l'aéroport de Francfort, en Allemagne : il a 780 places assises, 24 caisses, 150 salariés... pour accueillir 5 millions de passagers par an.

À Moscou, le personnel pour l'ouverture du premier MacDo a été sélectionné dans un stade : il y avait 40.000 candidats ! Tous les employés moscovites ont été embauchés à temps partiel pour échapper au droit du travail russe.

MacDo s'intéresse aux clientèles captives. Il est déjà présent dans 13 universités, 29 hôpitaux, 62 casernes, 7 entreprises. En France, cela commence à l'université d'Amiens, les gares de Marseille et de Lille-Flandres, l'autoroute du midi, près de Valence...

MacDo multiplie les formules pour élargir sa clientèle. Ainsi, le premier drive-in (où l'on entre avec sa voiture) a ouvert en 1975 à Oklahoma City, aux USA. Le premier en France, à Mantes-la-Jolie, en 1986. En France, les drive-in bénéficient d'une TVA plus faible car c'est considéré comme de la vente à emporter (5,5% au lieu de 20,6%), l'investissement foncier et immobilier est plus réduit et, -.nécessite moins de personnel, il permet enfin une rotation de clientèle plus élevée. Il cumule les avantages symboliques du fast-food (performance) et de l'automobile (ultra-modernité, liberté, pouvoir et protection).

Mais la firme a d'autres ressources. Des unités satellites sans réserve de nourriture qui profitent du stockage de grosses unités voisines et de produits finis à l'avance... sont ouvertes pour couvrir les zones moins peuplées. Des unités démontables pour suivre partout l'homme moderne (au stade, l'été à la mer, l'hiver à la neige ...) ont vu le jour. MacDo envahit les transports : le Macbus assure gratuitement des navettes entre les écoles, le centre-ville et le resto ; un MacTrain existe depuis 1992 en Suisse et en Allemagne. Une première unité maritime a été ouverte sur un ferry entre Stokholm et Helsinki. Il y eut aussi un MacPIane (avion) de 165 places où était recréée l'ambiance d'un MacDo terrestre avec décor et hôtesse.

Un nouveau MacDo ouvre toutes les sept heures dans le monde

MacDo a en projet la livraison à domicile des hamburgers afin d'en faire une alimentation vraiment quotidienne.

MacDo s'appuie sur la "différence" en créant des restos "ethniques" aux USA : black, hispanique, homosexuel, personnes âgées, amateurs de rock, golden boys (à Wall Street)... en choisissant le décor et le personnel en conséquence.

Enfin, pour renforcer encore son impact, MacDo, leader de la sous-alimentation, s'est très tôt associé à deux autres multinationales : Coca-Cola, leader de la sous-boisson et Walt Disney, leader sous-culturel pour l'imaginaire enfantin. Depuis 1955, Coca-Cola et Disney s'assurent une promotion mutuelle. Depuis 1985, MacDo les a rejoints. Ainsi, MacDo fait la promotion de Disney dans ses restos, en échange de la présence de MacDo devant les parcs d'attraction. Coca-Cola inonde les deux.

Aujourd'hui, le résultat de cette déferlante, c'est que MacDo est la marque la plus connue au monde après Coca-Cola et que la moitié de la population US vit à moins de trois minutes en voiture d'un MacDo.

Comment une telle déferlante est-elle possible ? La méthode mise au point est simple : la standardisation à outrance.

La standardisation du client-enfant

Pour arriver à standardiser au maximum, la firme a misé énormément sur la publicité. Celle-ci influence aussi bien les clients (surtout des enfants), que les employés, les bâtiments ou la nourriture.

Le budget publicitaire annuel de MacDo atteint près de 72 milliards de francs belges. MacDo mise d'abord sur la télévision : la firme y dépense 72 millions de francs par jour !

Selon Paul Ariès, *MacDo a en effet besoin d'une communication très efficace pour balayer des siècles d'histoire (et de mémoire culinaire) qui constituent de véritables barrières à l'homogénisation* [...] *MacDo utilise sans vergogne toute l'imagerie du mythe américain, dans ce qu'elle a de plus éculé, mais à la fois de plus efficace.*

MacDo cible sa publicité essentiellement sur l'enfant car aujourd'hui celui-ci est devenu relativement autonome dans ses choix alimentaires. Un enfant décide à 70% du contenu de son alimentation, mais influe aussi sur celle de ses parents. Il est devenu un modèle de comportement pour tous, petits et grands. Les parents sont réduits à des agents économiques chargés de fournir l'argent de poche. Le client est donc l'enfant, dominé par son groupe d'âge plutôt que l'adulte responsable autodéterminé. MacDo vise à ce que sa clientèle s'inscrive dans une logique d'immaturité constante.

Pour racoler les enfants, le personnage du clown Ronald fut créé en 1963. En 1986, 96% des enfants US du primaire le reconnaissent avant même le Père Noël. Ce personnage a pour buts de permettre une identification rapide du resto et de conserver en mémoire l'identité de la marque ; de vendre

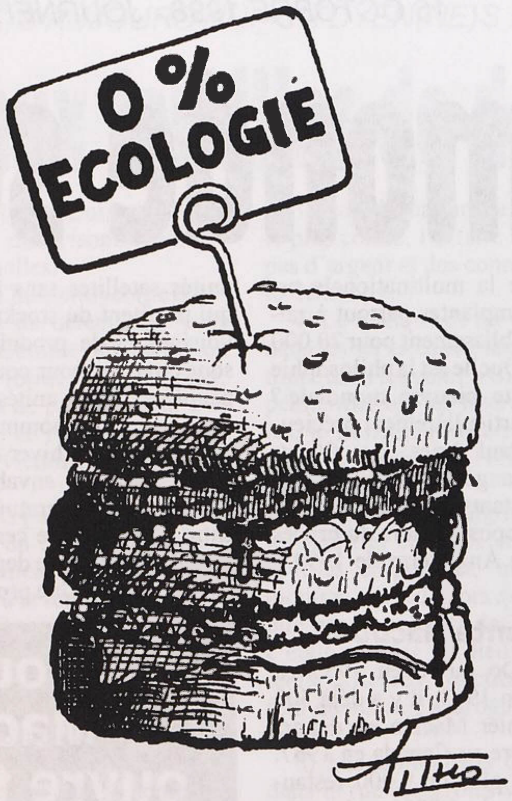
du bonheur MacDo aux enfants, de témoigner que manger MacDo, c'est manger correctement car il est grand, mince, paisible ; enfin de rappeler que MacDo contribue à la santé morale des enfants. Le bon *MacRonald* finalement, mieux que le Père Noël, comprend les désirs des enfants.

Le marketing MacDo fait que le commerce des hommes devient un simple sous-produit du commerce des biens. Il s'agit de rationaliser le comportement des consommateurs. L'objectif étant que les clients commandent davantage, qu'ils mangent vite et quittent rapidement l'établissement. A cette fin, sont utilisés, dans chaque resto, le marquage au sol, les sièges inconfortables, l'absence d'intimité, la froideur du cadre, la luminosité trop vive et blanche, le fond sonore, le nettoyage entre les jambes des clients... MacDo entend soumettre chaque mangeur au même régime, quels que soient l'espace, l'époque ou la condition sociale.

La standardisation de l'employé

Tous les jours, 500.000 employés, partout dans le monde, accomplissent exactement les mêmes gestes strictement définis, minutés et contrôlés ; cette standardisation est affichée comme un argument de vente. Partout, l'"équipier" MacDo répète au client exactement les mêmes phrases, le regarde dans les yeux au même moment, lui propose de la même façon des produits plus chers ou complémentaires. Il est "un mannequin de travail". L'équipier de Paris vaut celui de Moscou ou de Berlin ; il exécute exactement les mêmes tâches dans le même temps. Il s'agit là d'un savoir-faire figé dans quelques gestes élémentaires immuables. Comme le fait remarquer Paul Ariès, *l'employé doit être homogène, comme le produit qu'il fabrique et vend. L'équipier est un élément interchangeable d'une masse informe.*

MacDo utilise un panel de "psycho-techniques" pour rationaliser la séduction du personnel. Ainsi chaque client de MacDo a droit à son sourire convenu, mesuré, contrôlé. Mais cela s'applique aussi entre employés ; chacun étant coté selon sa capacité à (faire du) sourire. Le bonheur MacDo est non seulement obligatoire, mais il doit en outre s'exhiber réglementairement. En quelque sorte, c'est une forme particulière de prostitution et de viol de l'intériorité.



Les pantalons de l'équipier MacDo n'ont pas de poches... pour limiter les vols et la perception de pourboires ; ceci empêche aussi de se mettre les mains dans les poches (interdiction des temps morts). En effet selon Ray Kroc, le fondateur, *Si vous avez le temps de faire une pause vous avez le temps de nettoyer*. Il renchérit d'ailleurs : *Le secret du succès : travailler plus dur et plus longtemps*. Et encore, *Passer de douze à seize heures par jour à faire ce qui vous plaît c'est fabuleux !*.

Les managers ont aussi droit à leur propre standardisation : l'université du hamburger près de Chicago, a déjà formé 45.000 managers diplômés. Selon Paul Ariès, *cet endroit est une véritable "Mecque" de la technologie MacDo et le principal lieu de la normalisation de ses hommes. Il est parfois difficile de les distinguer, tant ils se ressemblent par leurs conduites, leurs conceptions du monde et même par leurs physiques.*

MacDo se vante souvent de créer des emplois. En fait un serveur, en restauration gastronomique, sert de 1 à 5 clients par heure ; en restauration classique on passe de 5 à 10 clients ; pour atteindre 7 clients... par minute en restauration rapide ! Ainsi un serveur MacDo remplace environ 150 serveurs traditionnels. Si on tient compte de ces chiffres, on peut considérer que MacDo supprime plus d'emplois qu'il n'en crée. Le premier objectif de Ray Kroc a toujours été la vitesse maximale : vendre un hamburger, un lait aromatisé et des frites en 50 secondes. Dès 1959, il parvient à vendre dans un restaurant 36 hamburgers en 110 secondes.

Une sorte de service militaire commercial

MacDo prétend offrir des "jobs" qui permettent aux jeunes de faire leurs premiers pas dans la vie professionnelle. Neuf millions de jeunes US américains, soit près de 10% de la population active ont déjà travaillé chez MacDo. Il s'agit en fait d'une sorte de service militaire commercial pour les jeunes, qui ne dispense pas de se représenter à l'ANPE entre six et douze mois plus tard.

Tout ceci dans des conditions de travail limites. Ainsi après l'électrocution mortelle de Marc Hopkins, employé à Manchester, en Angleterre, en 1992, un rapport interne confidentiel de MacDo (fourni lors du procès McLibel) révélait que *la sécurité n'était pas considérée comme importante au niveau du magasin.*

Et il n'y a pas que dans les restos que MacDo se moque des salariés., En février 1996, une compagnie de jouets de Hong-Kong qui sous-traite au Vietnam, a vu de l'acétone se répandre dans ses ateliers, rendant 220 employés sérieusement malades (25 évanouis et 3 hospitalisés). On a tenté de licencier tout le monde pour étouffer l'affaire mais le gouvernement vietnamien

Une bouffe homogène et sous-culturelle

Actuellement, 30 millions de personnes dans le monde, à Moscou, New-York, Tokyo, Paris ou Bruxelles, mangent tous les jours exactement la même chose, de la même façon : un hamburger servi par des employés surexploités.

16.000 restos de la chaîne MacDo sont implantés dans le monde. La firme en espère 20.000 en l'an 2000. En Europe, seules la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie et la Bosnie résistent encore.

En 1996, la multinationale MacDo affiche un chiffre d'affaires de près de 6.600 milliards de francs et un profit de 324 milliards de francs. Depuis 1955, 80 milliards de hamburgers ont déja été vendus... soit 16 par Terrien.

Le mangeur de hamburger devient une personne sans mémoire et sans histoires. Elle ne mange plus par désir ou par tradition, mais par un besoin impulsif ou imitatif. Elle devient aussi sans saison, car chez MacDo, on mange toujours la même chose. ●

Une exploitation cynique de l'environnement

Les déchets d'emballage de tous les MacDo du monde représentent à peu près un million de tonnes de déchets par année qui sont jetés après moins de cinq minutes d'utilisation.

Les nombreux emballages et les surfaces de patûrages provoquent la destruction des forêts.

Les exigences de MacDo impliquent une agriculture très intensive et donc très chimique qui pollue et détruit les sols.

Les usines de production, hyper-centralisées (trois seulement prévues à terme pour toute l'Europe de l'Ouest) nécessitent une flotte importante de camions, avec toute la pollution que cela implique.

En s'emparant des hauts-lieux de la gastronomie et des bâtiments anciens des centres villes, MacDo constitue une pollution architecturale.

En installant des publicités criantes et souvent de hauteur illégale, MacDo détruit les paysages.

MacDo en n'acceptant que certaines variétés de produits (quatre de pommes de terre sur plusieurs dizaines de milliers existantes) et de semences, provoque un appauvrissement de la biodiversité. ●

Une exploitation du tiers-monde...

Un tiers des céréales de la planète sont utilisées pour nourrir le bétail ; et aux USA, c'est le cas pour 80 % du maïs.

Au Brésil, 23 % des terres cultivées servent à l'exportation du bœuf. Au Guatemala, 90 % de la production de bœuf part aux USA.

En 40 ans, la population mondiale de bétail a augmenté de 100 %... mais alors que la population mondiale a surtout augmenté au Sud, celle du bétail a surtout augmenté pour alimenter le Nord.

Si les habitants des USA baissaient de 10 % leur consommation de viande, l'eau, la terre et l'énergie économisées pourraient nourrir 100 millions de personnes.

En 1997, 20 millions de personnes sont mortes de malnutrition ou de famines. ●

est intervenu. Or tous ces petits jouets innocents sont offerts par MacDo aux enfants pour les attirer dans leurs restos (2).

Hostilité syndicale

Nous ne négocierons jamais les salaires et les conditions de travail avec les syndicats et nous dissuadons nos employés de rejoindre un syndicat disait Sid Nicholson en 1986, chef du personnel des MacDo Angleterre, citation reprise lors du procès McLibel.

En Ontario, au Canada en 1993, après qu'un groupe d'employés MacDo ait réussi à se syndiquer, une campagne nationale anti-syndicats fut lancée (avec vidéos et légères améliorations temporaires pour les non-syndiqués) ; un climat de peur contre les syndiqués fut ainsi créé et un groupe d'employés non-syndiqués (la majorité avait moins de 18 ans) s'étendirent dans la neige pour former le mot *NO* (non aux syndicats).

Hassen Lamty, employé MacDo à Lyon, raconte comment en 1994, il fut harcelé à cause de ses activités syndicales : il fut d'abord accusé à tort de menaces à la bombe dans le resto et aussi de vol à main armée, puis on tenta aussi d'acheter son renoncement au syndicalisme. Depuis, un syndicat est bien installé à Lyon et à déjà gagné 20 procès pour harcèlements et pratiques illégales. Cinq gérants du resto ont été arrêtés pour avoir tenté de fausser les élections syndicales.

Standardisation du produit

L'hétérogénéité des mangeurs appelle l'homogénéité des denrées. Ainsi on peut manger MacDo de 7 à 77 ans, à Pékin comme à Genève. Paul Ariès note que *cette culture culinaire évoque davantage la figure du pas cadencé - bien homogène d'un pays à l'autre - que celle de la valse ou de la bourrée... Une véritable religion de la mesure et de la norme* [...] *Il s'agit de vider les produits de leurs qualités pour créer un produit indistinct.* Ainsi de nombreux produits tel le bœuf et les oignons sont reconstitués pour en uniformiser le goût et l'apparence. La quantité fonctionne dans l'idéologie américaine comme un critère de qualité. Cette obsession de la quantité concerne autant les matières, les temps de préparation, de conservation et de cuisson que la température et la forme du service.

Chez MacDo, il y a apparence de diversité, mais les produits utilisent toujours les mêmes matières. MacDo lance de nouveaux noms et des emballages différents, mais il n'existe que six grands types de produits. Seuls 300 producteurs à travers le monde approvisionnent MacDo dont 75 pour l'Europe. Les petits pains spéciaux (un million par année) sont ainsi fabriqués par une seule usine implantée près de Paris. Toute la viande de bœuf surgelée est fournie pour la France par une seule usine près d'Orléans. L'étape suivante sera la fabrication des hamburgers directement en usine où ils seront congelés. A Tolède, en Espagne, seront bientôt produits 7 hamburgers à la seconde.

Les frites surgelées sont toujours faites à partir des mêmes quatre variétés de pomme de terre. La variété "Burbank" qui n'existait qu'aux Etats-Unis a été imposée au monde entier.

Standardisation des mentalités

Ainsi, pour Paul Ariès : *"l'homme macdonalisé mange toujours la même chose, de la même façon, quels que soient son âge, son sexe, son pays, sa condition, sa culture... il se trouve donc littéralement infantilisé face. à une forme alimentaire dont la nouveauté est d'être infraculturelle"*.

Les repas sont déstructurés à la manière nouvelle des métropoles : alimentation rapide et grignotages. Le "happy meal" offre une apparence de repas équilibré et structuré pour déculpabiliser les mères avant de combler les désirs de leurs enfants.

Par son uniformisation, un MacDo est une espèce particulière de non-lieu peuplé de mangeurs apathiques. Il ne faut pas compter sur le cynisme du fondateur de MacDo, Ray Kroc, pour que cela change car selon lui *"le monde est plein d'épaves éduquées"*.

Résister

Malgré la mainmise des multinationales sur l'ensemble des gens et de la planète, il demeure possible - et souhaitable - de résister en s'informant, boycottant et passant l'information. Entrer en dissidence active ce qui déjà peut aider à mieux vivre. Le procès de McLibel en Angleterre entre MacDo et deux militants en offre un bel exemple. Deux citoyens végétariens sans argent, sans avocat, on tenu tête à MacDo à la manière de David contre Goliath.

Comme le dit David André, dans Actuel de décembre 1997 : *"A l'origine était un tract et à la fin un désastre pour MacDo. La firme a voulu faire taire deux fourmis avec un magnum 357 et s'est tiré dans le pied"*.

La campagne lancée en 1987 par le groupe "Londres Greenpeace" (sans lien avec Greenpeace international) dans un tract intitulé *"Qu'est ce qui ne va pas chez McDonald's ? Tout ! "* a été stoppée suite aux menaces de procès. Deux militants, Dave Steel et Hellen Morris ont décidé de continuer. MacDo les a alors attaqués en diffamation. Ceci a provoqué de 1994 à 1997, le plus long procès de l'histoire de la justice britannique (294 jours de débats) et a forcé MacDo à expliquer ses pratiques. 180 personnes sont venues témoigner pendant le procès dont des experts en environnement, en nutrition et en soins aux animaux, des syndicalistes, des employés et patrons de MacDo ainsi que cinq' "espions" qui avaient été embauchés par MacDo pour infiltrer les groupes militants.

En tout 40.000 pages de faits documentés et 20.000 pages de témoignages furent transcrits. Un journaliste qualifia ce procès de *"meilleur divertissement gratuit à Londres"*.

Le verdict du procès est tombé en 1997 :

Une exploitation systématique... tout particulièrement des femmes

Sur près d'un million d'employés dans le monde, 300.000 ont moins de 18 ans. Les salaires sont les plus bas possible et les heures supplémentaires ne sont pas payées.

Hostilité ouverte face aux syndicats : à Saint-Hubert, Montréal (Canada), le seul MacDo de toute l'Amérique du Nord où tous les employés avaient réussi à se syndiquer, vient d'être fermé. Prétexte invoqué par le gérant : *Notre resto était mal situé.* Notons qu'il fonctionnait depuis vingt ans...

Équipes minimales et fortes pressions pour travailler toujours plus dur et plus vite. Conséquences : nombreux accidents du travail (beaucoup de brûlures) et roulement incessant du personnel.

Ancienneté moyenne des employés MacDo : moins d'un an ! Mais peu de licenciements car les employés s'usent vite et partent d'eux-mêmes.

Politique sexiste : à Lyon, par exemple, 66% de femmes chez les "équipiers" et 81% d'hommes chez les "managers"... Le travail est surtout féminin et le pouvoir masculin.

Plus de 80 % des emplois sont à temps partiel, temporaires, sous-payés et dévalorisés pour jeunes femmes sans enfant (car plus flexibles). ●

300.000 francs d'amendes pour avoir diffamé MacDo. Mais cette condamnation ne porte que sur deux des six points que comprenait le tract : les juges ont estimé que les militants n'ont pas réussi à prouver qu'il y a un lien entre la consommation de viande et la destruction des forêts tropicales ; par ailleurs, les militants accusaient MacDo de se vanter faussement d'utiliser du papier recyclé ; or même si l'utilisation est faible, elle existe toutefois.

Par contre tous les autres points du tract ont été officialisés : traitement cruel des animaux dans ses élevages industriels intensifs, publicités mensongères sur les valeurs nutritives de ses produits, exploitation préméditée des enfants par la publicité, exploitation systématique des employés et conditions de travail déplorables, possibilité d'empoisonnement par la consommation des produits MacDo.

De plus le tribunal n'a pas jugé bon d'interdire la diffusion du tract à l'origine du procès ; quelques jours plus tard, ce tract (légèrement modifié) a donc été distribué devant 500 MacDo pour célébrer la "victoire". Ce tract est ainsi devenu l'un des plus connus et distribués au monde : près de 3 millions en Grande Bretagne et dans de nombreux autres pays.

Entre-temps, les auteurs du tract ont annoncé qu'ils ne paieraient pas l'amende sans qu'on leur fasse un nouveau procès et MacDo de son côté, a annoncé qu'il n'essaierait pas de récupérer cet argent. Certains en ont conclu que *"cela passera à l'histoire comme l'exercice de relations publiques le plus coûteux et désastreux jamais monté par une multinationale"*.

Depuis, l'expérience a porté ses fruits : plusieurs associations ont organisé des campagnes contre l'ouverture de nouveaux magasins, et ceci parfois avec succès. Un réseau de soutien aux travailleurs de MacDo et un réseau d'enfants contre MacDo se sont également mis en place (actions les 11-12 octobre de chaque année). Un site internet à été créé *http://www.mcspotlight.org* il rassemble 21.000 pages d'infos critiques sur MacDo, fournies par soixante anonymes du monde entier. En Jamaïque, en 1997, ce site a été admis comme source valable par un juge au cours d'un procès qui opposait la chaîne MacDo à un restaurateur local. Une première juridique mondiale !

Il faut s'attendre à une forte résistance des "Big Brother's". Ainsi Mr Nicholson, chef de la sécurité chez MacDo, a reconnu lors du procès que MacDo avait souscrit à la Ligue Economique *"qui défend les multinationales et leurs intérêts"*. Cette ligue tenait une liste noire des subversifs et a fourni de l'info à MacDo sur le groupe Londres Greenpeace. Depuis cette ligue est supposée avoir cessé ses activités...

Malgré tout, comme le souligne McLibel Support Campaign, *"il est vital pour l'avenir de la planète et de sa population que les sujets qui touchent l'exploitation des gens, des animaux et de l'environnement soient débattus librement et ouvertement et que le citoyen puisse exprimer ses vues là-dessus, cela afin que soit défiée la propagande des multinationales avides"*.

★ **André Larivière**
★ **Michel Bernard**

(1) Éditions L'Harmattan, 1997.
(2) Source : The Ecologist, janvier 1997.

Coordination internationale : McLibel Support Campaign, 5 Caledonian road, London NI 9DX, Grande Bretagne.

- Ce quatre pages a été réalisé par le journal *Alternative Libertaire* (un exemplaire gratos en téléphonant au 02/647.98.01 ou en écrivant BP 103 à 1050 Ixelles 1)
- Dans le cadre de la journée mondiale *Résistance à la MacDomination* du 16 octobre 1998
- À l'initiative de la revue écologiste *Silence* (9 rue Dumenge à 69004 Lyon).
- Ce texte est également diffusé par les publications suivantes : Courant Alternatif, Panda, Les Alternatifs, Iguzki Lore, Gavr'Auch, Non-violence Actualité, À Contre Courant, Politis, Golias...
- On peut retrouver la lutte anti MacDo sur Internet : serveur *Mcspotlight.org*

Une exploitation préméditée des enfants

MacDo dépense près de 452 milliards de francs belges par an en publicité, propagande et gadgets de promotion, presque tout à l'adresse des enfants. C'est le 10e annonceur publicitaire mondial.

Aux USA, du matériel pédagogique est fourni aux écoles pour apprendre à lire avec le clown MacDonald's, et à compter avec des hamburgers. Des voyages scolaires sont organisés dans des MacDo miniatures pour jouer aux "équipiers", "managers" et clients.

En France, à Romans (Drôme), MacDo offre le bus gratuit aux lycéens qui viennent manger au MacDo.

Extrait du manuel des opérations chez MacDo : *Rappelez-vous que les enfants exercent une influence majeure quand il s'agit de choisir un resto ; cela veut dire qu'il vous faut tout faire pour susciter chez les enfants l'amour de Ronald* [l'effigie de la marque] *et de Mac Donald's.* •

Une bouffe dangereuse pour la santé

MacDo offre une nourriture malsaine : trop riche en gras, sucre et sel et trop pauvre en fibres végétales et vitamines.

Le Docteur Sydney Amott, expert pour MacDo lors d'un procès en Angleterre, reconnaît qu'un tel régime peut être lié au cancer.

Il semble qu'un tel régime puisse aussi provoquer plus facilement maladies de peau, diabète, obésité...

Cette "nourriture" contient de nombreux produits chimiques ; et l'élevage intensif industriel des bêtes - par ses pratiques antinaturelles - constitue en soit un danger (tel la vache folle).

De plus, la viande, en général, est la cause la plus fréquente des empoisonnements alimentaires.

Chaque année aux USA, on compte 80 millions de cas d'intoxication alimentaire dont 9.000 sont mortels. La salmonellose, responsable de 500 à 1.000 de ces morts provient de l'utilisation de fiente de poulet dans l'alimentation des bovins destinés aux hamburgers. •

Didascalies d'une Belgacomédie

Le dauphin aux mâchoires de requins, les poissons rouges séniles et les planctons dissidents...

En décembre 1997, on pouvait voir sur les écrans de télévision le joli dauphin de Belgacom annoncer la dérégulation prochaine du marché des télécommunications et souhaiter la bienvenue à ses futurs concurrents, en l'occurrence, le banc de petits poissons qui traversait l'écran. Ce que la pub n'indiquait pas, c'est la sauce à laquelle allait être mangé le personnel. L'actionnaire majoritaire, *Ameritech*... Correction : l'actionnaire majoritaire, c'est l'État, dont l'intervention dans la gestion de Belgacom est aujourd'hui aussi liquide et invisible qu'un flux de capitaux... *Ameritech*, donc, l'actionnaire le plus autoritaire, avait déjà annoncé la couleur, en incitant la direction à supprimer 12.000 emplois. La moitié disparaîtra fin de cette année. Précaution sociale d'usage par ces temps de dégraissage de baleine par le biais de bas de laine : la prépension. Grande victoire syndicale, ça, la... prépension. Tout le monde, il est content... sauf ceux qui restent, évidemment. Pour eux, la direction a concocté un plan de restructuration dénommé PTS (People Teams and Skills). Depuis lors, ce n'est plus la folle ambiance au sein du personnel. L'amertume suinte de tous les murs de l'entreprise. L'application du plan de restructuration foisonne d'irrégularités procédurières et laisse entrevoir des cas flagrants d'injustice qui ne font qu'attiser les animosités entre certains employés. Il en découle un nombre incalculable de dépressions nerveuses et quelques cas de suicide...

ACTE I

Le numéro que vous avez composé n'est pas attribué !

Dans cet océan de stress, certains essaient tant bien que mal de garder la tête hors de l'eau. En mars 1998, des mouvements de grève viennent troubler la quiétude d'une direction qui continue à occulter la réalité quotidienne tout à fait affligeante dans laquelle évoluent les employés. À Liège, entre autres, nombre d'affiliés CGSP (ndlr : syndicat socialiste des services publics) semblent résolus à ne pas se laisser faire. Considérant que les événements de mars n'ont amené la direction de Belgacom qu'à apporter des réponses timides à leurs problèmes, ils lancent un second mouvement de grève en juin, puis tentent d'entrer en contact avec les employés des autres régionales et leur adressent un tract dont le message se résume plus ou moins à ceci : *Nous apparaissons aujourd'hui comme des parias au sein de l'organisation syndicale. Serions-nous les seuls à souffrir d'un mal de vivre au sein de Belgacom ?* Il semblerait bien que ce petit numéro de spontanéisme n'ait pas du tout été apprécié par les instances syndicales CGSP. Un correction s'imposait... 26.06.98... voilà le bon numéro... c'est-à-dire la date à laquelle Guy Lemaire (président de la régionale de Liège) et Jean-Louis Claessens (vice-président) sont exclus de la CGSP !

ACTE II

La vérité a-t-elle des droits ?

Dans *La Tribune CGSP-Télécom* du 28 août 1998, on trouve un article dans lequel le secrétariat permanent se répand en arguments techniques et dresse l'inventaire de tous les griefs qu'il a contre Liège depuis six ans, ce afin de mieux justifier ce qui a entraîné l'exclusion de Guy Lemaire et Jean-Louis Claessens.

Cet article, long de quatre pages, a pour titre : *La vérité a-t-elle des droits ?* Il est précédé d'un éditorial signé de la main du président de la centrale Télécom, texte intitulé *Vous avez dit démocratie ?* dont un passage annonce d'emblée la couleur : *La prolifération des démocraties personnelles tendant à imposer à l'ensemble les aspirations d'une minorité aboutirait sans aucun doute à l'anarchie la plus complète.* Cet élan de philosophie de cuisine démontre combien les préjugés peuvent facilement balayer la réalité historique d'un mouvement syndical dont les plus hauts représentants semblent aujourd'hui atteints d'amnésie totale. Mais on ne peut à la fois rêver d'un mouvement fluide et vouloir préserver une institution rigide. Quand on évolue au sommet d'une tour et que les fondations se mettent à bouger sans crier gare, le choix est vite fait. Et c'est bien entendu le concept de démocratie qui en prend pour son matricule. Vous avez dit *démocratie* ? La vérité a-t-elle des droits ? Autre éclairage, autre vérité. Guy Lemaire a la parole.

■ **Alternative Libertaire : Guy Lemaire, quelle est votre analyse de la situation par rapport à tout ce qui s'est passé à Belgacom au cours des dernières années ?**

● **Guy Lemaire :** La chose déterminante, c'est le passage du secteur public au secteur privé, donc d'un service d'intérêt général à un service visant à faire du profit et à satisfaire des actionnaires. Quelque part, la direction de Belgacom joue bien le jeu. Je ne critique pas la façon dont s'y prend la direction : son but, c'est de faire de l'argent... et ça marche dans son optique. On avait auparavant des abonnés auxquels on rendait un service. À présent, ces abonnés sont des consommateurs qui ont leur importance en fonction de l'argent qu'ils rapportent. C'est une vision de la société : faire des sous, donc augmenter les cadences et donc faire travailler les gens dans des conditions inimaginables. Quand on voit ce qui se passe dans les Call Centers (*Renseignements, bonjour...*), c'est un boulot, qui à long terme est psychologiquement insoutenable. On en arrive à la notion d'*agents cleenex* que l'on utilise quelques mois (par le biais de contrats à durée déterminée mal rémunérés) puis que l'on jette. Mais le plus dramatique est l'attitude du syndicat par rapport à cette situation. On assiste pour le moment à une mutation syndicale, du fait que le syndicat calque ses attitudes, non pas sur sa base, mais sur le discours patronal. La vision philosophique qui sous-tendait l'action syndicale a complètement disparu.

■ **Et sur un plan plus affectif ?**

● Mais ce qui me fait avant tout réagir, ce sont mes options philosophiques. Je suis libre penseur. Je crois à une société où l'être humain a droit à un maximum de bonheur. Le but de l'homme est d'être perfectible, tout comme la société. Je crois en une société qui va vers plus de solidarité, vers plus de fraternité. Ce sont bien sûr de grands mots, mais pour moi ils ont encore un sens. Or on se retrouve devant un appareil syndical qui adopte aujourd'hui une attitude de gestionnaire et qui passe plus de temps à justifier les positions de la direction qu'à être à l'écoute de ses militants. Mais est-ce que ces gens, qui se disent syndicalistes, ont encore conscience des réalités du terrain ? Tous les jours, des gens abattus et aux bords des larmes viennent me trouver pour m'exposer leur malaise. Comment le syndicat peut-il occulter cette réalité ?

■ **Qu'est-ce qui explique justement l'isolement de la régionale de Liège dans cette problématique ?**

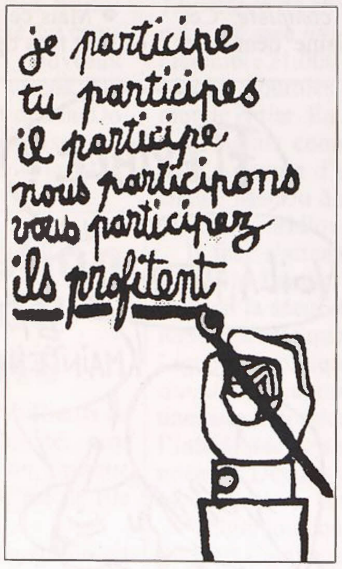
• Liège a toujours été en rupture par rapport à l'appareil, parce qu'il y a à Liège une tradition de *démocratie directe, action directe*. La base est consultée et le rôle du président, c'est de se conformer à la volonté de la base. Or on a une présidence nationale dont le message serait plutôt : *Vous êtes là pour faire accepter nos positions aux militants*, comme s'ils incarnaient l'unique voie possible... l'avant-garde éclairée. Ce qu'ils veulent, ce ne sont pas des présidents de régionale incarnant des sensibilités différentes mais des témoins de Jéhovah chargés d'apporter la bonne parole au troupeau. Tout le problème est là. Le président qui m'a précédé à Liège était également quelqu'un qui respectait les positions de sa base et qui parlait un langage vrai, en ce qu'il dénonçait à haute voix les irrégularités du plan PTS. Ce que l'appareil n'ose pas faire, puisqu'il a participé à l'élaboration du plan. Si j'étais à la place de la direction, je m'inquiéterais quand même de savoir que 80% des personnes que l'on croise tous les jours dans les couloirs répondent à la question *Comment ça va ?* - par *Comment veux-tu que ça aille ?* Ceci démontre quand on est entré dans une logique de souffrance et de mal de vivre... Je ne pourrais pas être patron de Belgacom. Comment peut-on être patron et feindre d'ignorer que le sentiment qui domine au sein du personnel autrefois le plus dévoué se résume aujourd'hui à *J'attends la deuxième vague de prépension*. Si c'est ainsi qu'ils comptent accroître les gains de productivité...

■ **Pour me faire l'avocat du diable, comment répondez-vous aux critiques de la Tribune, selon lesquels *Liège n'en fait qu'à sa manière, Liège ne respecte pas la démocratie syndicale, Liège dit non à tout, Liège ne construit pas, Liège ne se conforme pas aux décisions de la majorité* ?**

• Aux décisions de quelle majorité ? Lorsque la régionale de Liège organise une assemblée générale, elle parvient toujours à attirer plus de trois cents militants. Existe-t-il une autre régionale qui peut en dire autant, alors que je viens encore d'apprendre qu'à Bruxelles, ils parviennent à peine à rassembler une cinquantaine de personnes. Et en imaginant même que les présidents des autres régionales adoptent véritablement les positions de leur base après consultation, s'ils sont neuf sur dix à s'opposer à Liège, la démocratie syndicale telle que je me la représente veut que la personne restante ait néanmoins la possibilité d'exprimer son point de vue sans avoir à craindre les éventuelles foudres des dirigeants. Hélas, j'ai bien peur que l'on ne fonctionne plus dans une démocratie syndicale du tout, mais plutôt dans une forme d'oligarchie, un cercle d'initiés qui se connaissent et qui se sont élus les uns les autres... J'ai toujours fustigé beaucoup de bases endormies, en leur disant *Vous êtes le syndicat, exprimez vous !*, car construire le syndicalisme selon moi, c'est avant tout créer un espace de paroles où les employés auront la possibilité d'extérioriser tout ce qu'ils gardent trop souvent en eux. Et c'est très difficile aujourd'hui, car les gens ont de moins en moins de conscience sociale, se disent de plus en plus apolitiques... à cause d'un certain manque de courage sans doute, mais également à cause de certaines désillusions. Et les déçus du syndicat ne se comptent plus à Belgacom...

■ **Pensez-vous, comme on l'entend parfois, que certains délégués ont avant tout cherché à sauver leur propre situation pendant que le navire coulait ?**

• Il y a de cela bien sûr, de même que l'on ne peut nier l'existence d'un système de remerciement entre certains dirigeants syndicaux et des membres du personnel. Mais dresser une frontière entre des actes de connivence mutuellement consentis et le traitement par un représentant syndical de cas individuels urgents et alarmants n'est pas toujours facile. Au-delà de cela, il existe selon moi un problème bien plus grave qui se situe au niveau de la tête de syndicat. J'ai de plus en plus l'impression que certains hauts dirigeants souffrent aujourd'hui du syndrome de Stockholm et qu'à force de fréquenter la direction, ils en viennent à être fascinés par ceux qui les ont pris en otage. Le président de la centrale Télécom, pour ne prendre que cette exemple, me semble avoir perdu tout sens critique. De flatteries en flatteries, il est aujourd'hui soumis à la personnalité de l'administrateur général. Plus largement, au sein du secrétariat national et des régionales flamandes, on trouve également des gens brillants, mais qui sont hélas des manipulateurs féroces... Personnellement ce qui me dérange le plus, c'est ce sentiment qu'ils ont de détenir **la** vérité. Et tout qui s'oppose à leur vérité, comme nous l'avons fait, représente une menace et doit être "fusillé" pour l'exemple. Je reste en outre convaincu par nombre de témoignages qui ne se font hélas pas ouvertement que l'ordre d'exclusion est venu de Belgacom... En clair, la direction de Belgacom a demandé au syndicat de mettre de l'ordre dans ses rangs sous peine de rompre toute discussion.



■ **Comment s'est passée cette exclusion ?**

• Première chose, on peut comprendre en lisant l'article de la Tribune, que pour justifier mon exclusion et celle du vice-président, le secrétariat fait référence à des "péchés" commis par nos prédécesseurs. En outre, il faut savoir que Philippe Richard, président national, a toujours considéré la régionale de Liège comme une bande de trublions (on trouve le terme "trouble-fête" dans la Tribune). Je passe sur la campagne de dénigrement faisant de moi tantôt un populiste, tantôt un membre du PTB, tantôt un membre du Front national aux ambitions politiques. Moi qui ai été président de la *Libre pensée* verviétoise et administrateur de la *Maison de la laïcité* de Liège, je pense que la vigilance de mes amis m'aurait facilement écarté si j'avais jamais eu des tendances FN.

■ **Mais chronologiquement, que s'est-il passé exactement ?**

• Lorsque j'ai été élu à la présidence de Liège, j'ai tout de suite cherché à entrer en contact avec Philippe Richard pour une mise au point sur la situation de Liège. Je n'avais pas envie de vivre mon expérience syndicale à couteaux tirés. Nous acceptions donc de collaborer de nouveau avec le secrétariat national après de longs mois de tensions. Mais en mars, un mouvement d'humeur est initié par les militants CSC (ndlr : syndicat chrétien) de Charleroi... En fait, la pression était devenue trop forte partout en raison des conditions de travail. Par la suite la CGSP de Charleroi et de Liège ont embrayé, et bientôt les nationaux, sentant que le mouvement leur échappait, ont récupéré le tout en proclamant un jour de grève nationale, grève refusée par les régionales flamandes, ou plutôt par les conciles flamands, qui n'avaient pas envie de partir quand les Wallons en avaient envie. La direction de Belgacom, surprise par la grève, a invité les organisations syndicales à lui poser des questions. Lors de la réunion suivante du national, je suis monté à la tribune et ai réclamé plus de transparence de l'organisation syndicale, de manière à ce que les décisions qui ont des répercussions sur le personnel ne soient pas toujours prises entre le secrétariat et la direction, sans débat. Je suis revenu à Liège en demandant aux militants d'attendre ce qui ressortirait du petit jeu de questions-réponses, ce qui démontrait ma collaboration avec les instances. Mais les militants étaient fort peu réceptifs, ils voulaient sortir et faire un mouvement d'humeur. Même si j'ai pu calmer les esprits avant la tenue du congrès suivant, lorsqu'ils ont appris ce qui en découlait, leur impression a été plus ou moins la suivante : *C'est du vent, on sort !* En tant que président, je n'avais pas d'autre choix que de suivre. Deux jours avant la grève, j'ai donc rédigé un communiqué pour informer la presse. C'est là que les instances me sont tombées dessus.

■ **En informant la presse deux jours avant le déclenchement de la grève, vous avez donc donné tout le loisir à vos détracteurs de vous accuser d'en être l'instigateur...**

• D'où ma suspension jusqu'alors temporaire. Mais pour répondre à cette sanction injustifiée, les militants de Liège ont cherché à savoir s'ils étaient les seuls à ne pas accepter la situation actuelle au sein de Belgacom. Nous avons alors créé un laboratoire d'idées, d'où est sorti un tract s'adressant aux employés des autres régions.

■ **Tract qui a été interprété par les instances syndicales comme une volonté délibérée de court-circuiter le processus de décision traditionnel, dans le but de semer la pagaille...**

• Je ne comprends pas... non sérieusement, je ne comprends pas [il se met à rire].

Voilà des gens qui collent de beaux autocollants derrière leurs bagnoles : *Après la place Tienanmen, les gens ont droit à la liberté d'expression*, et eux fonctionnent sur le même système que le gouvernement chinois. On a pas le droit de se parler, qu'est-ce que c'est que ça ? Mais tout le monde a le droit de parler à tout le monde, je dirais même le devoir. Ce n'est pas dans la démocratie que l'on a peur que les gens communiquent, c'est dans l'Espagne de Franco, le Chili de Pinochet, la Russie de Staline. Si on pousse leur logique à fond, je suis de Belgacom Liège, je vais à Belgacom Bruxelles, je vais faire pipi dans les toilettes, je rencontre un collègue, je n'ai pas le droit de lui dire que je me sens mal, parce que je suis sur Bruxelles et pas sur Liège... C'est de la folie, ça ! Pourquoi les gens ne peuvent se parler, si ce n'est dans l'intention de fonctionner dans une dictature ? Après la diffusion de ce tract, j'ai été appelé par le secrétariat, je sentais bien quel allait être leur message : *On croyait que vous alliez être gentil, mais vous n'avez pas été gentil, alors on va vous punir plus fort*. Et le 26 juin, l'interrégionale wallonne a décidé de nous exclure, Jean-Louis Claessens et moi...

■ **Avez-vous intenté un recourt ?**

● J'ai intenté un recourt fin du mois d'août. Jean-Louis Claessens, le brave, qui avait encore plus tenté que moi de collaborer avec les instances, n'a pas suivi cette démarche, pour la bonne et simple raison qu'il n'a pas envie d'être jugé une seconde fois par ceux qui l'ont condamné. Voilà une chose que je reproche à nouveau au système. Parlons-en donc de la démocratie syndicale : ceux qui ont été jugés dans une premier temps seront également jugés dans un second temps. Quoique juges... J'estime qu'avec la propreté morale et intellectuelle que j'ai au niveau syndical, c'est moi qui devrais être leur juge et pas le contraire. Parce qu'en plus, ils se prennent pour des juges, des gardiens de la loi... J'ai lu avec attention leur texte dans la Tribune, ce n'est qu'une succession d'articles, de points de procédure... Pas de cœur, pas d'âme, rien que des petits fonctionnaires de l'horreur qui adoptent l'attitude des gardiens de parking.... Ils ont le règlement-qui-veut-que..

■ **Quelle a été la réaction des affiliés de Liège, à l'annonce de la nouvelle ?**

● Ils ont été superbes. Ils ont lancé tout de suite un mouvement de grève et ont été manifester à près de trois cents devant les locaux de la CGSP. Je dois également préciser que j'ai reçu des coups de fil et des lettres de sympathie de militants d'autres régionales. S'ajoutent à cela des messages de soutien provenant d'enseignants liégeois et de gens qui n'ont rien à voir avec le syndicat. C'est finalement ce qui me fait le plus chaud au cœur... Si c'était à refaire, je le referais. Quand je repense à ce que m'a dit le président de l'interrégionale flamande lors de mon exclusion : *C'est le triomphe de la raison, sur le cœur !*. La raison sans cœur... ça ne veut rien dire. Les idées émanent des sentiments.

■ **Et maintenant, qu'est-ce qui va advenir de vous ?**

● Il ne faut pas se faire trop d'illusions. Ils ont la force de l'appareil. Dans six mois, on ne parlera plus de nous, et ils auront récupéré les gens qui conçoivent le syndicat comme une assurance. Quand à ma situation professionnelle, on me fait de plus en plus sentir que je dérange. Au quotidien, ma vie est difficile. Je sens bien qu'on veut me le faire payer cher. Le pire à Belgacom, c'est la dictature des kapos... des chefs de service parfois plus zélés que la direction. Et comme je n'ai même plus le droit d'être affilié, la CGSP me livre pieds et poings liés à Belgacom.

■ **Depuis combien de temps travaillez-vous à Belgacom ?**

● Vingt-cinq ans.

C'est sur ces mots que s'est achevée l'interview. La discussion officieuse qui a suivi a été tout aussi riche d'enseignements. Ce n'est pas tous les jours que l'on a la possibilité de rencontrer un autodidacte hédoniste qui a fréquenté Léo Campion !

Mais pour revenir à nos... moutons, il convient de préciser que trois semaines après cet entretien, j'ai rencontré Guy Lemaire à la manifestation de Vottem. Il m'a appris que son recours avait été rejeté (pour retard) et que sa demande de droit de réponse dans la Tribune avait été refusée sous prétexte qu'il n'était plus affilié. Un délégué de Namur a en outre démissionné de ses fonctions, sentant bien que sa vision du syndicalisme ne correspondait pas à celle des instances. Quand aux affiliés de Liège, nombre d'entre eux continuent à ce jour de ne pas payer leur cotisation en signe de protestation... mais jusqu'à quand ?

ACTE III

La CGSP-Télécom, un appareil cellulaire qui aime les abonnés absents ?

Jusqu'au moment de mettre sous presse, Guy Lemaire et Jean-Louis Claessens n'ont pas interjeté appel de leur décision. Ce qu'ils ont néanmoins fait, c'est provoquer une interruption de travail à Belgacom Liège en guise de solidarité de la part de leurs membres. Il est évident que la CGSP n'a pas reconnu cette action. Non seulement parce qu'elle était entreprise à l'encontre de sa propre organisation, mais également parce que cela n'a pas de sens d'organiser une assemblée générale avec en annexe une interruption de travail chez Belgacom, à propos d'un problème qui n'a rien à voir avec l'entreprise ou avec un conflit social général. Sur le plan strictement légal, l'interruption de travail est un cas d'absence non justifiée (La Tribune, 28 septembre 1998).

Monatte, Pouget, Sorel et, plus près de nous, André Renard, doivent en pisser de rire dans leur tombe. Ce morceau choisi éclaire à lui seul tout le gouffre qui sépare aujourd'hui le syndicalisme des commissions paritaires et celui des assemblées générales. Il fait en outre apparaître un point commun entre la direction de Belgacom et la tête de la CGSP-Télécom : la première pousse d'un coup vers la porte 6.000 agents incarnant la mémoire de l'entreprise, la seconde pousse vers la porte des militants incarnant la mémoire d'un syndicalisme de combat. Personne n'y gagnera au change, pas même le client roi !

On ne le dira jamais assez, la déception vis-à-vis d'une organisation syndicale ne justifie pas que l'on verse dans le suicide quotidien de la résignation. C'est là un point de vue qui sans doute doit réunir tous les syndicalistes. La démocratie syndicale repose sur des actes, pas sur des critiques gratuites et des chèques en blanc pour délégué. L'argument vaut autant pour une structure syndicale dont on a désormais du mal à comprendre la logique. On ne peut pas vouloir à la fois reprocher à des affiliés leur absentéisme, pour ensuite sombrer dans la politique de la terreur, quand la minorité d'affiliés déterminés adopte des positions qui ne satisfont pas les instances. Car s'il fallait pousser à fond la logique que suit le secrétariat permanent dans les pages de la Tribune, ce ne sont pas deux boucs émissaires mais la majorité des militants de Liège qui auraient dû être exclus. Pourquoi ne pas l'avoir fait, dès lors ? Par peur d'une perte financière ?

Enfin, il convient en dernier lieu de réserver une petite place à un non-dit qui a empesté cette triste affaire. Les instances syndicales auraient tort de nier que certains délégués bien dressés (mais moins doués pour le bagout) n'ont pas hésité à attaquer Guy Lemaire sur le terrain de sa vie privée pour mieux justifier cette exclusion. Relent de puritanisme abject et médiocre que l'on aimerait renifler ailleurs que dans un syndicat chantonnant si souvent *À bas les calotins*.

Et l'hypocrisie est d'autant plus insoutenable quand on peut lire dans la Tribune : *Les événements malheureux de Liège et les suites vraiment odieuses que certains parfois anonymement y donnent sont une atteinte à l'essence même du fonctionnement démocratique du syndicat*. Car il est surprenant de constater que quelques lignes plus loin, les auteurs du texte se retranchent derrière un paravent bureaucratique et signent... **Le secrétariat permanent**.

Ne commettons pas cette erreur...

★ **Didier Kuckaertz (Flip)**

Que la guerre est jolie !

Labarde et Maris publient un manuel de désintoxication.

Paru en mars de cette année et dédié au "chômeur de confort" (terme inventé par Michel Bon et popularisé par Alain Minc), l'ouvrage de Philippe Labarde et Bernard Maris est un camouflet à la fois sévère et croustillant (presque jubilatoire) à l'encontre du capitalisme mondial et de la pensée libérale, en guerre économique perpétuelle afin de s'approprier la plus grande part possible des richesses de la planète.

En intitulant le prologue de leur livre *La propagande par tombereaux*, les auteurs ouvrent le feu en dénonçant d'abord la débauche médiatique déployée au cours de ces dernières années en faveur du libéralisme et de son économie de marché, présentée comme le seul système valable auquel le monde entier devrait se soumettre. *Merveilleuse guerre économique, dont la propagande veut nous faire des soldats du marché du travail des héros de la flexibilité, de la compétitivité, de la productivité, de la lutte concurrentielle... pour qui ? Pour les détenteurs de monopoles, les dictateurs du logiciel comme M. Gates ? Les féodaux abreuvés à l'impôts comme M. Dassault ? Les rentiers récupérateurs de marchés comme Messier ? La guerre économique permet d'aligner les chiffres du commerce extérieur, largement payé par les subventions publiques (pas vrai, les céréaliers ?), comme autant de petits drapeaux fichés sur les collines ennemies. Battez-vous, luttez, vous ne penserez pas à autre chose* [...] *La guerre, on vous dit. Soyez mobiles, prêts à être embauchés le matin pour être débauchés le soir. Flexibles. Courbés. Prêts à attaquer. On vous sifflera dès qu'il faudra sortir du trou. Et après l'assaut, un nouvel assaut, puis un autre. Sans fin. Pour la guerre, il faut des soldats, des chefs et des marchands de canons. Et surtout de la propagande. De la propagande, on n'en a pas eu des kilos, mais des tonnes. Des tombereaux : les fonctionnaires sont des planqués ; les smicards de honteux privilégiés ; les assurés sociaux des nantis et les chômeurs des paresseux qui s'accrochent à leurs alloc's.*

En démasquant *cette imposture de la communication*, les auteurs mettent le doigt sur le procédé sournois qui consiste à *associer la modernité au libre-échange (qui contient le mot liberté) et à la déréglementation (qui contient une pincée d'"anarchie")* [...] *Incontestable fut l'apport des médias dominants à l'offensive obstinée que mène depuis des lustres ce que l'on nommera ici par commodité le "parti de la guerre"* soutiennent les auteurs. *Que ledit parti soit de surcroît parvenu à se parer des plumes de la modernité est sans doute sa performance la plus remarquable. Réussir à repasser les vieux plats du conservatisme et de la bonne vieille accumulation capitalistique, sous l'intitulé "flexibilité allégée", tient du prodige.*

Les auteurs n'omettent pas, bien sûr, d'égratigner au passage les politiques dites "de gauche", n hésitant pas à comparer cette "gauche" (actuellement au pouvoir un peu partout en Europe) *au héros du film "Le Pont de la rivière Kwaï", ce colonel anglais prisonnier des Japonais qui, avec ses officiers, passe de la résistance à la collaboration en construisant un pont décisif pour l'effort de guerre de l'ennemi au seul prétexte de démontrer à ses geôliers sa capacité à faire mieux qu'eux ! On en sourirait en haussant les épaules* ajoutent-ils, *si cette débâcle idéologique n'avait, au-delà des espérances trahies, entraîné une méfiance et un rejet de l'action politique, dont le moindre des effets ne fut pas l'émergence du Front national.*

L'ouvrage aborde également la question de l'AMI, l'accord multilatéral sur les investissements, conçu sous l'égide de l'OCDE dont les auteurs donnent d'ailleurs une assez piquante définition : *200 "experts" basés à Paris et fabriquant la bonne parole et la statistique libérale : l'offre, la demande, trois chiffres, et la messe est dite. Radio-Paris économique.* Labarde et Maris rappellent que cet accord supranational permettant à l'*économie mondiale unique* d'échapper aux exigences nationales et territoriales dans le domaine des protections sociales, de l'emploi et du respect de l'environnement (notamment), fut élaboré dans l'ombre, *comme s'il s'agissait de secrets nucléaires (et il s'agit bien d'une bombe antisociale).* Leur conclusion est que *les nigauds qui voient dans le marché mondial uniformisé une sorte de monde enfin unifié, "homogène", "fraternel", n'ont rien compris à ce qu'étaient les guerres féodales interminables qui saignaient autrefois des pays comme le Japon, la Chine ou le France du Moyen Age : des batailles de Grandes Compagnies, au nom si juste, pour dépecer un pays sans autorité, tailler et saigner des paysans "homogènes" et "fraternels". La World Compagnie n'est que la Grande Compagnie du temps des croisades, passablement cruelle. Ce qui est bon pour General Motors est vraiment mauvais pour les poumons. Quant à ce qui est bon pour Renault, c'est mauvais pour l'emploi.*

La guerre économique aligne les chiffres du commerce extérieur comme autant de drapeaux fichés sur les collines ennemies.

Les auteurs déplorent en outre que la notion d'"égalité" se voit doucement escamotée au profit de *cette sornette "d'équité", dernier cache-sexe branché balladurien qui, sous prétexte de progressivité (personne n'est contre évidemment), essaye de faire passer en douce la privatisation des services publics* [...] *Le service public est fondé sur la notion d'égalité et ça, c'est insupportable* font remarquer nos deux compères. *L'égalité aussi est injuste. Féconde inégalité au contraire ! La dernière tarte à la crème des pourvoyeurs de chair à canon est le thème de la juste discrimination, bref, de l'égalité injuste qui doit céder la place à l'"équité". L'idée que l'égalité est injuste au nom la responsabilité et de l'initiative est aussi vieille que la mauvaise foi réactionnaire des individus en "haut de l'échelle" qui cherchent à justifier la possession de leur barreau* [...] *Non seulement ces gens sont riches, mais ils voudraient en plus qu'on les aime. Et qu'on pleure à toute redistribution qui fabrique de l'égalité, car celle-ci est injuste.*

Le monde de la bourse n'est pas épargné, lui non plus : *Démocratie des marchés et dictatures des crétins !* tempêtent nos bougres. *Les opérateurs sont un cercle. En boucle. John achète parce que Tom achète parce que Bill achète parce que John achète. Au bout du compte John achète parce qu'il achète, mais croit qu'il achète parce que les autres achètent. Les opérateurs sont des étourneaux qui se prennent pour des aigles* [...] *La bourse crée de la valeur tant que les boursiers y croient, leurs croyances se fondant sur leur propre opinion, c'est dire si c'est du solide ! Il n'y a pas moins rigoureux et rationnel que ces marchés qui prétendent donner la juste valeur des entreprises ou le bon niveau du taux d'intérêt* [...] *Il n'y a pas plus bizarre qu'un opérateur de marché. Le chien de Pavlov est un miracle de mécanisme à côté de l'opérateur de marché. Le chien de Pavlov concerne un minimum de déterminisme. Il salive quand la cloche de la soupe tinte. L'opérateur de marché en est incapable. Il obéit à une logique qui n'appartient qu'à lui, laquelle est déterminée par ce que fait son voisin qui se fonde sur la réaction impulsive d'un troisième...* Labarde et Maris n'ont pas leur pareil pour démystifier le pouvoir des marchés boursiers : *De la richesse ? Mais s'il s'agit de richesse, il faut qu'elle se réalise, qu'elle s'échange contre du concret, marchandise ou service. Or il semble qu'elle n'existe que tant qu'elle n'est pas réalisée, comme l'équilibre du cycliste qui n'existe que tant qu'il pédale. Tant qu'on spécule et accumule en vase clos, ce capital donne l'illusion d'exister. Au-delà, il risque d'apparaître pour ce qu'il est : des lignes d'écritures sur des disques durs d'ordinateurs qui seront nettoyés aussi rapidement qu'ils ont été remplis.*

Le livre se referme sur un épilogue vigoureux en forme d'*Éloge de la résistance. Il faut savoir désobéir* exhortent les auteurs. Quant à savoir comment il conviendrait d'agir concrètement, c'est une autre affaire...

★ **Gun**

Philippe Labarde et Bernard Maris, *Ah Dieu que la guerre économique est jolie !*, Albin Michel, 1998. Philippe Labarde, membre du CSA, a été chef du service économique et directeur de l'information du journal *Le Monde*. Bernard Maris, professeur d'université, *Oncle Bernard* à *Charlie Hebdo*, a reçu le prix du meilleur économiste en 1995.

Défense du service public ou défense de l'État ?

Privatisations, offensives contre le service public... la politique néo-libérale qui doit permettre à nos industriels de se placer sur le terrain de la concurrence internationale (sans faux frais et sans impôts excessifs), ne fait que commencer.

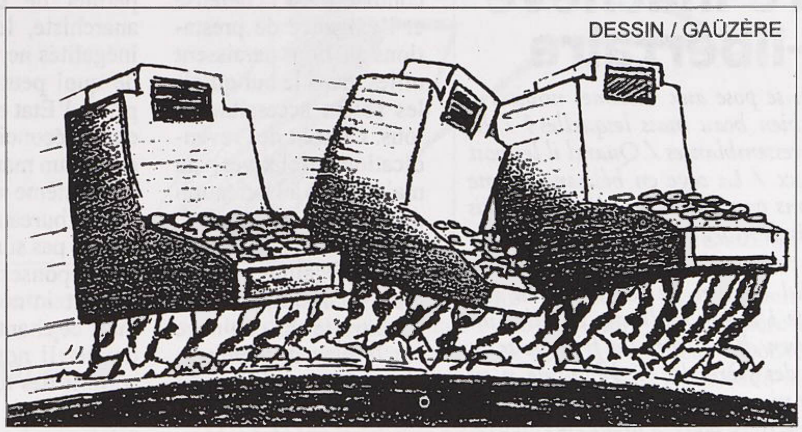
Face à ces attaques, la résistance s'organise. Elle s'exprime par des manifestations et des grèves dans lesquelles on retrouve des salariés des services publics. Ces mouvements sont aussi accompagnés de discours idéologiques visant à revaloriser la légitimité et les fonctions de l'État. On a pu voir à la TV un Daniel Cohn-Bendit déclarer qu'à Francfort, la police faisait du travail social.

À l'heure où la mondialisation de l'économie ainsi qu'un certain nombre d'instances supranationales (FMI, G7...) imposent aux différents gouvernements leurs politiques financières, l'État nous est présenté comme un rempart susceptible de contenir les méfaits du capitalisme. C'est assez paradoxal, mais dans les rangs de la "gauche de la gauche", on semble de plus en plus convaincu que le salut ne peut venir que d'une politique volontariste menée par des gouvernements socialistes (ou socialo-communistes). Aux yeux de certains militants, les seules alternatives à l'heure actuelle seraient soit de *réhabiliter Keynes*, soit de mettre en place *une politique économique capitaliste planifiée à moyen terme* (1). Ces "gauchistes", qui portent notamment leurs espoirs sur les mesures légales de réduction du temps de travail, nous expliquent que *la relance de la masse salariale par la création d'emplois sera bonne pour la croissance, donc pour le budget de l'État et l'activité des entreprises* (2).

Il s'agit, on le voit, d'un programme en plusieurs étapes. Tout d'abord, il faut évidemment faire élire un gouvernement de gauche, ensuite le convaincre de mener à bien la politique désirée, cette seconde tâche (comme la précédente ?) étant dévolue aux mouvement sociaux. Enfin, il reste à espérer qu'une telle politique entraînera les effets escomptés...

Traditionnellement, les anarchistes ont mené une critique de l'État, dans ses dimensions gouvernementales, répressives et hiérarchiques : il nous semble utile de le rappeler brièvement ici, afin de montrer combien le chemin qui nous est proposé ci-dessus est aléatoire et risqué.

Il existe dans le public une confusion entre l'idée d'État comme pouvoir séparé et l'image de la communauté nationale. On dit *Mort pour la France* et non *Mort pour le gouvernement* ! Cette confusion, toujours entretenue, repose sur le postulat suivant lequel les êtres humains seraient par nature en concurrence perpétuelle et qu'un arbitre est indispensable pour assurer la sécurité et la collaboration entre les gens. Or les anarchistes ont la conviction que la solidarité et la coopération constituent la base de l'humanité, que l'homme est un être social par nature et que la société ne se divise en classes que lorsque des centres de pouvoir parviennent à s'imposer. En d'autres termes, le goût du pouvoir serait premier et le désir d'enrichissement matériel n'en serait qu'une conséquence. Sans discuter ici de la justesse de ces idées, il nous semble clair que l'État offre, par ses lois relatives à la propriété privée notamment, le cadre qui rend possible l'exploitation capitaliste. Dans ce contexte, le discours libéral du "moins d'État" est particulièrement cynique. Des gens qui sont parvenus à accumuler des richesses grâce au pouvoir, à l'exploitation, aux guerres, à l'héritage... prétendent que la majorité, exclue depuis toujours de l'accès aux moyens de production, devrait se prendre en charge par elle-même. D'abord on vous prend tout, puis on vous dit : débrouillez-vous !


DESSIN / GAÜZÈRE

Le retour de l'"État-providence" ?

Ce qui vient d'être dit n'explique pas cependant l'apparent conflit entre la logique étatique et la logique marchande. À l'heure actuelle, tout se passe un peu comme si, en paraphrasant Marx, le développement des forces productives (plutôt du système financier et marchand) entrait en conflit avec les rapports de production (l'organisation politique) et tendait à les déborder. Mais au lieu d'annoncer le règne du prolétariat, les gains de productivité n'entraînent rien d'autre que des pertes d'emploi.

Les différents gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, n'ont pas une grande marge de manœuvre. Tous, à l'heure actuelle, tendent à adapter leur infrastructure en lui faisant subir un "régime-minceur" dans l'idée d'attirer les capitaux et de devenir plus performant au niveau mondial.

La seule entrave apparente à cette guerre commerciale étant le développement d'institutions supranationales (telle l'Union européenne) sensées mieux résister à la concurrence grâce à la protection de leur marché intérieur. Tout le problème étant d'éviter le dumping social entre les différents membres de ces alliances...

Dans ce contexte, imaginer qu'un gouvernement, fût-il de gauche, s'engage sérieusement et rapidement à mettre sur pied un véritable "État-providence" ne nous paraît guère vraisemblable. Mais ceci dit, ce genre de politique n'a jamais sérieusement menacé le système capitaliste, bien au contraire.

Dans l'après-guerre, l'"État-providence" a permis de pacifier les rapports de classe. Ce fut une réponse aux luttes sociales issues de la résistance et un moyen d'intégrer les partis communistes qui y avaient joué un rôle important. Il est intéressant de noter que ce système de redistribution, ce "capitalisme à visage humain" a connu un essor particulier dans les pays "démocratiques" qui risquaient le plus de passer dans la zone d'influence soviétique comme l'Italie, la France ou les pays scandinaves.

À l'heure où le système libéral n'a plus de concurrent, on voit mal ce qui pourrait l'encourager à mettre sur pied un nouveau plan Marshall. Cependant, si d'aventure nous devions assister à des mobilisations qui prendraient la forme d'une dynamique anticapitaliste significative, il est intéressant de savoir que des "avant-gardes" sont déjà prêtes à nous entraîner dans le même type d'impasse que celle qu'a connu le mouvement ouvrier après 1945.

Renouer avec le réformisme... au bénéfice de qui ?

En ce qui nous concerne, nous ne croyons pas que le discours idéologique qui prétend que l'extrême-gauche doit aujourd'hui se consacrer *à diffuser des idées et à susciter des actions visant à pousser les partis de gauche au pouvoir dans la plupart des pays européens à renouer avec le réformisme* (1) poursuive sérieusement cet objectif. Il s'agit plutôt, pour certains en tout cas, d'un argument de vente sur le marché de la médiation politique. Toute une série de facteurs sociaux, générationnels... sont en train de pousser des gens, qui ont constitué un appareillage théorique hors du commun et qui rongent leur frein depuis bien longtemps, à "tourner leur veste". Dans un contexte où les bonnes places sont de plus en plus rares et où certaines compétences n'ont guère de chance de trouver preneur en dehors des coulisses du pouvoir, des choix "déchirants" peuvent ainsi être faits en toute bonne conscience.

La défense du service public peut être conçue de deux manières. Il est à nos yeux parfaitement légitime de défendre une certaine forme de redistribution qui a été mise en place pour différentes raisons historiques. Qu'il s'agisse d'"acquis" gagnés par des mobilisations antérieures, ou de "carottes" adoptées de manière préventive par les gouvernements pour garantir la paix sociale est ici sans importance. Le seul critère valable étant l'utilité sociale des prestations fournies et la possibilité pour une partie de la population de trouver un emploi, c'est-à-dire d'avoir un revenu acceptable.

La question se pose en des termes différents, s'il s'agit de lutter pour permettre à des politiciens et des technocrates d'occuper des places stratégiques dans la hiérarchie de l'État, afin de "pistonner" une clientèle politique particulière. À l'heure où le marché de l'emploi se rétrécit comme peau de chagrin, il n'est malheureusement pas toujours simple de séparer les deux démarches. Pourtant, cela nous semble extrêmement important.

Durant les "bonnes années", la classe politique a systématiquement servi les intérêts d'une bourgeoisie dont elle était elle-même issue. Combien d'entrepreneurs et de commerçants n'ont-ils pas directement profité des investissements publics ? En échange de leurs bons et loyaux services, les politiciens se voyaient offrir des fauteuils dans les conseils d'administration à la fin de leurs mandats, quand ce n'était pas des dessous de table au coup par coup. Les scandales qui éclatent aujourd'hui en Valais ou à Fribourg ne sont que la pointe de l'iceberg.

Avec la mondialisation, la bourgeoisie nationale frappée d'obsolescence se trouve désormais en concurrence avec une "noblesse d'État" qui la remplace partiellement sur un plan disciplinaire. Le patron paternaliste qui faisait régner l'ordre parmi ses ouvriers et employés se voit supplanté, de plus en plus souvent, par des "chômagistes" culpabilisants ou des "formateurs" arrogants et méprisants.

Lutter au sein de la fonction publique

Le rôle principal de l'État est le contrôle social, soit la répression et la diffusion de l'idéologie dominante. Cependant, il prend aussi en charge, au niveau des services publics, des tâches utiles dans les domaines de la santé, de la formation et des transports par exemple. Cela dit, ces tâches ne sont pas réalisées d'une manière neutre. Il faut toujours avoir en tête que les ressources que l'État mobilise servent avant tout à légitimer l'action de ses dirigeants et le maintien de ses hiérarchies.

Dans ce cadre, notre combat, c'est la défense et l'exigence de prestations qui nous paraissent utiles, dans le but qu'elles soient accessibles à tous. Ce sont des revendications relatives au maintien et à la création d'emplois de qualité. C'est aussi la lutte contre les inégalités, notamment salariales, et contre l'arbitraire du copinage sur le plan de l'embauche avec ce qu'il implique de clientélisme et de soumission idéologique.

Repenser la solidarité

Quels que puissent être nos espoirs quant aux résultats des mouvements de résistance à l'offensive libérale, il est à craindre que ces prochaines années, de plus en plus de gens se retrouvent marginalisés, précarisés, condamnés à des emplois-poubelle. On peut penser aussi que l'État va progressivement abandonner de larges pans de l'aide sociale et/ou qu'il va désormais l'accompagner de mesures restrictives et disciplinaires de plus en plus dures.

Historiquement, le mouvement ouvrier s'est construit sur trois institutions : les syndicats, les coopératives et les partis politiques. S'il est clair que la participation au gouvernement ne profite qu'à une caste minoritaire et que le parlementarisme implique délégation de pouvoir et promesses non tenues, les deux autres types d'organisation ne sont pas non plus exemptes de problèmes. Les syndicats officiels sont intégrés et défendent principalement des intérêts corporatistes ; quant aux coopératives, l'histoire nous a montré qu'elles se transforment rapidement en entreprises commerciales comme les autres.

Contrairement à d'autres, nous ne pensons pas que de telles entreprises puissent se développer largement et constituer une sorte de contre-société au sein du système actuel. En revanche, elles peuvent être envisagées comme des outils de résistance, une possibilité d'autonomie pour des militants sans emploi et peut-être une occasion de satisfaire des besoins négligés par l'économie capitaliste et l'État. Mais pour éviter de trop nombreux déboires, il faudrait que de telles initiatives s'insèrent dans des dynamiques de luttes plus larges et qu'elles évitent les tentatives de récupération... c'est une musique d'avenir, mais qu'il faut explorer.

Et l'utopie...

D'un autre côté, une critique sérieuse des institutions étatiques passe nécessairement par la présentation d'alternatives crédibles. Le fédéralisme libertaire sur le plan politique au même titre que l'autogestion, le collectivisme ou le communisme sur le plan économique doivent être repensés au vu des événements de ce siècle. Qu'est-ce qui nous permet de croire que dans une société anarchiste, les rapports de pouvoir et les inégalités ne réapparaîtraient pas ? Au nom de quoi peut-on affirmer que si l'on supprime l'État et le capitalisme, la société sera enfin réconciliée avec elle-même ? Peut-il exister un marché solidaire, non capitaliste ? Un système administratif qui n'évolue pas vers la bureaucratie ? Une démocratie qui ne repose pas sur la démagogie et le charisme ? Des réponses partielles ont été données par un certain nombre de penseurs anarchistes, mais ce chantier a trop longtemps été abandonné. Il nous faut maintenant vérifier la solidité des fondations et nous remettre à la tâche.

★ Bonnie & Clyde

Extrait du journal suisse *Aujourd'hui* (voir présentation en page 28).

Cet article est déjà paru dans une version légèrement différente dans *L'Affranchi*, n°15, janvier 1998.

(1) Jean-Marie Heinrich, *Sur la conjoncture* dans *À contre courant* n°86, août 1997.

(2) Thomas Coutot et Pierre Khalfa, *Pour sortir de l'étau néolibéral* dans *Le Monde* du 8 octobre 1997. Thomas Coutot est signataire de l'*Appel des économistes pour sortir de la pensée unique*. Pierre Khalfa est secrétaire fédéral du syndicat SUD-PTT.

SEPTIÈME PARTIE DU...

Dictionnaire inachevé libertino-libertaire

Idées. [...] *Et la question se pose aux victimes novices / Mourir pour des idées, c'est bien beau mais lesquelles ? / Et comme toutes sont entre elles ressemblantes / Quand il les voit venir avec leurs gros drapeaux / Le sage en hésitant tourne autour du tombeau / Mourons pour des idées, d'accord mais de mort lente / D'accord mais de mort lente.* G. BRASSENS, *Mourir pour des idées.*

Individualisme. [...] *Nul chemin ne conduit à la cité fraternelle, sauf le chemin de l'individualisme. Éveiller un homme à lui-même, seul moyen d'ébaucher un frère de tous. Mais, si nous croyons créer des frères là où l'homme n'est même point commencé, là où vit encore l'animal national ou la bête de classe, nous nous préparons, pour la première épreuve, de bien effroyables déceptions.* H. RYNER, cité par L. Campion dans *Le drapeau noir, l'équerre et le compas.*

Industrie. *Disons-le hardiment : le savoir et l'industrie se sont fourrés dans le monde, comme les autres pestes de la vie humaine* [...] *On ne connaissait point tout cela dans le siècle d'or et les hommes d'alors, sans méthode, sans règles, sans instruction, vivaient heureux sous la conduite de la nature et par son seul instinct.* ÉRASME, *L'Éloge de la Folie.*

Ivrogne. [...] *En vieillissant, je suis devenu un ivrogne. Pourquoi ? Parce que j'aime l'extase de l'âme. Je suis un Misérable. Mais j'aime l'amour.* J. KEROUAC, *Satori à Paris.*

★ P. De Proost

Municipalisme libertaire

Il faut tout de suite dire que derrière ce livre se trouve Murray Bookchin, et Janet Biehl, l'auteure de ce texte, ne s'en cache pas.

Son idée est de livrer un "résumé" aussi exact que possible des théories de celui-ci. Toutefois, il est bien clair que les dimensions d'un tel ouvrage ne sont pas propres à contenir les dizaines d'années de réflexion et de travail de Bookchin. Aussi, ce livre souffre-t-il d'une certaine tendance à la simplification et au raccourci. Ces défauts, difficilement évitables dans ce genre d'exercice, permettent tout de même de se faire une bonne idée de ce qu'est le municipalisme libertaire.

Bookchin est certainement un des principaux penseurs anarchiste de ce siècle. Après avoir été un syndicaliste très actif dans les années trente aux États-Unis, il s'intéresse à partir des années soixante à l'écologie et aux destructions causées à l'environnement par le capitalisme. Pour lui, comme pour Marx avant lui, *le capitalisme est un système qui doit nécessairement détruire la société à cause de son principe directeur de production pour la production, de croissance pour la croissance*. La solution est pour Bookchin la mise en place d'une société rationnelle communiste libertaire qui articule au mieux les intérêts des individus et la préservation de l'environnement naturel. Il est notable qu'à la différence de certains écologistes radicaux dits "profonds", il ne se défie pas de la technologie et, qu'il compte, au contraire, sur sa mise en œuvre bienfaisante, notamment pour tendre à supprimer les travaux les plus pénibles.

DESSIN : GAÜZÈRE

Une histoire des Cités

Bookchin a profondément étudié l'histoire de l'organisation politique des sociétés humaines. Sa conclusion est que c'est la Cité qui doit servir de base à la transformation sociale. Cette *histoire des Cités* est certainement un des aspects les plus intéressants du travail de Bookchin. Il observe qu'avec l'apparition de la Cité, c'est le champ politique qui s'ouvre et, sonnant la fin des appartenances tribales et claniques, permet l'émergence de l'espace public. Son idée est que l'existence de l'État n'est pas une fatalité et que dans son histoire il s'est vu confronté à la Cité. Un de ses modèles est celui des cités médiévales (Xe au XIIIe siècle), rencontrées par exemple dans le nord de l'Italie, dont il démontre l'opposition au modèle féodal en vigueur. Une opposition qui, d'ailleurs, ne cessera de croître, et se traduira par une volonté d'autonomie manifestée par les communes auprès et contre les seigneurs féodaux. Pour lui, le politique ne se confond pas forcément avec l'État, et la Cité offre des possibilités pour des pratiques de démocratie directe.

Il relève d'ailleurs que l'État-nation, hégémonique à l'heure actuelle, ne peut se construire qu'au détriment des unités municipales. Pour autant, on ne trouve trace chez lui d'aucune complaisance à l'égard des modèles qu'il a étudiés. Il reconnaît toute l'étendue de leurs lacunes, comme à Athènes ou dans les cités médiévales qui ne conféraient aucun droit politique aux femmes, et ne conféraient pas le statut de citoyen aux plus pauvres.

Malgré cela, Bookchin estime qu'il y a là, source à inspiration pour une organisation sociale libertaire. Pour lui, l'espace de la ville et, encore plus, celui du quartier permettent de mettre en relation des individus sur des sujets qui les concernent également : environnement, éducation, transport. La base de l'organisation municipaliste libertaire sera donc l'assemblée populaire souveraine. On trouvera une assemblée pour chaque ville ou partie de ville pour les plus grandes, qui seront reliées entre elles sur le modèle de la confédération. Concernant le fonctionnement de ces institutions, des garde-fous directement empruntés aux idées anarchistes seront mis en place afin d'éviter l'apparition d'une classe politique. Ainsi, le pouvoir décisionnel reviendra en toute chose à l'assemblée, et ses représentants seront désignés pour dire ou faire ce pour quoi l'assemblée les aura mandatés.

Toute cette réalité future du municipalisme libertaire est longuement présentée dans ce livre, mais les exemples concrets sont très peu nombreux, ce qui n'aide pas à rendre l'ensemble clair.

Participation électorale

Comme dans toute théorie révolutionnaire, une des colles qui est posée est celle de la transition, c'est-à-dire des actions à mener et des structures à mettre en place en vue d'un changement radical de société. Bookchin envisage de participer aux élections municipales dans le but d'utiliser la campagne pour faire connaître les idées municipalistes, et d'avoir des représentants à l'assemblée municipale, où ils pourraient faire valoir leurs idées et influencer la politique municipale. Cette proposition est pour le moins étonnante de la part d'un anarchiste, lorsque l'on sait la défiance - justifiée ! - de ces derniers à l'égard des élections. En effet, qu'est-ce qui va garantir que les élus se tiendront au programme de leur groupe, et qu'aucuns de ceux-ci ne va accepter une place dans l'exécutif (ce contre quoi Bookchin met pourtant en garde) ? Selon lui, la force de caractère et de conviction des militants. Cette réponse n'est bien sûr pas satisfaisante, et cette idée d'intégrer, ne fût-ce qu'au niveau local, le jeu électoral apparaît comme le plus sûr moyen de se dissoudre dans le système.

Bookchin préconise aussi de mettre en place, dès aujourd'hui, des assemblées municipalistes libertaires, lieux d'apprentissage pour les militants, parallèlement aux institutions classiques, qui n'auront certes, aucun réel pouvoir, mais qui en se renforçant deviendront de fait (accroissement du nombre de membres, action directe) des interlocuteurs obligés pour les autorités. Mais la question se pose de la tolérance par ces dernières de telles structures, si d'aventure celles-ci parviennent à dépasser le stade

de la discussion pour avoir un impact effectif sur leur réalité. Pour Bookchin, cette confrontation est inévitable et même souhaitable, car, le but est selon lui, d'en arriver à créer une situation révolutionnaire, mais ce livre nous dit peu de choses sur la façon de se comporter lors de telles "crises".

Et l'économie ?

Mais la plus grande objection qui est à faire à la théorie de Bookchin c'est qu'elle ignore quasi totalement, du moins dans la version de Janet Biehl, la dimension économique. On sait certes que l'économie, une fois faite la révolution municipaliste libertaire, sera municipalisée, c'est-à-dire que la gestion de la production sera entre les mains des assemblées de citoyens. Il nous est aussi dit que les travailleurs auront aussi leur avis à donner en tant que citoyens mais que comme travailleurs, ils ne sauraient avoir le contrôle de la production car cela pourrait faire renaître la concurrence entre usines. Ce problème peut effectivement se présenter, mais on peut aussi imaginer que les assemblées de citoyens en viennent à faire peuve d'autoritarisme à l'endroit de certaines catégories de travailleurs peu représentés en leur sein, car Bookchin signale que la participation aux assemblées ne sera pas obligatoire. Si l'économie municipaliste libertaire est peu définie, c'est qu'il l'écarte d'entrée d'un processus qui est fondamentalement politique. Ainsi, rien n'est dit concernant la lutte contre le pouvoir des capitalistes dont l'action ne cesse de dégrader les conditions de vie des individus. Là-contre, ni les assemblées citoyennes parallèles et symboliques, ni quelques élus municipaux, même fidèles, ne pourront rien faire.

De même, il n'est guère tenu compte du fait que, si les problèmes de la ville et du quartier peuvent rapprocher les gens, les mêmes personnes ne continuent pas moins à occuper des places différentes dans l'organisation sociale et économique et de disposer de moyens différents (argent, temps). À ces conditions, des disparités difficilement surmontables risquent d'apparaître dans une assemblée qui ne prendra pas en compte cette réalité. À la question qui est posée à Bookchin en fin d'ouvrage concernant le temps et les possibilités qui manquent aux citoyens les plus défavorisés pour *se présenter à une assemblée publique*, il répond : *si les gens veulent devenir des êtres humains plutôt que des organismes qui ne font que survivre, je prétends qu'il faut faire quelques compromis*. Cette réponse brutale - c'est un euphémisme ! - semble ignorer que beaucoup sont aujourd'hui dans des situations de survie auxquelles seule une amélioration de leur situation économique peut remédier. Pour cela, un projet révolutionnaire doit intégrer le vécu économique des personnes.

★ G. Amista

Le municipalisme libertaire, Janet Biehl, Éditions Écosociété (Québec), 1998, 293 pages. Vous pouvez commander ce livre à *EDAM Europe* c/o Aide Mutuelle, case postale 664, 1211 Genève 4, Suisse.

---

*CONFÉRENCE / **28.11.1998***

Élysée Reclus

À l'occasion de la publication du nouveau numéro de la revue *Itinéraire* consacrée à *Élysée Reclus*, le *Centre Libertaire de Bruxelles* vous invite à une conférence-débat sur le thème *Élysée Reclus. Anarchiste-géographe, géographe-anarchiste. Mettre ses convictions au service de la science. Mettre la science au service de ses convictions.* Date : le samedi 28 novembre à 20h. Lieu : Institut des Hautes Études de Belgique (bâtiment de Sociologie), 44 avenue Jeanne à 1050 Bxelles. •

BELGIQUE / MERCREDI 11 NOVEMBRE 1998

Journée des femmes

L'Association 29 rue Blanche et l'Université des femmes fêtent, chacune à leur manière, la journée des femmes...

• Femmes artistes: double handicap. L'Association 29 rue Blanche, *Mouvements de Femmes*, est un groupe féministe indépendant qui, depuis 1983, a pour objet de promouvoir un changement de société fondé sur l'égalité entre les femmes et les hommes, dans le respect des différences.

À l'occasion de la *Journée Nationale des femmes*, l'Association se penchera sur la place, le rôle et les difficultés rencontrées par les femmes artistes dans notre société.

La journée se déclinera en trois temps. Des ateliers d'expérimentation artistique permettront aux femmes de découvrir des techniques originales en compagnie de femmes artistes. Au cours de la conférence-débat, *Femmes artistes: double handicap*, des acteur-e-s de terrain témoigneront de la place de la femme dans l'art en Belgique. Enfin, un match d'impro, *Déclinaisons de femmes*, proposé par la *Ligue Belge d'improvisation Amateur*, terminera la manifestation dans une ambiance chaude et festive. Le tout se déroulera en nos locaux.

Pour plus d'informations: Mouvements de femmes (Michelle Wilmet et Bérangère Claessens), 29 rue Blanche, 1050 Bruxelles, 02/538.47.73.

• Journée d'étude sur l'Actualité du deuxième sexe. En 1949, Simone de Beauvoir publiait le *Deuxième Sexe*, ouvrage qui a eu un retentissement considérable dans le monde entier. Pour fêter le cinquantenaire de cette publication, les *Nouvelles Questions Féministes* ont pris l'initiative d'organiser à Paris, en janvier prochain, un colloque international de trois jours. L'*Université des Femmes* est associée, pour la Belgique, à la préparation de cet événement. Cette journée d'étude en est une étape.

Pourquoi ce 11 novembre? En Belgique, la première *Journée des femmes*, le 11 novembre 1972, a été organisée autour de la participation de Simone de Beauvoir. Plusieurs dizaines de milliers de femmes sont venues écouter avec ferveur celle qui avait su traduire de manière scientifique les conditions de l'oppression et de l'exploitation des femmes. Le succès considérable de cette première journée a été déterminant pour l'évolution du mouvement des femmes et pour les journées des femmes ultérieures.

Le féminisme de Simone de Beauvoir n'a jamais été figé. Il a évolué au fur et à mesure de sa participation au mouvement des femmes, elle l'a elle-même reconnu. Simone de Beauvoir a montré ainsi l'importance que revêt un véritable dialogue entre intellectuels et mouvements sociaux.

Le *Deuxième Sexe* est un classique de la pensée féministe. Il faut le relire, le faire vivre en le confrontant à l'évolution actuelle des conditions d'existence des femmes ou au développement actuel des théories féministes. Il faut lui poser des questions critiques.

Les jeunes générations qui découvrent avec surprise l'importance de la production féministe, s'étonnent de ne pas avoir rencontré, dans leur cursus scolaire ou universitaire, des ouvrages aussi fondamentaux que le *Deuxième Sexe*.

Découvrir ou redécouvrir un des grands classiques du féminisme est un des objectifs de cette journée d'étude.

Le lieu: Amazone, salle A017, 10 rue du Méridien, 1210 Bruxelles. Pour plus de renseignements: Université des Femmes (Hannah Allali), 02/229.38.25.

UN JOURNAL SUISSE

Aujourd'hui

Aujourd'hui est un bi-mensuel publié à Genève. Il existe une version papier et une version internet. *Aujourd'hui* traite de l'actualité genevoise, suisse et internationale au travers de rubriques régulières, et avec la collaboration de correspondants suisses et internationaux. *Aujourd'hui* est publié par un collectif de rédaction, au sein de l'association Aide Mutuelle. *Aujourd'hui* ne poursuit pas de but lucratif, ni publicitaire. Tout bénéfice est immédiatement réinvesti dans la production de la publication. *Aujourd'hui* accueille vos écrits pour autant qu'ils présentent un intérêt certain et soient acceptés par l'ensemble du collectif de rédaction. *Aujourd'hui* espère votre soutien. Pour tout renseignement, abonnements, contributions...

★ Aide Mutuelle
C.P. 664, 1211 Genève 4
edam.ch@tao.ca

CONTRIBUTION AU CONGRÈS DE LISBONNE SUR L'ÉCOLOGIE SOCIALE

À la recherche du paradis perdu

Mimo, un quart de siècle d'activités militantes (notamment aux éditions ACL), s'interroge sur l'avenir du mouvement libertaire.

À côté des grandes épopées du mouvement libertaire qui peuvent être circonscrites à des périodes historiques précises comme la Première internationale, le développement de l'anarcho-syndicalisme et puis la révolte antiautoritaire de mai 68, on devrait refaire cette longue histoire en tenant compte de la révolution quotidienne dans laquelle se sont jeté corps et âme des figures emblématiques de ce mouvement mais aussi ces centaines de milliers de personnes dont on ne pourra jamais rappeler tous les faits et gestes.

En effet, je considère que c'est dans cette présence quotidienne qui a embrassé tous les aspects de la vie individuelle et collective que l'anarchisme a puisé sa force. Et je pense que, c'est à partir de ces activités quotidiennes qu'une culture libertaire s'est incarnée dans diverses régions du monde dans ses aspects multiformes.

C'est, à partir de ce constat, qu'on peut donc affirmer que les libertaires, par leurs diverses pratiques et différentes théories sociales, ont pu contribuer énormément à la transformation ou l'évolution du monde. On peut enfin souligner que depuis plus d'un siècle la culture libertaire est intervenue activement sur des questions telles que la famille, l'éducation, le travail, la santé, l'organisation économique et politique de la société, et le rôle des individus dans celle-ci avec leurs idées de justice et de liberté, ainsi qu'à travers des expressions artistiques polychrome. On peut ainsi ajouter que de Godwin à nos jours, cette culture libertaire a influencé l'Histoire de la pensée humaine, en en constituant une des branches les plus originales en en assumant des formes et contenus toujours nouveaux et souvent imprévisibles.

Quel avenir ?

Pourtant cette histoire si riche et par certains aspects émouvante avec ces corollaires de Saints, Martyrs, Poètes et Commandants révolutionnaires qui ont nourri l'imaginaire libertaire des nombreux acteurs comprenant diverses générations, nous amène aujourd'hui à nous poser la question suivante : quel avenir peut-on imaginer pour cette culture libertaire ? Pour ma part, cette question n'est pas ou plus liée au désir militant de voir se développer une force révolutionnaire dans les mouvements sociaux, mais exprime le besoin de faire le point, après vingt-cinq ans de bons et loyaux services, sur ce que représentent réellement les libertaires aujourd'hui. Pour approfondir cette question il faut aller chercher au-delà de ce qui n'est souvent qu'un simple discours idéologique répétitif, dont le contenu actuellement ne semble avoir aucun référant précis.

En effet, en côtoyant quotidiennement les libertaires pendant ce dernier quart de siècle, en lisant leur presse, j'ai pu constater que certains d'entre eux, et je dois dire particulièrement ceux qui sont organisés dans des structures "politiques classiques" (idéologiques précisément), désirent au début de ce nouveau millénaire encore voir resurgir des formes organisationnelles typiques de la fin du XIXe siècle, ou encore comme celle bâtie au début du XXe siècle par la "mythique" CNT espagnole.

Entre anarchisme historique et nouveau mouvement libertaire

En plus, au niveau du discours, on constate aussi que, certains d'entre eux continuent à utiliser des concepts tels que celui de "lutte de classe" et considèrent encore "le travailleur" comme cet interlocuteur indistinct, mais essentiel, pour envisager la transformation sociale souhaitée. Naturellement, à côté de ce "discours", ils s'intéressent toujours activement aux sorts des exploités et des plus démunis, comme le sont par exemple aujourd'hui en France, les sans-papiers et les SDF. D'autre part, ils manifestent régulièrement cette sensibilité en étant acteurs dans tous les mouvements de solidarité qui les soutiennent, et en exprimant leur propre inquiétude face à toute forme d'injustice sociale, décelée ou prévisible, immédiatement autour de soi ou dans une région plus "lointaine".

À côté de cette "sensibilité" que d'aucuns appellent "présence politique", cette solidarité humaine que les libertaires expriment envers ceux qui sont touchés directement par les inégalités et injustices sociales, j'ai aussi constaté, tout au long de ces dernières vingt-cinq années, l'existence et le développement de collectifs et de pratiques sociales qui, désormais, font partie de l'histoire des mouvements "alternatifs" de l'après mai 68, dans laquelle on retrouve de nombreux éléments libertaires ou antiautoritaires. Par exemple, chez les squatters, les écologistes, les punks, les féministes, les autogestionnaires, les antispécistes, etc. Pour résumer ici ce qui devrait être une large discussion et réflexion collective, on peut donc souligner que parallèlement à des mini-organisations "traditionnelles" maintenant haut le flambeau de l'Anarchie, existent ces nouveaux collectifs qui expriment des exigences qui correspondent aux besoins et aux désirs des dernières générations (naturellement d'une partie d'entre elles et surtout de celles nées dans les pays riches et démocratiques). C'est enfin, dans ces nouvelles activités, la plupart part du temps expérimentales, si diverses les unes des autres comme peuvent l'être : la création musicale, la gestion collective de restaurants végétariens, l'antimilitarisme, la recherche personnelle et les démarches collectives pour la libération sexuelle, l'écologie au quotidien, l'édition, les actions contestataires, l'autogestion de radios libres, etc., qu'on peut remarquer davantage la vivacité de la pensée libertaire dans le monde contemporain. C'est, en effet, dans ce "milieu" et à travers ses réseaux que la culture libertaire s'est montrée la plus créative. Et c'est dans ces "réseaux" que naissent et se manifestent ces agents de la transformation sociale qui vont affronter le nouveau millénaire.

Ceci n'est qu'un constat facile à faire.

Pour cela, il faut seulement prendre le temps de jeter un regard un tant soit peu critique sur ce qui s'est passé depuis trente ans autour de cette mouvance libertaire vivant autour de ses réseaux spécifiques qui expriment des besoins particuliers et immédiats. Je me réfère à ce "nouveau mouvement libertaire" qui s'est rendu visible un peu partout en Europe au début des années 70.

En étudiant et en participant à ce mouvement, j'ai aussi constaté que certains chercheurs et/ou militants continuent à s'y intéresser comme un simple appendice du mouvement anarchiste historique. Très peu sont ceux qui pensent qu'il s'agit d'un phénomène en "rupture" avec "l'anarchisme classique" dont ils soulignent l'événement emblématique, la pointe culminante (et par conséquent le début de son déclin) dans les événements de l'Espagne de 1936. En ce qui me concerne, je partage cette idée, non pas en ce qui concerne les valeurs fondamentales de la culture libertaire, ou encore la "sensibilité" propre aux anarchistes en tant qu'individus historiques, car celle-ci exprime aussi bien chez les "pères" fondateurs [je laisse entre parenthèses la question des femmes et donc des mères dans l'histoire de l'anarchisme qui est une question en soi et trop importante pour la réduire à quelques lignes], que chez les acteurs du mouvement d'aujourd'hui, ce même besoin/désir de justice et de liberté. Pourtant, je pense qu'il existe entre eux une différence essentielle et incontournable concernant leurs respectives pratiques quotidiennes. En effet, je considère que c'est elle qui forge l'individu, le collectif et en modifie la perception du monde, son imaginaire et donc les théories sociales qu'il exprime d'une manière plus ou moins structurée.

Une nouvelle étape historique

Or, en cherchant dans les innombrables livres publiés ces dernières années qui traitent de l'histoire du mouvement anarchiste, on remarque que la plupart d'entre eux s'intéressent principalement à l'histoire de l'anarchisme "classique". Ces travaux, font ainsi, "naturellement", la part belle aux époques épiques de ce mouvement, à ses "grands personnages", tandis qu'ils s'attardent trop peu sur ce que je considère comme la force de ce mouvement, c'est-à-dire son activité quotidienne. De plus, beaucoup d'entre eux ne considèrent l'anarchisme de l'après 68 que comme un épiphénomène, une résurgence, une nostalgie, une sorte de rêverie centenaire condamnée à s'effilocher avec le temps. On peut dire enfin que, comme d'autres ont pensé qu'avec la chute du mur de Berlin on assistait à la fin de l'histoire (tout du moins celle des conflits entre un idéal capitaliste et l'autre communiste, ou encore entre la démocratie libérale et un système totalitaire, une fin tout à l'avantage des premiers), il y en a eu qui ont considéré que, désormais, l'utopie libertaire (l'utopie ouverte) était morte (1), et avec elle tous les espoirs de ceux et celles qui y croyaient. Cependant, dix ans après cet événement incontournable de l'histoire contemporaine, on constate que d'innombrables questions sociales d'ordre écologique, social, politique et moral restent ouvertes, et, par certains côtés, s'aggravent dans la mesure où, d'un côté la richesse produite par nos systèmes productifs est de plus en plus importante, et de l'autre des milliers d'êtres humains continuent de mourir littéralement de faim tous les jours...

Naturellement, ce n'est pas ici que je vais m'insurger contre l'ultralibéralisme ou la pensée unique, ce qui est devenu d'ailleurs le leitmotiv d'une gauche plurielle qui se cherche en essayant de redonner du souffle aux divers mouvements sociaux qui naissent régulièrement dans les pays riches.

Il nous faut couper avec cet anarchisme qui se pare de slogans "révolutionnaires" et de l'éternelle langue de bois pour masquer le vide et le manque de perspectives qui sont les siens.

Néanmoins, je veux souligner que ce refus de l'ultralibéralisme et de la pensée unique n'est certainement pas nouveau, d'ailleurs la presse anarchiste le répète assez souvent lorsqu'elle s'adresse à ses "cousins de gauche" en lui disant : *Voyez bien que nous avons raison et depuis si longtemps en vous proposant la seule alternative possible, l'alternative libertaire ?* De plus on peut ajouter que depuis quelques années on trouve de plus en plus de personnes qui sont prêtes à écouter ce "message", et probablement "à suivre" ou s'impliquer activement dans cette "alternative". Mais ces personnes demandent aussi qu'on leur donne davantage d'explications sur ce qu'est cette alternative libertaire.

Malheureusement, je dois dire que les réponses qui ont été données jusqu'à présent sont assez décevantes. En fait, lorsque des acteurs du mouvement anarchiste ont publié, ces dernières années, des "programmes" ou des manifestes, ceux-ci contenaient peu ou prou d'idées ou concepts originaux. Pire, souvent il ne s'agissait que de pâles copies des vieux programmes vernis au goût du jour, "prônant" et "croyant" tout simplement aux vertus du "communisme libertaire" ou de l'Anarchie à venir...

Qui sommes nous ?

Pour ma part, je pense qu'une des raisons pour lesquelles nous sommes incapables aujourd'hui de préciser mieux ce qui pourrait être une alternative libertaire praticable, est le fait que nous n'avons pas assez réfléchi à l'histoire du mouvement libertaire de ces dernières trente années. En effet, nous n'avons pas beaucoup de textes analysant cette période avec un regard critique.

En réalité, et en ce qui concerne la France, parallèlement à un renouveau d'intérêt pour les idées libertaires, visible dans le monde de l'édition et chez des jeunes militants, quelques travaux ont vu le jour concernant "l'actualité de l'anarchisme". Ces travaux ont été réalisés principalement dans le cadre d'études universitaires, même si, à l'origine, il y a pu y avoir un militant/chercheur, ou un chercheur/militant.

Moi-même, après avoir participé activement à plusieurs initiatives issues du "milieu libertaire", j'ai eu besoin de confronter ce qui étaient "mes idées" sur cette question avec la réalité telle que j'ai pu l'appréhender à travers un travail sociologique. Je viens en effet de terminer cette année (98), une recherche que j'ai réalisée dans la région où je vis depuis 1975, c'est-à-dire la région Rhône-Alpes, une des régions les plus riches de France. L'objectif de ce travail était d'essayer de répondre à ces trois questions : *qui sont les libertaires aujourd'hui, que font-ils et quel est leur imaginaire?*

N'ayant pas le temps de vous en faire ici un large résumé, je vais vous présenter seulement quelques éléments qui, je l'espère, vont nous permettre d'affiner le débat qui nous voit réunis ces jours-ci.

Je dois avouer avant tout, qu'au cours de ce travail, je n'ai pas fait de grosses découvertes. J'ai constaté, par exemple, à l'instar d'autres militants et/ou chercheurs (ou encore des périodiques libertaires comme *Alternative libertaire* en Belgique et *le Monde libertaire* en France) qui ont fait circuler des questionnaires dans le milieu libertaire, qu'une toute petite partie de ces acteurs appartient à la catégorie sociale des "ouvriers" (environs 6 %), et que les chômeurs qui dans les pays riches sont en partie exclus de la répartition de la richesse sociale, ne représentent, dans ce même milieu, que quelque 5%.

A ces deux données, et à partir de ma recherche, il faut ajouter que certaines personnes qui se déclarent ouvriers, ont effectivement une activité manuelle, mais parmi eux, il y a des artisans (ce qui n'est pas la même chose que manœuvre, ouvrier spécialisé, ouvrier à la chaîne ou caissière dans un supermarché, etc.). Par exemple, dans la ville de Lyon, je n'ai pu interviewer qu'un seul chaudronnier, car personne dans le milieu n'en connaissait d'autres. Celui-ci m'a dit exercer, en effet, cette activité même s'il a un diplôme d'une école supérieur (BTS), mais seulement parce que, grâce à des contrats intérimaires qu'il peut renouveler à sa guise, il se "garantit" quelques "marges de liberté". En réalité, comme ce jeune homme proche des squatters, d'autres personnes que je connais ou que j'ai interviewées, et qui perçoivent le RMI (Revenu minimum d'insertion, une sorte de mini-salaire social mensuel équivalent à 2300 francs français) ont déclaré qu'ils sont effectivement "chômeurs et RMistes" mais qu'ils "choisissent" de l'être, car, même avec ce petit revenu, ou plutôt grâce à lui ils peuvent se dédier à diverses activités. Celles-ci concernent aussi bien la sphère individuelle que collective (études, publications, débats, manifestations, squats individuels et sociaux, engagement dans telle ou telle structure libertaire ou "politique", quand ils ne sont pas à l'origine de collectifs qui

soutiennent d'autres groupes sociaux "en lutte" proche ou lointains).

Que les libertaires ne soient pas des miséreux qui essaient de se procurer de quoi vivre (à de rarissimes exceptions près), je l'avais remarqué depuis que je me suis approché de ce mouvement. Nous "savons" tous d'ailleurs que, d'une part ses membres sont issus majoritairement de ce qu'on appelle les couches sociales moyennes, et que maintenant que ces "agents de la transformation sociale" de l'après 68 commencent à vieillir, leurs enfants sont à leur tour des représentants de ces mêmes couches sociales. Certes, quelque-uns d'entre eux refusent le train de vie "imposé" par la société de consommation des pays riches, mais ne restent pas moins des privilégiés face aux sans-papiers, à leurs "frères et sœurs" sans domicile fixe des pays riches et surtout face à ceux et celles qui meurent de faim...

Ce ne sont, comme vous voyez, que des considérations qui n'ont rien de "révolutionnaire", ni d'original. Pourtant, ce constat issu de mon travail, vient valider ce qui n'était jusqu'à présent qu'une opinion personnelle. Il s'agit d'un constat qui n'a rien d'inquiétant en soi, mais je pense qu'il pourrait nous faire réfléchir sur le rôle qui devrait être le nôtre dans le quotidien. Je pense en outre, que nos amis anarchistes devraient aussi en tenir compte lorsqu'ils écrivent des tracts ou des articles où ils s'identifient et/ou s'assimilent aux SDF, aux sans-papiers, aux exploités, etc...

Réfléchir à l'avenir des libertaires et de leur mouvement à partir de ce constat ne signifie pas, pour ma part, vouloir remettre en question leur générosité et leur esprit de solidarité, fruits de cette sensibilité qui est la leur et qui est probablement leur principale caractéristique depuis que princes, nobles, avocats, médecins, gens de lettres ou "simples travailleurs" ont donné leur vie pour la Cause.

Mais, si cette sensibilité, cette générosité et leur présence continuent à être une constante dans leurs pratiques quotidiennes, il est vrai aussi qu'analysant leurs dernières trente années d'histoire on s'aperçoit qu'ils n'ont pas réussi à proposer, d'abord pour leurs structures et ensuite pour l'ensemble des sociétés dans lesquelles ils vivent, un "modèle" ou plus simplement une "idée", une alternative politique libertaire "-praticable".

Écologie sociale et municipalisme libertaire

Naturellement, je connais l'œuvre de Murray Bookchin et je dois dire que comme beaucoup d'autres libertaires de ma génération, j'ai été influencé et ai été beaucoup stimulé dans ma réflexion à partir de sa lecture. D'ailleurs, l'*Atelier de Création Libertaire* auquel je participe a publié plusieurs de ses ouvrages en français, et nous avons eu le plaisir d'un discuter avec lui dans des débats à Lyon et ailleurs. D'autre part, j'ai moi-même considéré le municipalisme libertaire comme une alternative politique possible avec ses corollaires ou fondements théoriques liés à l'écologie sociale.

On peut ajouter que les libertaires, et cela au niveau international, sont nombreux à considérer Bookchin comme le penseur qui a donné à l'anarchisme la possibilité de confronter les théories anarchistes "classiques" avec les problématiques du monde contemporain et cela surtout dans les années 70 et 80. Pourtant, si je tiens compte de la situation dans les quelques pays européens que je connais, je dois dire que ceux qui se sentent proches de ses idées ne réussissent pas à les mettre en pratique d'une manière conséquente. En réalité, je connais ici et là quelques groupes qui s'inspirent de l'écologie sociale, d'autres qui essaient d'intervenir d'une manière ou d'une autre dans les affaires de la commune. Mais cela ne représente toujours pas l'ébauche d'un mouvement ou d'une structure qui s'investit sur le long terme. En fin de compte, il ne s'agit que des rares expériences locales et ponctuelles...

Je me suis souvent demandé pourquoi cette idée de municipalisme libertaire n'est pas aussi développée qu'elle mériterait, à mon avis, au sein du milieu libertaire. La réponse que je peux apporter aujourd'hui est que cela est lié à plusieurs questions comme, par exemple, l'idée que les anarchistes se font de la politique et par ce qu'ils entendent par "participation politique", ainsi que la perception qu'ils ont de leur propre avenir, et enfin, par rapport à ce qu'ils désirent-veulent vraiment changer dans leur quotidien. En fait, je pense que nous sommes en face de questions encore tout ouvertes auxquelles à défaut de réponses toutes faites, il faudra dédier quelque temps de notre réflexion...

Pour ma part, après avoir essayé de comprendre qui sont les libertaires et ce qu'ils font, j'ai essayé de comprendre quel est leur imaginaire. (Avant de m'attarder quelque peu sur ce dernier point je voudrais rappeler que c'est l'activité "culturelle" qui prédomine dans leurs initiatives comme la production de périodiques, de livres, de fanzines ; comme l'organisation de débats et de conférences, la création de librairies, centre de documentations, radio libres, etc. Voilà ce à quoi ils se dédient la plupart du temps).

Au cours de mon travail, c'est à propos de l'imaginaire que je crois avoir "découvert" quelque chose qui pourra, éventuellement, nous permettre de réfléchir autrement à notre avenir.

En effet, en faisant un parallèle entre une étude réalisée par un "militant et homme de science qui cherchait la Vérité" à la fin du XIXe siècle et mes propres recherches, je me suis aperçu que les anarchistes d'aujourd'hui ne sont plus des croyants. À la fin du XIXe siècle, en effet, on pouvait remarquer que dans les milieux anarchistes, et les propos recueillis dans le livre d'Augustin Hamon intitulé *Psychologie de l'anarchiste-socialiste* le montrent clairement, on croyait que l'Anarchie représentait cette nouvelle religion de l'humanité porteuse *d'Harmonie sociale*, de *la complète liberté*, *la complète émancipation*, la *parfaite liberté*, *l'intégrale liberté individuelle et collective*, la *complète révolution*.

L'ère de la complexité

Mais aujourd'hui, lorsqu'on essaie de regarder au delà de ce que sont le propos, les slogans que les militants libertaires utilisent comme moyens de "propagande", on s'aperçoit que pratiquement personne d'entre eux ne croit que l'avènement de l'Anarchie résoudra, une fois pour toutes, les nombreuses et complexes questions sociales qu'il nous faut affronter quotidiennement. En plus, même si certains d'entre eux ne le souhaitent que du bout des lèvres, ils savent désormais qu'une Révolution sociale et libertaire (ainsi qu'ils la définissent) n'est de toute manière pas à l'ordre du jour. D'autre part, parfois ils ajoutent honnêtement qu'ils craignent cette révolution par les revers négatifs qu'elle pourrait insuffler dans son mouvement. Et en fin de compte, ils affirment lucidement qu'il faudra désormais toujours se méfier de cette forme de transformation sociale.

À partir de ces considérations, j'en arrive "naturellement" à la conclusion provisoire suivante. Je pense que, d'un côté les libertaires de l'an 2000 ne sont plus des "croyants", et de l'autre que leur imaginaire n'arrive pas à se débarrasser complètement de ces concepts caractéristiques du mouvement anarchiste classique, c'est-à-dire *la lutte de classe*, la *révolution*, l'espoir que la société humaine pourra vivre un jour dans harmonie universelle grâce à des structures et des choix libertaires. Entre parenthèses, je dois dire que les seuls qui y croyaient, je les ai rencontrés dans les milieux écologistes. En effet, dans une étude que je suis en train de terminer pour un colloque qui se tiendra

en novembre à Grenoble, sur 630 questionnaires que j'ai reçus concernant *qui sont les écologistes aujourd'hui*, ils ont été nombreux à parler de l'écologie comme étant susceptible d'apporter cette harmonie possible et nécessaire entre tous les être vivants. Et je crois qu'il est intéressant de savoir qu'ils privilégieraient la "démocratie directe" comme moyen pour y arriver).

Malheureusement, pour les militants qui s'accrochent toujours au drapeau noir, ou rouge et noir de l'Anarchie, le XXe siècle avec ses "révolutions", ses transformations sociales qui ont modelé l'individu qui affrontera le troisième millénaire, avec l'évolution des recherches scientifiques qui ont produit, elles aussi, de véritables ruptures dans les pratiques quotidiennes et dans notre imaginaire, on se retrouve à se poser constamment et de plus en plus la question sur ce que sont en réalité la liberté, l'égalité, la fraternité ou la solidarité, et cela, d'une manière de plus en plus complexe.

Certes, les libertaires comme je l'ai déjà indiqué plus haut, ont contribué à donner à ces concepts un contenu non seulement sémantique, mais aussi (ou surtout, selon le point de vue) à travers leur pratique quotidienne.

Ils l'ont fait à travers cette culture qui est la leur et qu'ils font connaître autour d'eux, jour après jour.

Mais aujourd'hui, à partir d'une relecture critique de leur histoire ancienne et récente et des constats qu'on pourra en tirer, les libertaires devraient chercher à libérer leur imaginaire afin de permettre à leur sensibilité de trouver les moyens adéquats pour continuer à être ces acteurs de la transformation sociale qu'ils sont depuis toujours.

En cela, le municipalisme libertaire comme pratique politique (à définir et justement à mettre en pratique là où nous en avons la possibilité) et l'écologie sociale pourront nous accompagner encore pendant un bout de temps dans nos engagements quotidiens.

Mais c'est surtout en étant toujours prêts à nous intéresser à ce que peuvent être des nouvelles formes d'interventions, de réflexions, d'échanges que nous trouverons, en tant que libertaires, la force de nous engager dans cette utopie ouverte et délicate dont il nous faut continuer à chercher les chemins. Car, avec la fin de l'anarchisme classique et après ces trente dernières années d'activités et de réflexions libertaires avec lesquelles nous avons essayé de nous investir et d'être acteurs dans les *nouveaux mouvements sociaux* de l'après 68, les libertaires de l'an 2000 devraient désormais penser à un nouveau futur.

Enfin, il me paraît de plus en plus évident que pour envisager ensemble nos idées et nos pratiques, aussi différentes et particulières soient-elles, il nous faut couper avec cet anarchisme qui se pare de slogans "révolutionnaires" et de l'éternelle langue de bois pour masquer le vide et le manque de perspectives qui sont les siens.

★ **Mimmo Pucciarelli**

(1) Ou en déclin comme l'a indiqué le sous-titre d'un article paru sur *Il Mattino* de Naples du 13 août 1998.

OUVRIR LES CHAMPS DU POSSIBLE / PHILIPPE COUTANT

Nous sommes tous et toutes des croyants

En général la croyance est connotée de façon négative, elle est associée à la religion.

Ici notre point de départ c'est de considérer que la croyance n'est pas limitée à la sphère religieuse et de présupposer qu'il n'existe pas d'humanité sans croyance.

Pas d'humanité sans croyance ?

Nous remarquons que l'attitude mentale qui amène au fait de tenir pour vrai n'est pas complètement transparente ni entièrement rationnelle, souvent celle-ci demeure un peu énigmatique et empreinte de croyances. Pour nous la croyance est un phénomène universel. Il semble bien que ce qui nous différencie des animaux ce soit aussi les croyances.

Nos croyances sont fondées sur une foi en l'humain, nous pensons que l'égalité et la justice sont possibles.

Le culte des morts est le premier signe de la culture humaine chez les néandertaliens. La croyance accompagne l'outil, c'est-à-dire que l'évolution du cerveau et de la main chez l'homo sapiens-sapiens ne peut se séparer des croyances. L'accès au symbolique passe par la croyance en des êtres supérieurs ou des forces supra-naturelles. La croyance en la puissance des idées a été la base de la mise en extériorité du savoir faire humain, mais aussi de la loi et de la culture.

La première croyance que nous assumerons, c'est celle qui énonce la perfectibilité de l'humain individuellement et collectivement. Souvent, le communisme a été critiqué parce qu'il avait un aspect messianique. La réponse des communistes consistait à rétorquer que ce n'était pas une religion. Il est exact qu'il n'y avait pas de transcendance divine dans ce messianisme. Celui-ci venait de la croyance dans le sens de l'histoire, de la promesse d'un avenir radieux dû au progrès et à la réconciliation de l'humanité avec elle-même dans la réalisation de la société communiste. Ceci était conjugué à deux autres croyances : la démocratie et l'égalité. Aujourd'hui le messianisme communiste a fait faillite, mais les croyances en politique ne semblent pas avoir disparu pour autant.

Les critiques de la croyance

L'attitude critique face aux croyances est ancienne, elle fait face à l'opinion et est conjointe de la naissance de la philosophie en Occident. Celle-ci valorise la raison contre ce qui est admis sans être démontré comme vrai. Mais il ne s'agit pas forcément d'une attitude antireligieuse ou qui dénie toute place à la foi. Les conceptions du monde de cette époque sont marquées par une vision du cosmos où Dieu et les dieux ont leur place.

Le problème du rapport entre la croyance et la raison se modifie, entre autres, avec Averroès et Thomas d'Aquin. Pour eux, la raison et la foi sont complémentaires. L'action de l'homme ne contredit pas la création divine et l'ordre naturel, il la complète puisque les humains travaillent au service du divin.

La question se déplace encore avec le développement de la science : Héliocentrisme de Galilée et Copernic, méthode expérimentale promue par Bacon, revendication du sujet exprimée par Descartes (*Je pense donc je suis*, *L'homme comme maître et possesseur de la nature*), etc. Le débat sur l'ordonnancement du monde implique de repenser la place de Dieu.

Sur le plan politique, c'est avec Hobbes et Rousseau que le débat est bouleversé. Le droit naturel est légitime, l'état de nature est une fiction qui permet d'imaginer que l'état social n'a pas toujours été ainsi. C'est une critique implicite du droit divin qui fondait la royauté.

Sur le plan philosophique, Emmanuel Kant montre qu'il est impossible en raison de démontrer l'existence de Dieu. Chercher à démontrer l'existence de Dieu c'est outrepasser les limites de la raison (dans *Critique de la raison pure*). Il laisse une place à la foi en posant le postulat de l'existence de Dieu (idées a priori) et disant que la foi ne contredit pas la raison.

Avec la notion d'aliénation Ludwig Feuerbach estime qu'il existe une liaison entre le fait anthropologique et la théologie. Selon lui, Dieu est une image idéalisée de l'homme : *C'est ainsi qu'en Dieu et à travers Dieu, l'homme n'a d'autre but que lui-même* (dans *Manifestes philosophiques, l'Essence du christianisme*).

L'explication religieuse est battue en brèche par Charles Darwin. L'évolution des espèces contredit de fait l'idée de création divine. La continuité entre l'homme et l'animal déplace le contenu du rapport entre la nature et la culture.

Pour les critiques politiques du XIX° (Proudhon, Marx, Bakounine et les autres) la religion est une aliénation, une supers-

tructure idéologique très utile à la domination et l'exploitation de l'homme par l'homme, d'où la célèbre formule *La religion, c'est l'opium du peuple*. La religion obscurcit l'esprit et empêche de voir la réalité en faisant croire qu'il existe un ailleurs où le bonheur est possible. C'est le thème de la lumière de la vérité qui s'installe par la critique rationnelle, la raison dévoile.

Avec Friedrich Nietzsche, la critique de la croyance passe par la mise en évidence du ressentiment qui est utilisé par les prêtres afin d'obtenir la soumission des faibles. La morale n'est qu'un camouflage pour la réalisation des passions tristes des humains, c'est ce qui empêche le développement de la puissance humaine véritable. Il questionne la notion de vérité et dénonce les croyances canoniques et obligatoires : *Les vérités sont des illusions dont on a oublié qu'elles le sont* (dans *Vérité et mensonges au sens extra-moral*). Il énonce clairement : *Dieu est mort* ! (dans *Ainsi parlait Zaratousthra*).

Pour la sociologie de Durkheim, la croyance en une force impersonnelle extérieure à l'individu est due à la symbolisation de la société : *Une société a tout ce qu'il faut pour éveiller dans les esprits, par la seule action qu'elle exerce sur eux, la sensation du divin ; car elle est à ses membres ce qu'un dieu est à ses fidèles* (dans *Les formes élémentaires de la vie religieuse*). Toute société implique une autorité morale de la collectivité sur l'individu, elle s'exerce par le respect, que Durkheim décrit comme source du sacré. Il faut également noter que cet auteur prend le respect du drapeau comme exemple de la présence du sacré dans notre société.

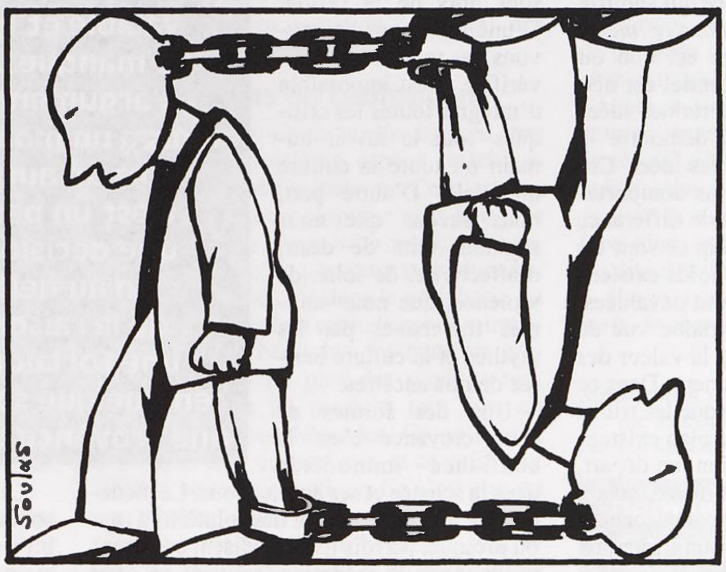
Pour Sigmund Freud et la psychanalyse, Dieu n'est qu'une figure symbolique du père et de son autorité, les religions sont des sublimations sociales du meurtre des frères contre l'autorité du père. L'accès au désir est structuré par l'interdit de l'inceste et refoulé dans l'inconscient. La conscience morale est une sublimation qui trouve son origine dans notre culpabilité, dans nos désirs impossibles ou indicibles. Pierre Legendre utilise la psychanalyse pour comprendre le droit et la reproduction du pouvoir, les titres de certains de ses livres parlent d'eux-mêmes : *Jouir du pouvoir, L'amour du censeur*. Il a également publié : *La fabrique de l'homme occidental* (accessible facilement dans une collection à 10 frs). Eugène Enriquez se servira aussi des acquis de la psychanalyse pour développer une sociologie qui intègre les pulsions de vie et de mort, la présence de la violence, la recherche de la toute puissance dans les fonctionnements sociaux. Son livre le plus connu s'intitule *La horde et l'Etat*, il a continué ses travaux, notamment, dans *La sociologie en analyse* et *Les figures du maître*. La perspective anti-autoritaire de la psychanalyse n'est pas à négliger.

Les sciences humaines, dont l'anthropologie et l'ethnologie, constatent que les humains ont créé toutes sortes de dieux. Les figures multiples de la ou des divinités montrent la relativité des cultures. Ce qui est commun aux humains, c'est la mise en scène religieuse et l'accès au symbolique structuré autour de l'interdit de l'inceste. On peut observer la création de nouvelles religions ou de nouvelles formes de la vie religieuse, preuve que Dieu et ses voix sont relatives aux situations et aux cultures, ce sont des résultats de l'activité humaine. Ce qui donne raison à Epicure longtemps après. Celui-ci affirmait que les dieux n'ont rien à faire des humains, qu'au contraire ce sont les humains qui ont besoin des dieux. Si le sacré doit exister c'est pour l'homme et non l'inverse.

La croyance continue

Malgré toutes les critiques de Dieu la croyance continue et se renouvelle. La croyance a un avantage indéniable, elle apporte de l'aide aux humains en difficulté, qu'importe que le contenu de la croyance soit vrai ou faux, elle leur apporte bien-être et réconfort. La croyance procure un état mental rassurant, ce qui est inestimable. La puissance et l'utilité de la croyance peuvent s'évaluer par rapport au secours qu'elle apporte dans la résolution des problèmes personnels. En outre, elle répond à un besoin de sens que la société du spectacle et de la marchandise ont laissé de coté. Que ce processus soit explicite et conscient ou implicite et inconscient n'a pas d'importance. Avec la croyance l'existentiel se lie à l'être dans une cohérence qui a du sens.

Aujourd'hui ce qui est nouveau c'est que la critique de la croyance ne peut plus se faire face à des appareils idéologiques organisés et dominants, face à la religion comme institution, comme le faisait Nietzsche ou d'autres. La critique ou la prise en compte de la croyance doit se faire de l'intérieur du champ des activités humaines, dont la politique fait partie. Nous ne sommes plus face à une ou des églises, mais face à nous-mêmes humains, qui avons besoin de croyances.



Nos croyances et nos convictions sont fondées sur une foi en l'humain, nous pensons que l'égalité et la justice sont possibles. Généralement cela tombe sous le sens, c'est une évidence que l'on ne prend pas la peine d'expliciter. Mais il est nécessaire d'interroger nos croyances, nos affirmations sur la ou les valeurs que nos mettons en avant. Le rapport entre l'individu et la communauté, entre la personne et la collectivité obéit à des règles, des lois qui nous donnent des références pour juger du bien et du mal, de l'autorisé et de l'interdit. Cet ensemble d'idées, qui nous sert de référent, est traversé par les mythes, les croyances, les fictions, la culture du passé. Nos conceptions du monde ne sont pas faites que de savoirs vérifiés ou de raison, nous utilisons aussi notre imaginaire, la culture transmise par la société. Souvent nos jugements sont influencés par nos désirs ou nos peurs. Comme le remarquait Spinoza nous affirmons désirer certaines choses parce qu'elles sont belles alors qu'elles sont belles parce que nous les désirons. La subjectivité humaine est complexe, la conscience et la raison sont souvent en échec. Le sujet humain conscient et volontaire de la philosophie classique n'existe pas, c'était une projection de l'humain mâle blanc qui essayait de légitimer sa domination sur le monde.

Des exemples de croyances de notre temps

• **La république.** C'est un thème cher à notre gauche française, c'est le résultat de l'universalisme abstrait qui ne peut pas camoufler la faillite de nos institutions et le développement de la barbarie capitaliste. La république ainsi conçue et mise en œuvre est incapable d'accepter l'égalité dans la différence et de lutter contre la reproduction de la domination, pourtant la croyance en la république est largement répandue.

• **La fin justifie les moyens.** Si l'utilitarisme, l'intérêt sont les seuls horizons qu'ont les humains, la croyance en cette affirmation est difficilement contestable. Mais si on utilise cet adage pour agir au nom de l'humanité, au sens où un progrès humain est possible, il y a souvent problème. C'est le corollaire de la raison instrumentale dénoncée par l'École de Francfort. La mise en œuvre de cette idée peut justifier l'instrumentalisation des humains comme de la nature au service d'une ou de fins complètement déraisonnées : la traite négrière, le génocide arménien, la Shoah, Hiroshima, le stalinisme, Pol Pot, etc. Aujourd'hui nous pouvons essayer de faire en sorte que nos moyens ne contredisent pas nos fins, parce qu'en eux-mêmes ils sont partie prenante des fins.

• **L'organisation.** Elle a l'avantage de donner une identité, de remplir la sphère existentielle, elle rassure car elle a une image protectrice, même si ceci reste inconscient et non-dit. L'organisation (ou le regroupement : association, comité, syndicat, fédération, groupe, parti, collectif, etc.) organise la vie sociale de ses membres, elle permet de nouer des liens affectifs, d'accéder à un certain savoir, de se sentir important, utile, d'avoir une bonne image de soi. C'est la suite de la famille, elle donne un ou des rôles à jouer, elle structure l'autorité, officiellement c'est le moyen de la volonté politique. On devrait pouvoir interroger la

croyance en la nécessité de l'organisation ou des organisations, pouvoir questionner leurs fonctionnements et ce assez régulièrement.

• **La vérité.** C'est en son nom que l'on transforme en certitudes des affirmations parfois contestables. Elle prend souvent la forme de slogans, ceux-ci peuvent vite devenir simplistes et réducteurs. Si on prend par exemple ceux qui énoncent : *Police partout, justice nulle part !* et *Pas de justice, pas de paix !*, on s'aperçoit qu'ils ne sont pas vrais partout et pas tout le temps. Leur validité est relative, pourtant ils sont souvent criés comme des vérités. La solidarité qu'ils impliquent est toujours relative à une situation, aux capacités du moment des collectifs humains qui la mettent en œuvre, aux systèmes relationnels qui la vivent.

Croire en nous-mêmes, c'est croire dans les capacités de l'humain à dire la loi et à en définir le contenu, à en débattre et à remettre en discussion à chaque fois que cela est nécessaire ou demandé.

Ceci amène à se poser la question de la différence entre les valeurs et les croyances. La valeur est vécue comme vraie, authentique et structurante, il faut alors la voir dans son aspect quantitatif et surtout qualitatif. Les valeurs sont toujours ou presque présentées comme positives au contraire de croyances qui, elles, sont qualifiées de façon péjorative et comme un signe de déraison. Avec les valeurs on se réfère au *bien de l'humanité*, au *bien commun*. Mais il faut remarquer qu'avec la notion de valeur, les humains s'engagent, y mettent d'eux-mêmes, la présence d'affects chaleureux est un signe de la valeur d'un groupe, la notion d'identité affleure vite. C'est ce que constate l'adage populaire : *Nous n'avons pas les mêmes valeurs !*, ce qui signifie à l'autre : *On ne vit pas dans le même monde*, sous-entendu le mien est bon ou meilleur. Le lien avec l'existentiel est net. Quand on arrête de militer, certaines idées ont moins de valeur, ce qui démontre la liaison entre la vie pratique et les idées. Car si on arrête à cause de certains comportements, à cause de la trop grande différence entre le dire et le faire, du coup ce sont les idées qui n'ont plus le même poids existentiel, on n'y croit plus, elles sont dévaluées. Comme si l'imperfection humaine vue de face et acceptée amoindrissait la valeur des idées qui justifiaient l'engagement. Dans ce cadre il est facile de constater que les tribus militantes organisent la vie au plan existentiel aussi. S'il y a une exclusion, un départ, un éloignement volontaire ou forcé, cela a des implications pratiques, des conséquences sur les réseaux relationnels, sur l'identité. Ce phénomène n'est peut-être pas vécu toujours consciemment pour soi, sur le moment, mais pour la qualification que les autres ont de soi, il est réel, ce qui peut faire retour sur soi et sur l'appréciation de sa propre valeur. Ceci explique pourquoi, après ce genre de rupture, il faut se reconstruire, lier de nouvelles relations, repenser ses valeurs, imaginer sa nouvelle vie.

Un autre exemple de ce fonctionnement de croyant-e, c'est celui qui affirme sérieusement aujourd'hui que *la radicalité ne se partage pas !* La vérité devient un bien magique que l'on doit posséder, le partager revient à s'auto-détruire comme révolutionnaire, ou du moins dans l'image que l'on en a.

À notre avis, le fait d'avoir des croyances ou des valeurs n'est pas une difficulté en soi. Ce qui pose problème, ce sont les incohérences proches du grand écart, car pour nous il existe une liaison entre les valeurs ou les idéaux et leur mise en œuvre. La solution la plus simple c'est d'affirmer *pas l'un sans l'autre !* et d'essayer de le vivre. L'exemple des valeurs d'égalité, de liberté et de solidarité montre bien de quoi il s'agit. S'il manque un terme en théorie ou en pratique il y a quelque chose qui ne va pas. Si les faits ne suivent pas c'est une contradiction pour l'énoncé qui se veut performatif ! La contradiction n'est pas d'ordre logique, ni théorique, mais d'ordre humain, de l'ordre du sens.

• **La raison.** La raison se sait limitée, finie. C'est elle qui peut observer la croyance ou les croyances, les critiquer. Mais jamais la raison n'empêche la croyance d'exister, de continuer ou de prendre de nouvelles formes. Une des formes de la croyance assez répandue, c'est la valorisation de la toute puissance de la raison elle-même. Nous en concluons régulièrement que nous devons convaincre, nos idées étant les meilleures. Alors que nous savons qu'une partie de nos convictions et de notre engagement sont hors de la raison. D'une part, nous ne pouvons pas tout lire, ni tout vérifier, il est impossible d'intégrer toutes les critiques, tout le savoir humain ou toute la culture mondiale. D'autre part, nous savons que nous sommes faits de désir, d'affectivité, de folie, de violence, que nous sommes traversé-es par les mythes et la culture héritée de nos ancêtres.

L'anarchie est un projet que nous estimons valable et qui ne manque pas d'arguments, mais à un moment ou à un autre c'est un pari, une décision, un au-delà de la raison, une foi laïque en quelque sorte, une croyance donc !

Une des formes de cette croyance c'est la confiance immodérée dans la science et ses applications. La médecine, le progrès trouvent des solutions à tout ou presque, parfois ils nous disent comment vivre. Avec la médecine, souvent on croit obtenir la santé alors que, seuls, des soins peuvent nous être apportés. Dans le contexte de la critique post-moderne, le progrès est souvent décrit comme un mythe, c'est aussi une croyance dans un avenir meilleur, dans une promesse. C'est un mythe parce que c'est aussi un récit sur le passé et le sens. Mais la critique du progrès n'est pas acquise de façon majoritaire, surtout à gauche (extrême gauche comprise) au contraire de la critique de la religion dans ses formes classiques qui, elle, est admise. La croyance en la liberté sexuelle est banale, mais la critique du machisme reste exceptionnelle. Pourtant de façon rationnelle et raisonnée, il est possible et facile de se rendre compte de la domination du groupe des hommes sur celui des femmes.

L'idée du devenir humain est ici en cause puisque nous sommes dans un nouvel environnement idéologique et face à un nouvel horizon mental : celui du relativisme et de l'individualisme qui côtoient la toute puissance de la raison technique et l'omniprésence de l'information spectaculaire comme sources de la connaissance humaine.

Accepter la croyance ?

Oui au sens où nous refusons d'asseoir l'action politique sur des lois de l'histoire. Pour nous, l'action politique est le résultat d'une décision, d'un engagement qui se sait limité et en situation. Nous avons à notre disposition des appareils critiques pour essayer de comprendre le monde et les mutations du capitalisme. Mais reconnaître que nous croyons à l'idée libertaire n'est pas une faiblesse, au contraire c'est une des conditions de notre force, de notre puissance. Si nous refusons d'admettre qu'une partie de nous-mêmes fonctionne avec de la croyance, ne sommes nous pas obligés d'admettre que l'histoire a un sens, sens qui prédéterminerait notre action, et qu'en conséquence nous devrions obéir à des lois historiques. Ces lois, Marx les a décrites comme "scientifiques" avec son "matérialisme historique". Si l'égalité et la justice sont des choix humains, il s'agit d'une décision conventionnelle qui n'a rien de naturel et qu'il faut réaffirmer régulièrement. Nous croyons qu'il est possible de mettre cela en œuvre et de changer le monde dans cette direction. On peut nommer cela un idéal, un horizon, une idée régulatrice, une utopie. Si nous refusons de suturer l'action politique à la science (au sens où ce sont deux types de vérités différentes), nous devons reconnaître que nous sommes tous et toutes des croyantes. Si ce constat continue de nous faire horreur, nous devrons nous habituer à rester des marxistes honteux.

Le communisme libertaire, l'anarchie sont des croyances que nous estimons valables et qui ne manquent pas d'arguments, mais à un moment ou à un autre c'est un pari, une décision, un au-delà de la raison, une foi laïque en quelque sorte, une croyance donc ! Que cette croyance ne s'appuie pas sur une transcendance extra-humaine, c'est certain, que nous n'ayons pas de vision messianique, ni une visée de rédemption c'est également vrai, mais c'est au minimum une croyance dans les potentialités de l'humanité, en particulier celle de prendre sa vie en main. La définition de ce qui est humain ou de ce qui ne l'est pas est

un questionnement que nous devons assumer, nous serons mieux à même d y répondre si nous savons que nous vivons en même temps avec la raison et dans la déraison.

La croyance n'est plus une extériorité, c'est le problème des fondements et des référents qui est posé. Pendant longtemps, les humains ont vécu l'extériorité de la loi fondée sur Dieu ou sur une forme de transcendance. Cette extériorité complétait l'autorité et l'argument d'autorité. Aujourd'hui, les humains peuvent savoir que la loi est humaine, c'est à dire en nous, dans l'humanité et dans la culture, dans notre histoire humaine, collective et individuelle au niveau psychique, mental. On peut en faire l'archéologie, mais jamais trouver son fondement, si ce n'est que, de fait, sans la loi on n'est pas humain et que l'on ne peut pas revenir en arrière, sauf à régresser dans la barbarie comme cela a déjà eu lieu maintes fois. À la question *D'où vient la loi ?* il est possible de répondre que c'est un résultat, une construction sociale et historique, une convention non discutée !

La question c'est de savoir qui attribue le qualificatif péjoratif à la croyance. La notion de valeur s'appuie sur le débat entre le positif et le négatif, entre le bien et le mal. Aujourd'hui, comme dans d'autres domaines, on ne peut pas dire que ça vienne de Dieu ou de l'idée en soi, l'extériorité est hors de propos. La loi est conventionnelle même si les humains n'ont pas décidé de son contenu, elle est conventionnelle au sens où sa relativité est réelle et sans fondement transcendant, ni immanence. Nous sommes donc dans un cadre mental où nous refusons Dieu ou les dieux, où nous refusons également le sens de l'histoire qui inscrirait notre vie dans un schéma prédéterminé. La place de la liberté humaine en dépend. Aujourd'hui, on sait que l'origine est en nous, dans l'humanité et pas ailleurs. Cette humanité est une humanité construite et transmise, toujours à la merci de la barbarie.

Nous sommes face à nous-mêmes, face à notre histoire humaine, à notre histoire culturelle ou plutôt face à nos histoires culturelles et face à l'invention de notre avenir. Si on pense qu'il est possible que cela puisse venir de nous-mêmes et pas de l'extérieur, il nous faut accepter la décision, la convention. De fait, c'est la croyance en l'humanité et en ses capacités, c'est un débat sur le choix du contenu de la loi dans une visée d'égalité et de justice. Croire en nous-mêmes, c'est croire dans les capacités de l'humain à dire la loi et à en définir le contenu, à en débattre et à remettre en discussion à chaque fois que cela est nécessaire ou demandé.

Le fait qu'il n'existe pas de fondement c'est un acquis de l'humanité, de l'histoire de la pensée. Ce n'est ni génétique ni transcendantal, ni immanent, c'est dans l'interdit et la culture. Il ne reste que l'humanité en face d'elle-même, même si nous avons beaucoup plus de questions que de réponses ! Notre tâche pourrait se résumer ainsi : **du fait à la conscience du fait pour arriver à la conscience du contenu !**

C'est pour cela que j'affirme sans honte ni peurs que nous sommes tous et toutes des croyant-es !

★ Philippe Coutant

SUITE DE LA DERNIÈRE PAGE

Une société de contrôle

Dans le *régime des prisons* : la recherche de peines de "substitution" au moins pour la petite délinquance, et l'utilisation de colliers électroniques qui imposent au condamné de rester chez lui à telles heures. Dans le *régime des écoles* : les formes de contrôle continu et l'action de la formation permanente sur l'école, l'introduction de l'"entreprise" à tous les niveaux de scolarité. Dans le *régime d'entreprise* : les nouveaux traitements de l'argent, des produits et des hommes ("ressources humaines") qui ne passent plus par la vieille forme-usine. L'entreprise ne cesse d'introduire une rivalité inexpiable comme saine émulation, excellente motivation qui oppose les individus entre eux et traverse chacun, le divisant lui-même. Dans le *régime du droit* : si notre droit est lui-même en crise, hésitant, c'est parce que nous quittons une forme juridique pour rentrer dans une autre. L'*acquittement apparent* (entre deux enfermements) des sociétés disciplinaires cède désormais la place à l'*ajournement illimité* (en variation continue) des sociétés de contrôle.

Mutation du capitalisme

Les *sociétés de contrôle* opèrent par machines de troisième espèce, machines informatiques et ordinateurs. Ce n'est pas une évolution technologique sans être plus profondément une *mutation du capitalisme*. Le capitalisme n'est plus pour la production, qu'il relègue souvent dans la périphérie du tiers-monde, c'est un capitalisme de surproduction. Il n'achète plus des matières premières et ne vend plus des produits tout faits ; il achète les produits tout faits ou monte des pièces détachées. Ce qu'il veut vendre, ce sont des services, et ce qu'il veut acheter, ce sont des actions. Ce n'est plus un capitalisme pour la production, mais pour le produit, c'est-à-dire pour la vente et pour le marché. Aussi, cherche-t-il essentiellement à disperser, et l'usine a cédé la place à l'entreprise. La famille, l'école, l'armée, l'usine ne sont plus des milieux analogiques distincts qui convergent vers un propriétaire, État ou puissance privée, mais les figures numériques, chiffrées, déformables et transformables, d'une même entreprise qui n'a plus que des gestionnaires. On nous apprend que les entreprises ont une âme, ce qui est bien la nouvelle la plus terrifiante du monde. Le *marketing* est maintenant l'instrument de contrôle social, et forme la race impudente de nos maîtres. L'homme n'est plus l'homme enfermé, mais l'homme endetté. Ce qui compte, ce n'est pas la barrière, mais l'ordinateur qui repère la position de chacun, licite ou illicite, et opère une modulation universelle.

Chercher de nouvelles armes

Ces exemples, assez restreints, permettent de mieux comprendre ce qu'on entend par crise des institutions, c'est-à-dire l'installation progressive et dispersée d'un nouveau système de domination, dont chaque avancée, semblant marquer d'abord de nouvelles libertés, participe en fait à des mécanismes de contrôle qui rivalisent avec les plus durs enfermements. Une des questions les plus importantes concernerait l'inaptitude des syndicats : liés dans toute leur histoire à la lutte contre les disciplines ou dans les milieux d'enfermement, pourront-ils s'adapter ou laisseront-ils la place à de nouvelles formes de résistance contre les sociétés de contrôle ? Peut-on déjà saisir des ébauches de ces formes à venir, capables de s'attaquer aux joies du marketing ? Beaucoup de jeunes réclament étrangement d'être "motivés", ils redemandent des stages et de la formation permanente ; c'est à eux de découvrir ce à quoi on les fait servir, comme leurs aînés ont découvert, non sans peine, la finalité des disciplines.

Il n'y a pas lieu de craindre ou d'espérer, mais de chercher de nouvelles armes.

★ Agence Neuroland™

Mots-croisés : William Burroughs, Gilles Deleuze. *En vente dans toutes les bonnes librairies jusqu'à épuisement des stocks...*

Lire Alternative Libertaire, c'est bien... agir dans le mouvement, c'est mieux !

- **À Liège** chez Chiquet au 087/37.63.70.
- **À Verviers** chez Gun au 087/31.05.07.
- **À Charleroi** chez Miguel au 071/30.06.64.
- **À Tournai** chez Fred au 069/84.10.76.
- **À Peruwelz** Chez Roger au 069/77.03.57.
- **À Bruxelles** à la **C.A.T.** au 02/242.98.85 ou au **Centre Libertaire** 65 rue du Midi.
- **En Flandre**, au journal **De Nar**, Boite postale 136, 3000 Leuven 3.
- **Aux concerts du groupe *René Binamé***, 27 avenue de la Jonction, 1190 Bruxelles.
- **Pour les pays francophones:**
  - **Fédération Anarchiste**, au 145 rue Amelot à 75011 Paris,
  - **Reseau No Pasaran**, 21 ter rue Voltaire à 75011 Paris,
  - **CNT** 33 rue des Vignoles 75020 Paris.

Demandez-nous 5, 10, 20 exemplaires de ce journal pour les diffuser autour de vous, à vos ami(e)s...

Faute de place, nous ne pouvons glisser dans ce numéro la deuxième partie du dossier sur Nestor Makhno. Nous le reportons donc au mois prochain ainsi qu'une présentation (écrite par Jean-Marc Raynaud) du livre de Gérard Lorne, *Du rouge au noir, Mémoire vive d'un porteur de valise* (guerre d'Algérie), qui vient de sortir aux *éditions du monde Libertaire*.

Une société de contrôle

Confondre le pouvoir vieux-style avec la folie de contrôle qui s'empare de cette planète, c'est confondre une verrue qui disparaît avec un cancer qui explose.

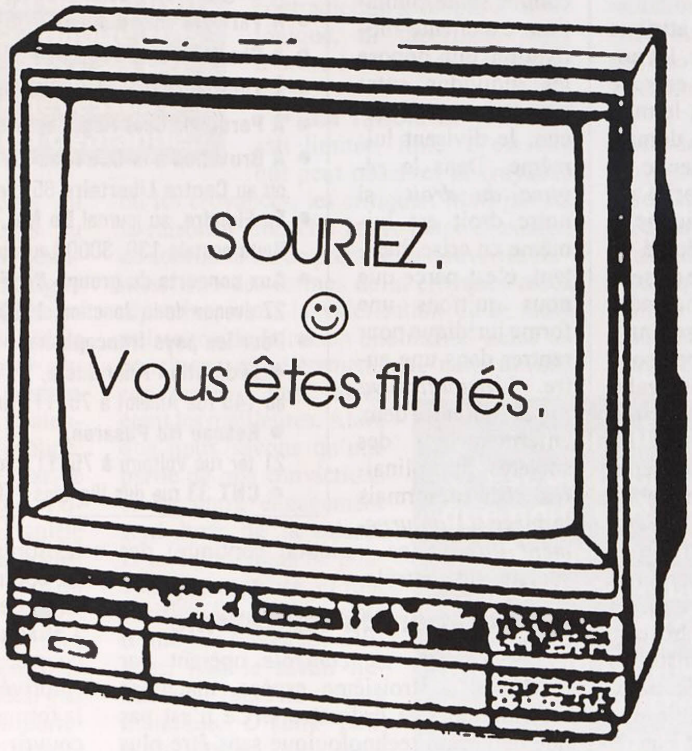
Les *sociétés disciplinaires* ont atteint leur apogée au début du XXème siècle. Elles procédaient à l'organisation des grands milieux d'enfermement. L'individu ne cessait de passer d'un milieu clos à un autre, chacun ayant ses lois : d'abord la famille, puis l'école, puis la caserne, puis l'usine, de temps en temps l'hôpital, éventuellement la prison qui est le milieu d'enfermement par excellence. Le projet idéal des milieux d'enfermement était particulièrement visible dans l'usine : concentrer, répartir dans l'espace, ordonner dans le temps, composer dans l'espace-temps une force productive dont l'effet doit être supérieur à la somme des forces élémentaires.

Sociétés de contrôle

Mais ces *sociétés disciplinaires* devaient connaître une crise, au profit de nouvelles forces qui se sont mises lentement en place et qui se sont précipitées après la Deuxième Guerre mondiale. Nous sommes dans une crise généralisée de tous les milieux d'enfermement : prison, hôpital, usine, école, famille. Les ministres compétents n'ont cessé d'annoncer des réformes supposées nécessaires. Réformer l'école, réformer l'industrie, l'hôpital, l'armée, la prison ; mais chacun sait que ces institutions sont finies, à plus ou moins longue échéance. Il s'agit seulement de gérer leur agonie et d'occuper les gens jusqu'à l'installation de nouvelles forces qui frappent à la porte. Ce sont les *sociétés de contrôle* qui sont en train de remplacer les sociétés disciplinaires. Des formes ultrarapides de contrôle à l'air libre remplacent désormais les vieilles disciplines opérant dans la durée d'un système clos. Il n'y a pas lieu de demander quel est le régime le plus dur ou le plus tolérable, car c'est en chacun d'eux que s'affrontent les libérations et les asservissements.

Intériorisation du processus de répression

Dans les *sociétés de contrôle*, il est devenu parfaitement inutile de savoir si c'est X qui dépend de Y, ou Y de X. C'est la relation qui touche les uns et les autres qui est importante, car les rôles peuvent s'inverser sans que le système en soit ébranlé. Au contraire, le système est d'autant plus gagnant que les changements sont nombreux. Dans nos *sociétés de contrôle,* il arrive que non seulement l'opprimé deviennent l'oppresseur d'un autre, mais également que l'opprimé devient son propre oppresseur. On assiste non plus à une inversion des rôles entre X et Y, mais *à l'intériorisation du processus de répression* par chaque individu, qui est à la fois, et au même moment, flic et résistant. Il intègre une contradiction, le plus souvent ressentie comme agréable, car l'ambiguïté des rôles vécus sur deux plans parallèles lui permet d'avoir accès au Jardin des Délices. La répression n'est plus seulement la prison et la punition, c'est aussi la douce obligation de se distraire avec le sexe (virtuel ou non), les drogues (pharmaceutiques ou non) et autres paradis synthétiques fournis par le système. Celui-ci non seulement tolère mais encourage l'accès, contrôlé, aux paradis obligatoires. Chacun se soumet à ce principe de dépendance. Il y a une classe unique où chacun est à la fois oppresseur et opprimé, administrateur et administré, agent et victime du système. À leur insu, tous se mettent donc au service, non pas d'une classe, mais du système lui-même. La force répressive est désormais invisible, elle se confond avec l'individu.



Ajournement illimité

Il se peut que de vieux moyens, empruntés aux anciennes sociétés, reviennent sur scène, mais avec les adaptations nécessaires. Ce qui compte, c'est que nous sommes au *début de quelque chose.* **SUITE AU VERSO >**

ALTERNATIVE LIBERTAIRE SOMMAIRE

- CRIME D'ÉTAT - Sémira Adamu, 20 ans pour toujours - Chiquet 1
- ÉDITORIAL - Appel à l'action - Michelle Beaujean 3
- POUR LA VÉRITÉ - Brisons le silence ! - Marc Reisinger 4
- EXPULSIONS - Après la mort de Sémira - Patrice Deramaix 5
- EUROPE FORTERESSE - Les camps de la honte - Collectif de résistance 7
- BILLET D'HUMEUR - Septembre noir - Dupk F.D 8
- EN DÉBAT - Alternative globale - Chiquet Mawet 9
- CENTRE LIBERTAIRE - Les traités européens - Annick Stevens 13
- ANTIMILITARISME - 11 novembre 1918, 80 ans déjà - Franck Thiriot 18
- BOUFFE - Non à la MacDomination - A. Larivière & M. Bernard 19
- SYNDICAT - Didascalies d'une BELGACOMédie - Didier Kuckaertz . 21
- NOTE DE LECTURE - Que la guerre économique est jolie - Gun . . . 24
- SYNTHÈSE - Défense du service public ou de l'État ? - Bonnie & Clyde 27
- NOTE DE LECTURE - Le municipalisme libertaire - G. Amista 27
- ROSE BONBON - À propos du capitalisme vert - G. Amista 28
- ANARCHISME - À la recherche du paradis perdu - Mimo Pucciarelli . 29
- INTROSPECTION - Nous sommes tous des croyants - Philippe Coutant 32